

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU ROLE
DE
LA PARTIE LÉSÉE
AU DÉBUT ET AU COURS DE
L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 27 Avril 1901 à 10 heures

PAR

LOUIS CAIL

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants { MM. LÉVEILLÉ, professeur.
GARÇON, professeur.

LAVAL

IMPRIMERIE PARISIENNE

L. BARNÉOUD & C^{ie}

8, Rue Ricordaine

1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU ROLE

DE

LA PARTIE LÉSÉE

AU DÉBUT ET AU COURS DE

L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

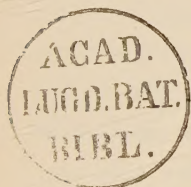
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 27 Avril 1901 à 10 heures

PAR

LOUIS CAIL

Avocat à la Cour d'appel



Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants { *MM. LÉVEILLÉ, professeur.*
GARÇON, professeur.

LAVAL

IMPRIMERIE PARISIENNE

L. BARNÉOUD & C^{ie}

8, Rue Ricordaine

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'étude du droit pénal primitif nous montre l'homme rendant à celui qui lui a causé un dommage un préjudice égal à celui qu'il a éprouvé ; c'est la loi du talion.

Lorsque les sociétés s'organisent, on s'aperçoit bien vite que le mal rendu, loin de réparer le mal causé, aggrave celui-ci, et est une cause nouvelle de trouble ; on oblige alors la victime du dommage à se contenter d'une réparation pécuniaire plus ou moins considérable suivant l'importance de celui-ci. Quant à la société elle-même, elle se considère le plus souvent, en présence d'un délit, comme recevant une satisfaction suffisante, par cela même que la victime du délit a accepté la somme versée à titre de réparation. Ces idées générales furent, en principe, admises à Rome et chez les diverses tribus germaniques. Ce n'est que beaucoup plus tard, et même à une époque relativement très moderne, qu'on apprit à mieux analyser la notion du délit, et à dégager l'idée suivante : dans toute infraction, un double préjudice est possible.

La victime a souffert de l'infraction dans sa personne ou dans ses biens, et, à ce titre, c'est-à-dire en ce qui concerne le préjudice matériel ou moral, a droit à la réparation, mais seulement pécuniaire, du préjudice causé ;

elle intentera une action dite *action civile* pour obtenir cette réparation. D'autre part, la société voit dans l'infraction commise un trouble anti-social qui met en péril son existence même, ou tout au moins son fonctionnement normal, et compromet sa sécurité pour l'avenir ; car si un fait délictueux s'est produit une fois, il peut se produire encore ; et comme « la vie de l'organisme social doit, en tant que fin, prendre rang au-dessus des existences de ses unités (1) », indépendamment de la réparation pécuniaire qu'elle procure à la partie lésée, la société doit à ses membres la punition du coupable, afin d'intimider ceux qui pourraient être tentés d'agir comme lui ; elle intente alors l'*action publique*. Telle est, avec ses deux points de vue, la notion moderne du délit admise unanimement aujourd'hui.

Mais faut-il laisser à la victime du délit ou à un membre quelconque du corps social (*cuius ex populo*) le soin d'intenter l'action pénale (système d'accusation privée et d'accusation populaire) ? Ou, au contraire, faut-il charger de cette fonction, exclusivement, des agents spécialement créés à cet effet, et différents des magistrats chargés de juger (système accusatoire « *lato sensu* », que nous pourrions appeler accusatoire officiel) ? Ce sont là les systèmes qui se partagent encore, quoique d'une manière fort inégale, le monde civilisé.

Sans prendre parti sur la question, éminemment complexe, de savoir, des deux systèmes, quel est celui qui est le meilleur, on peut dire que, bien que quelques

1. Spencer, *La morale évolutionniste*, 1892, Ch. VIII, p. 445.

nations comme l'Angleterre et les Etats-Unis préconisent encore le système de l'accusation populaire qui s'adapte assez bien à un état social inspiré surtout de longues traditions, la plupart des Etats croient aujourd'hui à la nécessité d'organiser un système de répression dirigé par un certain nombre de fonctionnaires émanant du pouvoir central et représentant la société toute entière ; ces fonctionnaires sont compris, en France, sous l'appellation générale de « ministère public ».

D'ailleurs, même en Angleterre, l'historique de l'Act du 3 juillet 1879 sur la *Prosecution of offences* qui créa la fonction de directeur des poursuites publiques, nous montre que, dans ce pays, de sérieuses tentatives ont été faites pour instituer un ministère public. Dans la Grande-Bretagne, la tendance moderne est évidemment de se rapprocher sur ce point des nations du Continent, et d'instituer un ministère public agissant à défaut des particuliers, ou même devant, dans un avenir plus ou moins rapproché, remplacer définitivement ceux-ci dans l'exercice de l'action publique.

Nous négligerons donc, à dessein, l'étude de la législation actuelle de l'Angleterre et de celle des Etats-Unis d'Amérique. Dans ces législations, en effet, tout particulier peut intenter l'action publique et prendre en main le procès pénal ; la victime de l'infraction est alors toute désignée pour remplir ce rôle, et, en pratique, c'est elle, en effet, qui le remplira le plus souvent. C'est donc dans ce système qu'on trouve pour elle le maximum de droits. Mais, si l'on analyse les choses de plus près, on s'apercevra vite que ce n'est pas en tant que partie lésée, en tant que victime de l'infraction,

qu'elle a des droits sur l'action publique, c'est en tant que citoyen, en tant que membre du corps social. On pourrait dire que la partie lésée n'a ici, au point de vue de la répression pénale, aucun droit ; ce serait tout aussi juste que de dire qu'elle les a tous ; elle les a tous, en ce sens qu'elle peut se mettre seule à la tête du procès pénal ; elle n'en a aucun, en ce sens que sa qualité de partie lésée ne lui donne pas, sur l'action publique, plus de droits que n'en possède un autre particulier.

C'est donc dans un système où la poursuite est confiée à un ensemble de magistrats spéciaux (ministère public) que nous nous préoccupons du rôle de la victime de l'infraction. Au point de vue de ses intérêts civils d'abord, elle a des droits fort importants ; elle peut en effet, nous l'avons dit, demander des dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qu'elle a éprouvé, et son action est dite action civile. Mais ce n'est pas à ce point de vue que nous devons étudier ses droits, et nous laisserons complètement de côté, dans ce travail, l'étude de l'action civile.

C'est au point de vue du châtiment qui doit atteindre l'auteur de l'infraction que nous recherchons les droits de la victime du délit. C'est au ministère public, représentant de la société, qu'appartient aujourd'hui, en principe, la poursuite et la répression des infractions. Mais cette impulsion, émanée du ministère public, implique-t-elle, nécessairement, au point de vue de la répression, l'inaction complète de la partie lésée ? Sans doute le délit a atteint la société ; celle-ci se met à la tête de la poursuite ; elle en a le droit très légitime. Mais il ne faut pas oublier que le délit a également atteint la

victime, et au moins aussi directement. N'est-il pas alors équitable de lui donner également des droits dans la poursuite, tout au moins accessoirement, à côté du représentant de la société? Ne doit-on pas, en vue de mieux assurer la répression, admettre une sorte de collaboration entre ces deux personnes?

Tel est le point de vue auquel nous nous plaçons dans ce travail. Nous pouvons dire, dès maintenant, que les droits de la partie lésée sont, au début et au cours du procès pénal, organisés de manières très différentes dans les différentes législations actuellement en vigueur en Europe. Chez nous, le rôle du ministère public est prépondérant. Nous aurons à examiner en détail dans quelles proportions la partie lésée est appelée à concourir à la répression et à la procédure d'instruction qui doit l'assurer. Au contraire, les législations germaniques, tout en organisant fortement la répression au moyen du ministère public, font jouer aux particuliers lésés un rôle très important dans la poursuite, et leur donnent une participation considérable à la répression.

Par suite nous pouvons, dès maintenant, poser le principe de deux grands systèmes que nous aurons continuellement, au cours de ce travail, à mettre en parallèle, à discuter et à apprécier.

Le premier, moins libéral, comme celui de la France (1), de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Italie, de la Grèce, de l'Égypte, du Japon, de la Confédération

1. C'est le Code d'instruction criminelle de 1808 que nous prendrons comme type de ce premier groupe, et c'est lui que nous comparerons aux systèmes allemand et autrichien. Les autres législations étrangères que nous venons de citer se rapprochent beau-

Argentine, du Portugal, de la Suisse, de la Norvège, charge le ministère public seul de la répression ; la victime du délit, si elle a le droit de mettre indirectement l'action publique en mouvement, n'a sur cette action aucun droit propre qui lui permette de l'intenter directement, et de la soutenir seule pendant tout le procès pénal.

Le second, plus libéral, comme celui de l'Allemagne et de l'Autriche (1), confie bien la répression aux soins du ministère public, mais admet cependant la partie lésée à agir personnellement dans certains cas, à diriger, à suivre le procès pénal, ou même à le reprendre, le relever pour ainsi dire lorsque le ministère public l'a abandonné.

Dans le premier, le ministère public a non seulement le monopole de l'action publique, mais encore est souverain juge, à l'égard de la société, de l'opportunité des poursuites, la société s'en remettant complètement à lui de la question de savoir s'il vaut mieux agir ou s'abstenir.

Dans le second, la loi impose au représentant du corps social la poursuite de tous les délits quand le crime est indéniable et que les indices sont suffisants ; c'est le système de la légalité des poursuites qui s'oppose ici au

coup du système français ; elles en diffèrent cependant par plusieurs points importants, notamment sur la question du droit de citation directe dont nous n'avons pas à nous préoccuper ici.

1. ALLEMAGNE. *Code de procédure pénale allemand, du 1^{er} février 1877*, traduit et commenté par Daguin, 1884. *Code d'organisation judiciaire* du 27 février 1877, traduction Bertrand et Lyon-Caen.

AUTRICHE. *Code d'instruction criminelle de 1873*, traduction Bertrand et Lyon-Caen.

système d'opportunité. Ajoutons encore que, dans le premier système, la partie lésée, même quand elle s'est constituée partie civile, s'efface durant toute l'instruction derrière le ministère public, et ne peut intervenir que pour la protection de ses intérêts civils ; le second système, au contraire, permet à la partie lésée, soit de relever seule l'action publique et de se substituer entièrement au représentant de la société lorsque celui-ci abandonne la poursuite, soit même de demander aux tribunaux d'obliger le ministère public à continuer son rôle, auquel cas elle peut se joindre à lui, avec les mêmes pouvoirs et sur le même rang, pour le surveiller et partager avec lui l'exercice de l'action publique.

Enfin le premier système, très centralisateur, supprime toute initiative privée sous prétexte que « le Français, frondeur à la police, est absolument rebelle au rôle d'accusateur privé (1) », et confisque au profit de l'Etat le droit de poursuivre ; tandis que le second, beaucoup plus moderne, estimant que, dans certains délits, l'intérêt qu'il y a à obtenir une condamnation pénale existe plutôt pour la partie lésée que pour la société en général, donne à la victime de ces délits, dits « délits privés », la prépondérance dans la poursuite.

Au cours de notre travail, nous aurons constamment à opposer l'un à l'autre les deux systèmes dont nous venons de tracer les grandes lignes, en suivant le procès pénal pas à pas, depuis la naissance de l'action publique jusqu'à la fin de l'instruction préparatoire.

En ce qui concerne spécialement la législation fran-

1. Dauphin, discours à l'audience de rentrée de la Cour de Paris, le 3 novembre 1880 (*Gazette des Tribunaux* du 4 novembre 1880).

çaise, le Code d'instruction criminelle de 1808 est, on le sait, peut-être trop inspiré d'un esprit dominateur et centralisateur à outrance ; il est facile de s'en convaincre en étudiant l'organisation de notre ministère public, organe du pouvoir central, et en remarquant que notre droit exclut presque complètement, de la poursuite des délits, les particuliers lésés.

Depuis 1808, les législations étrangères, après s'être inspirées de notre travail de codification, ne sont pas restées stationnaires et inactives ; elles ont, presque toutes, travaillé plus ou moins à l'amélioration de leurs codes de procédure pénale.

La France, elle aussi, a fait sur bien des points des réformes utiles, et tout dernièrement un mouvement législatif très libéral a abouti à la loi du 8 décembre 1897 qui a accordé à l'inculpé des garanties puissantes contre l'arbitraire du juge, au cours de l'instruction. Cette loi est tirée des projets de 1879 et de 1893, sur lesquels nous insisterons plus tard, et qui contiennent des dispositions importantes sur les droits que les parties lésées sont appelées à posséder durant l'instruction. Il est à désirer que ces projets reçoivent prochainement la consécration législative.

Nous étudierons le droit que les parties lésées ont au cours de l'instruction préparatoire en suivant le procès pénal depuis la naissance de l'action publique jusqu'à la fin de l'instruction.

Dans une première partie, nous envisagerons le droit que possède la partie lésée sur la naissance de l'action

publique ; nous rechercherons d'abord les cas dans lesquels elle peut empêcher cette action publique de naître, ou au contraire ceux dans lesquels elle peut la provoquer ; et nous déterminerons ses pouvoirs au cas où le ministère public refuserait de mettre l'action publique en mouvement.

Dans une deuxième partie, nous étudierons le rôle de la partie lésée durant l'instruction même, les conflits qui peuvent naître entre cette partie lésée d'une part, et le juge d'instruction ou le ministère public d'autre part, ainsi que la manière dont ces conflits doivent être tranchés.

Nous aurons toujours soin de subdiviser chaque chapitre en deux sections : l'une, où nous exposerons la législation française, considérée comme type des législations restrictives des droits de la partie lésée ; l'autre, où nous mettrons en regard celles des législations étrangères qui sont plutôt extensives de ces droits.

Enfin, et pour conclure, nous aurons à examiner les solutions proposées sur notre matière dans les projets de réforme français, et à formuler une appréciation critique des différents systèmes étudiés.

PREMIÈRE PARTIE

Des droits de la partie lésée sur la mise en mouvement de l'action publique avant l'instruction préparatoire.

Aujourd'hui, toutes les législations modernes formulent la règle de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction. Le fonctionnaire chargé de la poursuite des crimes et des délits n'est pas le même que celui qui est chargé de les instruire. En principe, le juge d'instruction ne se saisit pas lui-même ; il doit attendre les réquisitions du procureur de la République. D'autre part celui-ci, toujours en principe, ne peut faire personnellement aucun acte d'instruction sur les délits qui lui sont signalés ; il ne doit pas empiéter sur les pouvoirs du juge d'instruction. C'est l'idée qu'exprime l'article 64 de notre Code d'instruction criminelle, quand il dit : « Les plaintes qui auraient été adressées au procureur du Roi seront par lui transmises au juge d'instruction, avec son réquisitoire ».

En France, il n'en a pas toujours été ainsi. Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, le juge, aussi bien le juge de la juridiction de jugement que le juge d'instruction, pouvait se saisir lui-même de l'examen d'un délit. C'est

ce qu'exprimait l'adage : « Tout juge est Procureur général ».

On reconnut bien vite les inconvénients de ce système et, même sous le régime de l'ordonnance de 1670, pendant tout le XVIII^e siècle, on assiste à sa décroissance progressive, lente mais continue ; à la veille de la Révolution, il a, pratiquement, disparu pour faire place à un système assez analogue à celui actuellement en vigueur.

Si, pendant le Droit intermédiaire, par suite de l'hésitation et du trouble des esprits, la confusion des pouvoirs de poursuite et d'instruction se rétablit un moment, ce fut pour disparaître bientôt dans le Code d'instruction criminelle de 1808, d'après lequel, comme nous le disions, le juge d'instruction ne peut se saisir lui-même, hors, bien entendu, le cas de flagrant délit (art. 61, 70, 47, 53, 54, 127, C. I. Cr.) : il faut qu'il attende les réquisitions du procureur de la République.

Or, en France, le procureur de la République a, en principe, sur l'action publique, un droit de disposition pleine et entière ; qu'il soit averti de l'infraction par les officiers de police judiciaire qui lui sont subordonnés, par la dénonciation d'un particulier, par la plainte de la partie lésée, son indépendance est complète, et, souverain représentant des intérêts de la société, il décide seul s'il est utile et même s'il est *opportun* pour elle que le délit soit poursuivi. Telle est la règle de l'opportunité, sous laquelle nous vivons encore actuellement.

Cependant ce principe n'est pas absolu.

Considérons la situation créée à la partie lésée, à la suite de l'infraction commise.

Est-il toujours juste, dans cette importante question

de l'opportunité de la poursuite, de considérer la partie lésée comme une quantité négligeable ?

Atteinte dans sa personne ou dans ses biens, elle demande à la société la protection à laquelle elle a droit, mais elle attend vainement le commencement des poursuites : le procureur de la République ne *veut* pas agir. La condamnera-t-on alors à une inaction totale ? Ne lui donnera-t-on point la faculté de mettre elle-même en mouvement l'action publique ?

Ou bien encore, et inversement, elle a été victime d'un délit relatif à l'honneur ou aux mœurs ; le ministère public veut poursuivre, alors que la partie lésée préférerait le contraire, alors qu'une semblable poursuite va peut-être aggraver le dommage qu'elle subit, par cela même que cette poursuite va livrer l'examen des faits à la presse et au public.

Ou bien encore, il s'agit d'un délit d'injures ou de lésions corporelles peu graves ; la partie lésée voudrait pardonner, mais le ministère public va requérir un juge d'ouvrir une instruction.

Dans de semblables hypothèses, ne lui donnera-t-on point le droit de s'opposer à la naissance de l'action publique ?

Toutes les législations pénales ont ici répondu affirmativement et ont admis des exceptions à l'indépendance du ministère public à l'égard des parties lésées. Toutes ont cru à la nécessité impérieuse de donner à la partie lésée certains droits sur l'action publique, soit pour en empêcher la naissance, soit pour la mettre en mouvement malgré le ministère public. Seulement elles

ont statué sur ce point, les unes d'une manière plutôt libérale, les autres plutôt restrictivement.

C'est ce que nous allons examiner dans les chapitres suivants.

CHAPITRE PREMIER

DU DROIT ACCORDÉ A LA PARTIE LÉSÉE D'EMPÊCHER LA MISE EN MOUVEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE

SECTION I

Législation française.

Pendant la période féodale, le procès pénal ne pouvait commencer que par une accusation formulée par la victime, ou, si celle-ci était morte, par une accusation formulée par quelqu'un des siens. On n'avait pas encore, à cette époque, dégagé la notion moderne du délit telle que nous avons essayé de la préciser au début de notre Introduction ; on était en présence du système de l'accusation privée : si la victime (ou l'un des siens) ne poursuivait pas, le juge ne pouvait pas se saisir lui-même ; il n'y avait pas alors, en conséquence, de procès pénal.

Si maintenant, et sans entrer dans les détails de l'évolution historique, nous prenons la célèbre ordonnance de 1670, qui précise dans son dernier état et sous sa forme la plus complète la procédure inquisitoriale,

nous voyons que la notion moderne du délit y est véritablement dégagée. On considère alors que toute infraction porte atteinte à deux intérêts : l'intérêt public et l'intérêt privé.

Le ministère public agit au nom du corps social ; mais, par suite d'une sorte de survivance du système d'accusation privée, les parties lésées ont conservé dans la poursuite un rôle assez important.

On distinguait, en effet, deux sortes de délits : les délits publics et les délits privés.

En considérant impartialement les deux intérêts lésés, l'intérêt public et l'intérêt privé, on constata que certaines infractions portaient une atteinte des plus graves à l'ordre public ; de telle sorte que, quand bien même l'intérêt de la victime aurait été, dans ces cas, d'empêcher la poursuite, l'intérêt du corps social exigeait une répression. Le ministère public pouvait alors requérir des poursuites, malgré le désir contraire de la partie lésée ; ces infractions étaient dites : délits publics.

Certaines infractions, au contraire, troublaient l'ordre public dans une mesure beaucoup plus faible ; c'était surtout la victime qui était atteinte ; on empêcha alors le ministère public de s'approprier la poursuite malgré la volonté de la partie lésée ; on laissa celle-ci juge du point de savoir si son intérêt était de requérir des poursuites ou de garder le silence, et l'on décida que le procureur du roi ne pourrait agir qu'après avoir reçu la plainte de la partie lésée.

La distinction qui précède est ainsi formulée dans l'article 19, titre XXV, de l'ordonnance de 1670 :

« Enjoignons à nos procureurs et à ceux des seigneurs

de poursuivre incessamment ceux qui seront prévenus de crimes capitaux, ou auxquels il écherra peine afflictive, nonobstant toutes transactions et cessions de droits faites par les parties. *Et à l'égard de tous les autres*, seront les transactions exécutées, sans que nos procureurs ou ceux des seigneurs puissent faire aucune poursuite ».

Le criterium de la distinction à faire entre les délits publics et les délits privés consistait donc à rechercher quelle était, étant donnée l'infraction, la nature de la peine. En cas de crime puni de mort ou d'une peine afflictive, le ministère public pouvait, d'autorité, s'approprier le droit de poursuite, — délit public —. Dans tous les autres cas, la partie lésée pouvait, si elle le voulait, empêcher la naissance de l'action publique, en omettant de porter plainte au procureur du roi, — délit privé —.

Il faut bien reconnaître que ce criterium était un peu vague, car les peines étaient trop souvent laissées à l'arbitraire du juge.

Aussi voyons-nous le ministère public chercher à étendre son domaine de répression d'office, au détriment du droit d'option laissé aux parties lésées.

Sous la législation intermédiaire, cette distinction des délits publics et des délits privés tend à disparaître. D'après la loi des 16-29 septembre 1791, la partie lésée peut obliger le juge de paix à instruire et mettre ainsi en mouvement l'action publique. Mais celui-ci peut aussi instruire d'office ou sur la dénonciation d'un tiers, et

il n'apparaît pas, dans ce cas, que la partie lésée puisse empêcher ou arrêter l'action publique.

C'est ainsi qu'un décret du 6 vendémiaire an III (27 septembre 1794) décide qu'un délit de nature à blesser l'ordre public doit être poursuivi nonobstant la réconciliation des parties ; celles-ci ne peuvent pas, par leur désistement au cours du procès pénal, arrêter l'action de l'accusateur public.

Sous le Code de brumaire an IV et la loi de l'an IX, on voit diminuer le domaine d'action des parties lésées ; à plus forte raison celles-ci, pas plus que précédemment, n'avaient le droit d'empêcher la naissance de l'action publique.

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle de 1808, le législateur n'a pas conservé l'ancienne distinction des délits publics ou privés, au moins telle que nous l'avons formulée ; mais l'idée d'une distinction entre les délits intéressant surtout l'ordre public et ceux intéressant plus particulièrement la personne lésée est restée, bien que ces derniers aient été considérablement limités, et que, même dans ces limites restreintes, les pouvoirs donnés en ces matières aux particuliers lésés soient moins grands que jadis.

Passons rapidement ces cas en revue.

La partie lésée a, en premier lieu, le droit d'empêcher la naissance de l'action publique dans un certain nombre de délits commis contre la personne. Tout d'abord, aux termes des articles 336 et 339 du Code pénal, l'adultère

de l'un des époux ne peut être poursuivi que sur la plainte de l'époux outragé, et même ce dernier peut, en retirant sa plainte au cours du procès, arrêter les poursuites (argument de l'art. 337, C. P., § 2). En faveur de l'institution du mariage, et pour éviter le scandale, la loi, à tout moment de l'instance, veut permettre, à l'époux victime, de pardonner.

En cas de rapt par séduction, le ministère public peut poursuivre d'office s'il n'y a pas eu mariage subséquent. Dans le cas contraire, il ne peut requérir des poursuites que s'il y a plainte de la part des personnes ayant le droit de demander la nullité du mariage. Ici ce n'est pas seulement la plainte de la partie lésée qui autorise la poursuite, mais aussi la plainte de certaines personnes autres que la victime du délit.

Enfin, il résulte de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, art. 60, que les diffamations ou injures envers les particuliers ne peuvent être poursuivies que sur une plainte de la personne outragée, et, aux termes du dernier alinéa du même article, le désistement du plaignant arrête la poursuite commencée.

Ces trois exceptions peuvent être rattachées à une idée unique : ces délits concernent si intimement l'honneur des particuliers, que le dommage causé à la société est minime en comparaison de celui que subissent les personnes lésées elles-mêmes ; il est donc juste de laisser celles-ci seules juges de la question de l'opportunité des poursuites. L'époux outragé, la jeune fille ravie (et ses parents), doivent pouvoir pardonner et empêcher le représentant de la société de s'immiscer dans leur vie intime en requérant des poursuites et en ris-

quant ainsi de livrer à la publicité des faits qu'elles peuvent avoir grand intérêt à tenir cachés. Pour l'adultère même, le pouvoir de l'époux outragé est plus étendu encore, puisqu'il a la faculté de pouvoir arrêter des poursuites commencées sur sa propre demande ; on peut donc dire justement qu'on se trouve ici en présence d'un véritable délit privé (même solution au cas de diffamation et d'injures).

D'autres exceptions sont relatives aux infractions commises contre la propriété.

En cas de délit de chasse ou de pêche sur le terrain d'autrui, la poursuite n'est possible de la part du ministère public que sur une plainte du propriétaire du terrain, à moins que le délit n'ait été commis dans un enclos dépendant d'une habitation, ou sur des terres non dépouillées de leurs fruits (Loi du 3 mai 1844, art. 26, § 1, et art. 2, 13).

De même, en cas de contrefaçon industrielle, il faut une plainte préalable pour que le délit soit poursuivi.

Par quels motifs ces exceptions au droit commun ont-elles été admises ? C'est ce qui n'apparaît pas tout d'abord très nettement.

Au premier cas, on a proposé d'en trouver la justification rationnelle dans le fait même de la légèreté de l'infraction. Mais alors pourquoi permettre de poursuivre d'office toutes celles des contraventions qui n'ont pas plus de gravité ? On a parlé également d'une présomption de permission tacite du propriétaire ; il semble qu'il devrait plutôt y avoir ici une présomption contraire.

Au second cas, il est naturellement tout indiqué

que, ayant pris un brevet sous sa propre responsabilité, l'inventeur reste seul juge de la question de savoir si un tiers s'est illégalement approprié son invention. Mais alors comment expliquer qu'il n'en soit pas de même au cas de contrefaçon littéraire ou artistique, le ministère public pouvant alors poursuivre d'office le délit ?

D'autres exceptions à la libre initiative du ministère public sont encore à signaler.

Les délits des fournisseurs des armées de terre et de mer ne peuvent être poursuivis que sur la plainte préalable du ministre ; on craint sans doute ici de livrer à la publicité des faits qui pourraient, travestis ou amplifiés, laisser croire à quelques défauts de vigilance dans notre organisation militaire.

Les délits (*stricto sensu*), commis à l'étranger par un Français, ne peuvent être poursuivis que sur la plainte de la partie lésée, ou sur la dénonciation, par voie diplomatique, de l'autorité du pays où le délit a été commis.

Quant à l'article 380 du Code pénal qui interdit la poursuite des vols entre époux, ou de ceux commis par un veuf ou une veuve sur les choses appartenant à l'époux décédé, ou par des enfants ou descendants au préjudice de leurs ascendants, et réciproquement, ou enfin par des alliés au même degré, c'est une disposition d'une toute autre nature, puisqu'elle consacre une immunité complète. Cette disposition est d'ailleurs éminemment critiquable, puisqu'elle est en quelque sorte, pour le coupable, un brevet d'impunité. Signalons ici un jugement du tribunal correctionnel de Châteauroux, en date

du 14 novembre 1900 (*Gazette du Palais* du 4 janvier 1901) qui décide que l'immunité édictée par l'article 380 du Code pénal pour les soustractions entre époux cesse de pouvoir être invoquée lorsque la séparation de corps a été prononcée.

Telles sont les exceptions apportées par le droit criminel français au principe que le ministère public est seul juge de l'opportunité des poursuites. On voit combien elles sont restreintes ; c'est à peine si l'on y retrouve les vestiges de l'ancienne théorie de l'ordonnance de 1670 sur les délits publics et privés.

Sous l'empire de cette ordonnance, en effet, au cas de délit privé, c'était la partie lésée seule qui, non seulement faisait naître l'action publique, mais encore suivait le procès pénal pendant toute l'instruction, et c'est pourquoi, étant seule maîtresse des poursuites, elle pouvait seule les arrêter à son gré. Aujourd'hui, dans les cas où l'intervention de la partie lésée est nécessaire, une fois la plainte déposée par celle-ci entre les mains du procureur de la République, c'est celui-ci qui demeure investi de l'action publique, et c'est pourquoi la partie lésée ne peut plus arrêter les poursuites commencées, si ce n'est en matière d'adultère et de diffamation (art. 60, dernier alinéa de la loi du 29 juillet 1881). On peut donc dire justement que l'ancienne distinction des délits publics et privés n'existe plus en France aujourd'hui.

SECTION II

Législations étrangères.

Dans un certain nombre de législations étrangères modernes, et contrairement aux règles actuelles du Droit français, nous voyons la distinction des délits publics et privés prendre une extension de plus en plus considérable. Il y a là une théorie très intéressante en plein développement où « tout ce qui intéresse particulièrement » la victime et sa famille bien plus que la société, est « soustrait à l'intervention de celle-ci, quand on ne l'invoque pas ; où l'exception y prend une telle importance qu'elle y devient une contre règle » (1).

Examinons quelques-unes de ces législations étrangères.

La législation allemande comprend un certain nombre de délits, dits *antrags delickte*, pour lesquels le ministère public ne peut intenter l'action publique qu'après une plainte de la partie lésée. Ces délits sont énumérés par le Code pénal de 1870, et il convient de les passer rapidement en revue.

D'abord, en ce qui concerne les délits contre l'honneur, la législation allemande est plus large que la nô-

1. R. de la Grasserie. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1896, p. 629, et 1897, p. 29.

tre. En matière d'adultère, de rapt, d'injures, elle admet comme nous la nécessité d'une plainte pour permettre au ministère public d'exercer des poursuites. Mais il y a des divergences de détail. Quand il y a adultère, l'époux outragé ne peut plus, comme en droit français, arrêter les poursuites au cours de l'instruction en retirant sa plainte. Mais, en matière d'injures, la personne injuriée peut arrêter l'instance en pardonnant au cours du procès pénal.

Pour le rapt et l'enlèvement, l'incrimination est élargie ; ces délits existent quand un homme a enlevé une femme contre son gré pour abuser d'elle, ou quand il a enlevé une fille mineure dans le même but, quoique du plein gré de celle-ci, mais contre le gré de ses parents. Dans ces deux cas, s'il y a eu mariage subséquent, la poursuite n'est possible pour le ministère public que s'il y a eu plainte de la personne lésée, et que si le mariage a été annulé.

De plus, le Code allemand étend la nécessité de la plainte à d'autres délits contre l'honneur, par exemple, au délit de séduction, et à celui de fraude en matière de mariage.

En ce qui concerne l'inviolabilité de la personne, le Code allemand apporte au droit de poursuivre d'office des restrictions analogues, et qui n'existent pas en droit français. Citons le cas de lésions corporelles légères, celui de violation de domicile, celui de violation de secrets renfermés dans une lettre cachetée, ou de violation de secrets professionnels.

Quant aux violations de la propriété, les exceptions au droit, pour le ministère public, de poursuivre d'of-

fice, sont nombreuses. On rencontrait autrefois l'exception relative à la pêche et à la chasse sur le terrain d'autrui, comme en droit français ; cette exception a été abrogée par une loi du 26 février 1876. Dans le cas de vol entre parents directs, il n'y a pas immunité complète, comme chez nous ; la poursuite est possible sur une plainte de certaines personnes énumérées en l'article 247 du Code allemand, et cette disposition concernant le vol est étendue à l'abus de confiance et à l'escroquerie. De même, il faut une plainte du créancier lésé pour poursuivre un débiteur qui a détourné volontairement quelque objet de son patrimoine en vue de le soustraire au gage de ses créanciers. Enfin, lorsqu'un mineur est victime d'un abus de confiance, il faut aussi une plainte de ce mineur pour que le délit soit poursuivi.

Quelques contraventions sont également soumises à la nécessité de la plainte.

On voit combien les exceptions deviennent nombreuses, combien le système s'élargit : « Une démarcation « s'établit entre l'infraction privée et l'infraction publique... On peut avoir lésé la société ; on peut n'avoir « lésé qu'un individu. Il y a là une classification nouvelle, mais très réelle des délits » (1).

Le Code italien contient aussi beaucoup d'exceptions au principe de l'indépendance du ministère public.

Ce sont d'abord presque tous les délits contre l'honneur et les mœurs, qui ne peuvent être poursuivis que

1. De la Grasserie, *loc. cit.*, p. 639.

sur une plainte de la partie lésée. Et même cette plainte ne peut être faite que pendant un certain délai après la perpétration de l'infraction. C'est ainsi qu'en matière d'adultère la plainte ne peut être formée que pendant trois mois à partir du jour où l'époux outragé a eu connaissance du délit. Au cas de rapt, la plainte doit être faite pendant l'année qui suit le jour où on l'a connu. Au cas de viol, de libertinage, de relations illicites avec des mineurs, etc..., la plainte doit aussi avoir lieu pendant l'année à compter du jour où la victime, ou celui qui a le droit de se plaindre, a eu connaissance du délit.

En droit italien, comme en droit allemand, une plainte de la partie lésée est nécessaire en matière de diffamation ou d'injures, ou au cas de suppression de correspondance, de violation du secret professionnel, de délit commis contre un souverain ou un Etat étranger.

En matière de délits contre le patrimoine, le Code italien admet aussi de nombreuses exceptions au droit de poursuite d'office par le ministère public. La chasse sur le terrain d'autrui, la violation de domicile, le fait d'avoir tué ou blessé un animal appartenant à autrui, l'abus de confiance, l'abus de blanc-seing, ne peuvent être poursuivis que sur une plainte.

Quant au vol, il peut être poursuivi d'office ; mais s'il a lieu entre conjoints non séparés, entre parents ou alliés en ligne ascendante ou descendante, entre père et fils adoptif, entre frère et sœur vivant sous le même toit, il y a immunité complète, comme dans le Droit français. S'il a lieu entre parents plus éloignés, il faut une plainte pour qu'il soit poursuivi, et, de plus, la peine est diminuée du tiers.

Beaucoup d'autres codes étrangers étendent également très loin le domaine des exceptions au droit de poursuite d'office.

Signalons le Code hollandais, le Code autrichien, le Code suédois de 1890, le Code hongrois, le Code portugais, le Code espagnol, le Code grec, et enfin le projet de Code pénal pour l'empire de Russie.

Nous ne les étudierons pas en détail, pour ne pas faire de redites inutiles, les règles étant analogues à celles que nous venons de voir dans les deux législations types que nous avons examinées.

Il nous suffit d'en dégager ici l'idée générale.

D'un côté, il importe de ne pas détruire la notion moderne du délit d'après laquelle, toute infraction sérieuse portant atteinte à l'ordre social, la société a le droit d'intervenir par ses représentants pour prendre en main, d'office, la direction des poursuites tendant à la répression.

Mais, d'autre part, il faut bien reconnaître qu'il est un certain nombre d'infractions qui atteignent, plus gravement que la société, l'individu lésé, et que l'intérêt particulier l'emporte alors sur l'intérêt social. Comme, dans ces hypothèses, l'intérêt de la victime est quelquefois de ne pas agir, il est non seulement très juridique, mais aussi très équitable, de faire échec aux pleins pouvoirs du ministère public, et de laisser les parties lésées juges de la question de l'opportunité des poursuites.

CHAPITRE II

DU DROIT ACCORDÉ A LA PARTIE LÉSÉE DE PROVOQUER LA MISE EN MOUVEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE

En vertu du principe *d'opportunité*, le ministère public est, avons-nous dit, seul juge de la question de savoir s'il est utile, pour la société, d'exercer des poursuites. Le conflit entre la partie lésée et le ministère public peut naître, non-seulement dans des cas où la partie lésée voudrait voir le ministère public s'abstenir, mais aussi dans des cas où elle voudrait le voir requérir des poursuites quand, personnellement, il est d'un avis contraire. De là, la question de savoir si la partie lésée ne peut pas mettre elle-même en mouvement l'action publique.

Dans les législations qui, comme celles d'Allemagne ou d'Autriche, admettent le principe de la légalité des poursuites, c'est-à-dire qui font au ministère public une obligation de poursuivre tous les délits, la question peut se poser également ; car cette obligation de poursuivre une personne n'existe que s'il y a des indices de criminalité et que si, de plus, ces indices existent contre cette personne.

Si le ministère public, après s'être livré à une rapide enquête sur ces deux points, estime, et cela de très bonne foi, qu'il n'y a pas d'indices suffisants ; s'il n'a trouvé aucune personne, sur laquelle vraisemblablement on puisse faire porter les soupçons et qu'il puisse désigner au juge d'instruction, la partie lésée peut être d'un avis opposé. Il y a là un conflit à trancher.

La question se pose donc dans les deux systèmes d'opportunité et de légalité des poursuites.

Étudions la façon dont elle a été résolue en France d'abord, en Allemagne et en Autriche ensuite.

SECTION I

Législation française

Le ministère public est averti de l'existence des diverses infractions qu'il est chargé de poursuivre, soit par les officiers de police judiciaire qu'il a sous ses ordres, soit par les dénonciations émanant des particuliers. La partie lésée par un crime ou par un délit peut donc venir, comme toute autre personne, faire une dénonciation au parquet du procureur de la République.

Ce dernier est-il obligé de transmettre la dénonciation au juge d'instruction, en requérant des poursuites ?

On serait tenté de répondre affirmativement en présence des articles 47 et 64 du Code d'instruction criminelle.

L'article 47 dit en effet : « Le procureur du Roi ins-

truit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis dans son arrondissement un crime ou un délit... sera *tenu* de requérir le juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé... etc.. »

Et l'article 64 : « Les plaintes qui auraient été adressées au procureur du Roi *seront* par lui transmises au juge d'instruction, avec son réquisitoire ; celles qui auraient été présentées aux officiers auxiliaires de police *seront* envoyées au procureur du Roi et transmises par lui avec son réquisitoire ».

Il semble que ces articles fassent une obligation au procureur de la République et à ses officiers de police judiciaire de suivre sur toutes les plaintes.

En réalité, il n'en est rien, et la rédaction de ces articles s'explique historiquement. Lors de la confection du Code d'instruction criminelle, on discuta la question de savoir si l'on séparerait les pouvoirs de poursuite et d'instruction, ou si on les réunirait sur la même tête. On se prononça dans le sens de la séparation et les deux articles précités veulent simplement dire que jamais le procureur de la République ne devra instruire sur une plainte qui lui est faite ou communiquée ; il devra toujours, s'il veut qu'une suite soit donnée à la plainte, requérir le juge d'instruction d'instruire.

Mais il n'est pas pour cela obligé de lui transmettre toutes les plaintes. Et si, pendant un certain temps, les procureurs de la République ont transmis toutes les plaintes, c'était à cause du petit nombre de celles-ci. Actuellement, les plaintes sont devenues si considérables en nombre que les parquets ont pris l'habitude d'en « *classer sans suite* » une certaine quantité.

« Ah ! sans doute, dit M. Bérenger, il connaîtrait bien peu ses devoirs, celui qui s'imposerait la tâche de ne rien laisser d'impuni. Parmi les crimes et les délits, il est une distinction importante à faire, une nuance philosophique à saisir : les uns attentent directement à l'ordre social et à l'humanité ; ceux-là ne méritent point de grâce... Il en est d'autres qui attentent à la morale publique ou privée d'une manière moins ouverte ; ceux-ci, on ne peut se dispenser de les poursuivre lorsqu'ils sont devenus publics ; mais lorsqu'ils demeurent ignorés, c'est au magistrat à examiner si le scandale qu'occasionnerait un éclat imprudent *ne serait pas plus pernicieux que le mal lui-même* » (1).

La Cour de Cassation s'est d'ailleurs prononcée en ce sens dans un arrêt du 6 décembre 1826 (*Bulletin*, p. 715) : « Le législateur, a-t-elle dit, n'a pu vouloir astreindre les officiers du ministère public à diriger des poursuites d'office et sans l'intervention des parties civiles sur toutes les plaintes, même les plus légères et les plus insignifiantes ».

Si donc le Procureur de la République est libre de ne pas requérir de poursuites quand il est averti par un simple dénonciateur, il convient de rechercher maintenant les différents correctifs apportés à ce principe en faveur des parties lésées.

La partie lésée qui se heurte à un refus du procureur de la République a, tout d'abord, la faculté de s'adresser au supérieur hiérarchique de celui-ci, c'est-à-dire au Procureur général, qui peut ordonner à son subor-

1. Bérenger, *Justice criminelle en France*, p. 278.

donné d'intenter l'action publique. En cas de refus du Procureur général, elle pourrait même s'adresser au Garde des sceaux, responsable devant les Chambres. Ce ministre (et même le ministère entier), à la suite d'une interpellation basée sur le refus du Garde des sceaux, pourrait être mis en minorité par un vote de défiance de la Chambre, et serait par suite renversé. Mais c'est là un remède peu pratique et un peu absolu. De plus il pourrait être profondément injuste, le vote de la Chambre étant souvent guidé plutôt par des considérations politiques que par une juste appréciation du conflit qui lui serait soumis.

Revenons aux moyens purement judiciaires.

La Cour d'appel, toutes chambres réunies, ayant aux termes de l'article 235 du Code d'instruction criminelle (Loi du 10 avril 1810, art. 11) le droit d'ordonner d'office des poursuites, d'informer ou de faire informer, la victime d'un délit pourrait s'adresser à cette Cour. Mais il est évident que c'est encore là un moyen aussi rare que peu pratique.

En matière de délit correctionnel, la partie lésée a le droit de citation directe devant le tribunal de police correctionnelle. Mais ce droit n'est que l'exercice de l'action civile, et ce n'est qu'indirectement que l'action publique est mise en mouvement, le ministère public étant alors forcé de conclure.

En matière de crimes, où la citation directe n'existe pas, n'y a-t-il pas, pour la partie lésée, un moyen plus simple et d'une efficacité plus certaine que ceux précédemment énumérés, lui permettant, malgré le ministère

public, de mettre en mouvement l'action publique, et de saisir le juge d'instruction ?

La partie lésée, on le sait, pourrait demander aux tribunaux civils, en s'appuyant sur l'article 1382 du Code civil, la réparation pécuniaire du dommage causé. Mais elle voudrait aller plus loin ; elle voudrait obtenir une condamnation contre l'auteur de l'infraction. Le peut-elle ?

En d'autres termes, dans notre droit actuel, la partie lésée peut-elle mettre seule en mouvement l'action publique, en se constituant partie civile devant le juge d'instruction, c'est-à-dire en usant du droit, qui lui est conféré par l'article 63 du Code d'instruction criminelle, de conclure à des dommages-intérêts devant ce magistrat ?

Le principe de l'opportunité, si elle le peut, reçoit ainsi, évidemment, une atteinte considérable.

L'historique de cette question, intéressant en lui-même, doit être exposé avant d'aborder l'étude du Code d'instruction criminelle sur ce point, parce que l'ancien droit éclairera ici très utilement les dispositions un peu obscures de notre Code de 1808

Avant l'ordonnance de 1670, la partie lésée était réputée s'être constituée partie civile par le seul fait de la plainte et sans avoir besoin de conclure formellement à des dommages-intérêts. Or comme en pareil cas le particulier plaignant était tenu aux frais, l'ordonnance, pour ne pas écarter les dénonciations, posa, dans son article 5 titre III, le principe que « les plaignants ne seront pas réputés parties civiles s'ils ne le déclarent for-

mellement par la plainte ou par acte subséquent qui se pourra faire en tout état de cause... ».

Ces constitutions de partie civile se faisaient par requête au juge (art. 1, titre III), ou étaient écrites directement par le greffier en présence du juge (art. 2, titre III).

Quel en était l'effet ?

L'article 8, titre III, dit à ce sujet : « S'il n'y a point de partie civile, les procès seront poursuivis à la diligence et sous le nom de nos procureurs ou des procureurs des justices seigneuriales ».

Il semblerait donc que, quand il y a une partie civile, cette partie non seulement met en mouvement l'action publique, mais encore a seule la direction absolue du procès pénal, sauf la faculté d'intervention du Procureur du Roi. Ainsi que le dit Jousse, « lorsqu'il y a une partie civile, et que le crime est de nature à exiger la poursuite du ministère public, les procureurs du roi ou fiscaux doivent intervenir et se joindre à la partie civile ».

Mais cette solution serait exagérée, et les commentateurs nous apprennent que la pratique n'était pas en ce sens.

C'était le Procureur du Roi qui restait pendant tout le procès pénal à la tête de l'action publique, la partie civile se plaçant à côté de lui, tout au plus sur le même rang.

Toujours est-il que, dans notre ancien droit, la partie lésée pouvait, en se constituant partie civile, mettre en mouvement l'action publique. Si la question est discutée aujourd'hui, elle ne faisait aucun doute à cette époque.

Au début de la période intermédiaire, après avoir longuement discuté la question du maintien d'un fonctionnaire du pouvoir exécutif chargé de poursuivre les délits, on se prononça pour l'abolition du ministère public, tel au moins que l'avait conçu l'ancien régime, et, à l'imitation du droit anglais, ce furent les particuliers que la loi des 16-29 septembre 1791 chargea de poursuivre la répression au nom de la société. Ceux-ci pouvaient donc non seulement mettre en mouvement l'action publique, mais encore suivre seuls tout le procès pénal.

La dénonciation du tort personnel était faite à la police, au juge de paix, ou à un officier de gendarmerie. (Titre 5, art. 1). « L'officier de police qui aura reçu la plainte recevra également la déposition des témoins produits par l'auteur de la plainte, et il sera aussi *tenu* d'ordonner que les personnes et les lieux seront visités ». (Titre V, art. 6).

Jamais la partie lésée n'eut des droits plus considérables.

Sous le Code de Brumaire an IV, la partie lésée possède encore des droits très importants. Elle peut encore, par la dénonciation du tort personnel, obliger le juge de paix à instruire, et celui-ci est *tenu* d'entendre les témoins indiqués par le plaignant, et de faire tous les actes nécessaires, tant pour constater le délit que pour en découvrir les auteurs (art. 97).

Quelques années plus tard, les idées ont changé ; la tentative d'introduction en France du système des accusations populaires n'a pas réussi ; on revient en arrière, et l'on diminue considérablement le rôle accordé à la partie lésée au cours du procès pénal. Cependant, et bien

que le ministère public soit devenu presque le seul agent de la poursuite, les plaintes adressées aux officiers de police judiciaire, c'est-à-dire au juge de paix et au substitut du commissaire du gouvernement, ont encore pour effet de mettre en mouvement l'action publique ; car le substitut doit « avertir dans les vingt-quatre heures le directeur du jury, lequel prendra communication de l'affaire, et sera tenu d'y procéder dans le plus court délai » (art. 7).

Il est à remarquer que, pendant la période intermédiaire, aussi bien en l'an IX que sous l'empire du Code de Brumaire an IV et de la loi de 1791, il ne paraît pas nécessaire que la plainte soit accompagnée de constitution de partie civile pour mettre en mouvement l'action publique ; la simple plainte suffit pour obliger le juge à instruire.

Nous arrivons ainsi au Code d'instruction criminelle de 1808.

Il convient tout d'abord de remarquer qu'il n'existe aucun texte positif obligeant formellement le juge d'instruction à instruire lorsque la partie lésée se constitue partie civile, et c'est précisément cette lacune qui a fait naître la controverse sur le point de savoir si la plainte avec constitution de partie civile met obligatoirement l'action publique en mouvement.

Si donc, en pratique, la question est aujourd'hui tranchée dans le sens de la mise en mouvement de l'action publique ; si, en fait, nos magistrats instructeurs se considèrent comme saisis de l'action publique par la plainte avec constitution de partie civile ; et s'ils pensent ne pouvoir, sans commettre un véritable déni de justice,

opposer à la partie civile un refus d'instruire, en théorie pure la discussion existe toujours, et nous devons l'examiner.

Les textes qui peuvent aider à dégager la solution sont les articles 63 et 70 du Code d'instruction criminelle.

Aux termes de l'article 63, « toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou par un délit pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction » ; et l'article 70 ajoute que celui-ci « ordonnera communication de la plainte au Procureur du Roi pour être par lui requis ce qu'il appartiendra ».

M. Demogue pose très bien la question : « La loi a-t-elle voulu dire par là que le procureur, une fois saisi de la plainte, serait libre de ne pas poursuivre, de citer directement ou de saisir le juge d'instruction ? Ou a-t-elle voulu simplement imposer au procureur de donner ses conclusions, le juge se trouvant obligé d'instruire dès la remise de la plainte (avec constitution de partie civile) à lui faite ? L'instruction ne sera-t-elle ouverte que sur la réquisition du Parquet, ou l'est-elle déjà virtuellement par le seul dépôt de la plainte (avec constitution de partie civile) ? » (1).

Tout d'abord, deux points semblent à peu près admis par la pratique et par les criminalistes. Le premier, c'est que la simple plainte faite par la partie lésée au procureur de la République, sans que la constitution de partie civile vienne renforcer cette plainte, n'oblige pas celui-ci à faire ouvrir une instruction. L'article 64 sem-

1. Demogue, *De la plainte de la partie lésée au juge d'instruction*. Revue pénitentiaire, mars 1900, p. 451.

ble bien cependant dire le contraire, mais nous avons dit plus haut que ce n'est qu'en apparence. En pratique les procureurs se sont reconnu le droit de classer sans suite un certain nombre de plaintes, et ce droit ne leur a jamais été sérieusement contesté.

Le deuxième point sur lequel on paraît s'accorder unanimement est le suivant : Le magistrat instructeur qui recevrait une plainte sans constitution de partie civile ne serait pas saisi de l'action publique. Dans notre législation, le simple plaignant n'a aucun droit de mise en mouvement de l'action publique, et, au cours de l'instruction, il n'a aucun pouvoir de contrôle, aucun droit d'opposition. On peut citer à l'appui de cette opinion les paroles de Cambacérès au Conseil d'Etat, paroles que nous commentons plus loin. En pratique même, le juge d'instruction se refuse à écouter la plainte d'une victime qui ne se constitue pas partie civile ; il renvoie le plaignant au Parquet.

Peut-il faire de même lorsque ce plaignant se constitue partie civile ?

Telle est la question qu'il nous faut maintenant discuter.

Plusieurs criminalistes ont dénié à la partie lésée tout droit de mettre en mouvement l'action publique en se constituant partie civile devant le juge d'instruction. Ils ont d'abord tiré argument de l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel « l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée ».

Le législateur de 1808, dit-on, a voulu ainsi créer un véritable monopole au profit du ministère public. Il a

voulu placer l'action publique au-dessus de toutes les rancunes, de tous les intérêts privés ; il a entendu enlever aux particuliers tout droit à demander « l'application » d'une peine. Or, faire naître l'action publique, c'est déjà avoir une sorte de droit de main-mise sur elle ; c'est déjà l'exercer, et cette action n'est pas du domaine des particuliers.

De plus l'article 70 du Code d'instruction criminelle prescrit au juge d'instruction de communiquer la plainte (avec constitution de partie civile) au procureur de la République, pour être requis ce qu'il « appartiendra », Et l'article 61 prescrit une communication analogue au cours de l'instruction. La loi a, dit-on, ordonné cette communication au procureur de la République, précisément parce qu'une semblable plainte n'avait pas la vertu de saisir directement le juge d'instruction ; cette saisine du juge ne peut être produite que par une réquisition du procureur de la République, décidant suivant ce que lui dictent sa conscience et son devoir professionnel.

Les travaux préparatoires, ajoute-t-on, corroborent cette opinion. Lors de la discussion du projet de Code d'instruction criminelle qui eut lieu au Conseil d'Etat le 7 vendémiaire an XIII, on posa la question de savoir quel serait, en cas d'acquiescement, le recours à donner à l'accusé contre son accusateur. Or il ressort de la discussion qui eut lieu sur ce point que, par ce mot « son accusateur », on a eu exclusivement en vue le ministère public.

Cambacérès, en effet, dit qu'il fallait subordonner ce recours à l'autorisation de la Cour d'assises, qui ne devrait la donner qu'en cas de mauvaise foi du ministère

public : « Cette limitation, disait-il, est d'autant plus juste
« que ce n'est ici ni le dénonciateur, ni la partie civile
« qui donnent le mouvement ; le magistrat de sûreté n'est
« pas forcé de déférer à leur opinion ; la loi veut qu'il
« suive la sienne et qu'après avoir reçu la dénonciation
« il n'insiste qu'autant qu'il estime lui-même qu'il y a
« lieu à poursuites » (1).

On ajoute que si les particuliers avaient ainsi le droit de mettre eux-mêmes en mouvement l'action publique, en se constituant partie civile chez le juge d'instruction, cette théorie détruirait complètement le bon fonctionnement de notre système de procédure ; il n'y aurait plus aucun ordre dans la répression. Dans les tribunaux où existent plusieurs juges d'instruction, certains cabinets seraient encombrés d'affaires, d'autres n'en ayant pas assez. Ce serait le régime de l'arbitraire.

D'autre part le juge d'instruction, ainsi saisi, pourrait s'engager avec témérité dans des procédures trop prématurées ; pour servir certains intérêts privés, il compromettrait gravement l'intérêt social lui-même, ou d'autres intérêts privés peut-être aussi respectables. Le ministère public est considéré par notre Code comme devant être à ce point de vue le régulateur du juge d'instruction. Il a essentiellement pour mission de peser les intérêts en jeu, et d'agir ensuite selon sa conscience en « classant sans suite » un certain nombre d'affaires, en provoquant une instruction sur certaines autres. Le considérer comme une quantité négligeable à l'égard du juge d'instruction, serait d'abord nuire à la bonne

1. Locré, t. XXIV, p. 281, 282.

organisation de la justice, et ensuite porter atteinte à la dignité du Parquet. La partie lésée trouve une garantie suffisante de ses droits dans la conscience, la vigilance et l'intégrité de nos magistrats de poursuite ; c'est leur faire injure que de les soupçonner de partialité.

Enfin, fait-on remarquer en terminant, quand bien même la victime du délit ne rencontrerait pas chez un membre du Parquet toute l'impartialité désirable, la voie civile lui reste toujours ouverte, pour obtenir des dommages-intérêts proportionnés au préjudice qui lui a été causé. Sans compter, ainsi que nous l'avons dit, que le refus de poursuite du procureur de la République n'est pas une décision sans appel.

Telles sont les considérations invoquées à l'appui du premier système.

Nous estimons, malgré toute leur valeur, qu'il est non seulement plus équitable, mais encore plus juridique et plus conforme à la pensée du législateur de 1808 d'admettre la solution contraire, et de décider que la partie lésée qui porte sa plainte au juge d'instruction en se constituant partie civile, saisit celui-ci de l'action publique. Nous croyons, en d'autres termes, que notre législation actuelle contient une exception très importante et très justifiée au principe de l'opportunité.

On nous oppose d'abord l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle. Pour répondre à cet argument, il suffit de dégager nettement la pensée qui a présidé à la rédaction de ce texte. Nous croyons que, dans l'opinion contraire à la nôtre, on l'interprète mal, parce que l'on fait une confusion entre l'exercice et la mise en mouvement de l'action publique.

L'exercice de cette action, c'est la faculté de requérir « l'application de la peine », et de soutenir le procès pénal ; la mise en mouvement, c'est le fait de susciter, de faire naître cette action pour donner lieu à son exercice. Or l'article 1^{er}, C. I. cr., confie exclusivement aux fonctionnaires du Parquet le droit de requérir « l'application des peines », c'est-à-dire leur confie l'exercice de l'action. Comprendre dans cette expression la mise en mouvement de l'action, c'est donner une interprétation abusive et extensive. L'indépendance du ministère public, en ce qui concerne la faculté d'exercer l'action une fois commencée, n'est nullement atteinte, puisque le particulier, bien que pouvant provoquer l'action, ne touche pas à l'exercice ultérieur de celle-ci ; or il est certain que la partie lésée qui se constitue partie civile chez le juge d'instruction ne requiert pas l'application de la peine. Ce qui le prouve, c'est que le ministère public, auquel le juge aura donné communication de cette constitution de partie civile, conformément à l'article 70 du Code d'instruction criminelle, pourra fournir au juge, après communication du dossier (art. 70), des réquisitions tendant à un non-lieu : son indépendance au cours du procès reste donc complète.

Il convient d'ailleurs de remarquer les expressions employées par le législateur dans cet article 70 : « Le juge d'instruction, compétent pour connaître de la plainte, en ordonnera *la communication* au Procureur du Roi ». Or, s'il n'était pas déjà saisi de l'action publique par la plainte avec constitution de partie civile, et s'il avait besoin pour cela d'attendre des réquisitions conformes du procureur de la République, le Code em-

plifierait une autre expression : le mot « transmettre ». Nous voyons en effet les officiers de police judiciaire « transmettre » les dénonciations au procureur de la République. Ces officiers de police judiciaire ne sont pas saisis de l'action publique par ces dénonciations : ils n'ont qu'à les transmettre. On transmet ce qui ne vous appartient pas. Mais si l'on examine les textes avec attention, on voit que, pour le juge d'instruction, le législateur se sert de l'expression « *communiquer* », quand il l'oblige à faire connaître au procureur de la République ses différentes opérations, pour indiquer par là que la situation du juge est toute autre, qu'il n'est pas lié par les réquisitions du procureur de la République, et qu'il conserve le droit d'instruire et de statuer en sens contraire. Telle est la signification juridique et grammaticale du mot « *communiquer* », dans tous les textes où il est employé. Pourquoi, dans l'article 70, vouloir lui en donner une autre ?

Donc, lorsque les partisans du système que nous combattons ici, invoquent à l'appui de leur opinion cet article 70 qui prescrit au juge, recevant la plainte avec constitution de partie civile, de la communiquer au procureur de la République ; lorsqu'ils expliquent ce texte par l'idée que le juge d'instruction n'est pas saisi par le fait de la plainte et ne peut l'être que par des réquisitions conformes du procureur de la République, c'est-à-dire tendant à ce qu'une instruction soit ouverte, nous pouvons répondre en faisant remarquer que, s'il en était ainsi, le législateur eût employé le mot « transmettre » et non le mot « communiquer ».

Communiquer implique l'interprétation suivante : sai-

sine de l'action publique au profit du magistrat instructeur, obligation pour celui-ci de ne faire aucun acte d'instruction avant d'avoir fait connaître cette plainte au procureur de la République, et avant d'avoir reçu de lui des réquisitions faites librement et suivant sa conscience, mais obligation pour le juge de rester saisi, malgré des réquisitions tendant à ce que la plainte n'ait pas de suites, et de conclure, après avoir instruit, par une ordonnance de non-lieu ou de renvoi.

En admettant cette interprétation que nous croyons exacte, en quoi le ministère public perdrait-il de son indépendance, comme on le prétend dans le système contraire ? En quoi perdrait-il de sa dignité ?

Puisqu'il est toujours libre de présenter au juge d'instruction des réquisitions dans le sens que lui dicte sa conscience de magistrat chargé de la poursuite, le principe de l'indépendance est sauvegardé.

En pratique, il faut reconnaître que ces réquisitions seront du plus grand poids sur l'esprit du juge d'instruction. Il sera bien rare, en fait, que ce juge préfère l'avis d'un particulier, souvent soucieux d'assouvir une rancune privée, au jugement froid et réfléchi d'un magistrat ayant acquis, par une longue pratique des affaires, un tact sûr et une expérience sérieuse.

Mais, en principe, les particuliers restent libres de provoquer la naissance de l'action publique.

De plus, s'il est vrai que, le plus souvent, c'est au ministère public qu'appartient la mise en mouvement de l'action publique, il y a à ce principe, ainsi que nous l'avons vu, des exceptions ; notre hypothèse constitue une exception nouvelle, et d'une portée considérable.

Le juge d'instruction, on le sait, a le droit de se saisir d'office, en cas de flagrant délit. Il se peut donc ici que l'action publique soit mise en mouvement indépendamment de la volonté du ministère public.

Les chambres réunies de la Cour d'appel peuvent ordonner au ministère public de requérir des poursuites ; n'est-ce pas là aussi exercer une contrainte sur des droits d'appréciation théoriquement souverains ? Est-ce là cette liberté pleine et absolue, cette toute-puissance dont l'existence est soutenue dans le système opposé ?

Les chambres d'accusation peuvent aussi, d'office, qu'il y ait ou non une instruction commencée, ordonner des poursuites, informer ou faire informer. Voilà encore une entrave à la liberté du ministère public, touchant la mise en mouvement de l'action publique.

Nous prétendons qu'il existe une exception plus large, contenue dans l'article 63 du Code d'instruction criminelle, et à ajouter à la liste qui précède : La partie lésée peut, par une constitution de partie civile devant le juge d'instruction, mettre l'action publique en mouvement, malgré le ministère public.

La dignité du ministère public ne se trouvera pas plus atteinte, si l'on admet cette dernière faculté, que dans les autres cas que nous avons d'abord signalés. De plus, la citation directe, en matière correctionnelle, compromet-elle la dignité du ministère public, parce que la partie lésée, pour faire valoir ses intérêts civils, met indirectement en mouvement l'action publique ? Il semble cependant que, dans ce dernier cas, la question soit plus grave encore, puisque l'affaire va être portée d'emblée devant le tribunal lui-même, et que ce tribunal pourra

condamner l'inculpé, bien qu'il y ait eu peut-être, avant l'exercice du droit de citation directe, refus de poursuivre formulé par le procureur de la République ; tandis qu'en matière criminelle, bien que la partie lésée ait pu provoquer l'ouverture de l'action publique par sa constitution de partie civile, le procureur de la République pourra amener le juge d'instruction, par des réquisitions judiciaires, à rendre une ordonnance de non-lieu.

Il nous paraît même que, dans le système que nous combattons, la dignité du ministère public recevrait des atteintes autrement graves.

Qu'arriverait-il, en effet, si la voie criminelle se trouvait irrémédiablement fermée à la partie lésée ? Celle-ci pourrait créer autour de son affaire une agitation dont s'emparerait vite la presse pour attaquer le ministère public, le prendre violemment à partie, et provoquer ainsi peut-être l'intervention du pouvoir législatif lui-même.

Il ne faut pas se méprendre sur la nature du rôle du ministère public, nous ne disons pas en bonne législation, mais tel qu'il est organisé dans le Code d'instruction criminelle lui-même. Sans doute, notre système de procédure est fondé sur la prédominance du ministère public dans la poursuite des délits ; mais il n'a pas entendu pour cela se priver complètement du concours des parties lésées. Comme le dit M. Guillot (1), « ceux qui rêvent pour le ministère public un pouvoir absolu, un monopole jaloux, dénaturent le caractère de sa mission. Il semble que l'action serait pour lui une sorte

1. Guillot, *Des principes du nouveau Code d'instruction criminelle*, (1884).

de droit conquis sur les libertés privées. Ce n'est pas ainsi que nous le comprenons ; il est délégué pour l'application des lois pénales, parce qu'on a pensé qu'il serait plus vigilant, plus énergique que les intérêts privés, et non parce qu'on a voulu empêcher ces intérêts de se protéger eux-mêmes. Son droit consiste à prendre l'initiative des poursuites, mais il ne va pas jusqu'à priver la partie lésée, dont il n'est en réalité que le mandataire, des moyens de se faire rendre justice ».

L'examen des travaux préparatoires et des précédents historiques apporte aussi un argument puissant en faveur de notre solution.

Nous avons vu la faculté, pour la partie civile, de mettre en mouvement l'action publique, consacrée d'abord pendant tout l'ancien Droit et pendant toute la période révolutionnaire, bien que le droit des parties lésées ait été en diminuant progressivement depuis la loi de 1791 jusqu'à la loi de l'an IX. Lors de la rédaction du Code d'instruction criminelle, aucune discussion ne s'élève sur le point de savoir si les anciennes prérogatives de la partie lésée lui seront enlevées. Et cependant, pour changer brusquement une solution admise unanimement depuis si longtemps, il aurait fallu un long exposé de raisons, une discussion dont on cherche vainement les traces. Les paroles de Cambacérès, citées à l'appui du système que nous repoussons, sont purement relatives au droit de l'accusé innocent vis-à-vis de son accusateur, et se rapportent à un projet tout différent, abandonné depuis (1).

1. Locré, t. XXIV, p. 575.

Nous leur opposerons aussi d'autres paroles qui, prononcées plus tard par le même Cambacérès, nous paraissent trancher complètement la question : « La
« plainte, dit-il, ne peut être confondue avec la dénon-
« ciation. On doit sans doute laisser le Procureur
« impérial libre de poursuivre ou de ne pas poursuivre
« un délit qui lui est dénoncé par un homme qui, n'en
« étant pas blessé, n'a pas le droit d'en demander la
« réparation ; mais lorsqu'un offensé se plaint, *lorsqu'il*
« *se porte partie civile*, il ne faut pas que le Procureur
« impérial puisse le paralyser par un refus de poursui-
« vre. La justice veut que, dans ce cas, on permette à
« la partie plaignante de recourir au juge instructeur ». Ces paroles furent prononcées à la séance du Conseil d'Etat du 11 juin 1808, très peu avant la promulgation du Code d'instruction criminelle. Elles ne laissent aucun doute sur le sens que donnaient à l'article 63 les rédacteurs de ce Code.

Comment d'ailleurs expliquer autrement le texte de cet article ? Le juge d'instruction aurait-il donc été considéré comme un simple agent de transmission, à l'image de ce que sont les officiers de police judiciaire subalternes, vis-à-vis de leur chef le procureur de la République ? C'aurait été, pour les juges d'instruction, une attribution bien inférieure ; et ce n'est évidemment pas la véritable signification de ce texte ; il ne peut donc que proclamer ainsi la saisine du juge d'instruction en cas de plainte avec constitution de partie civile.

Nous voyons donc, en résumé, que le législateur a voulu que la partie lésée pût toujours, pour obtenir des dommages intérêts, choisir entre la voie civile et la

voie criminelle. Si cette dernière lui paraît préférable, il ne faut pas qu'elle lui soit fermée par un refus de poursuivre du procureur de la République ; elle pourra se constituer partie civile devant le juge d'instruction, et mettre ainsi l'action publique en mouvement. Tel est, selon nous, le vrai sens de l'article 63.

Et cette solution n'est-elle pas équitable ? La constitution de partie civile est chose si grave qu'on peut bien lui faire produire un effet aussi important. Car la partie civile est obligée à payer tous les frais de la poursuite, si l'accusé est acquitté, et même s'il est condamné (décret du 18 juin 1811). Dans ce dernier cas, elle aura bien, pour recouvrer ces frais, un recours contre le condamné ; mais, le plus souvent, la solvabilité de ce dernier est douteuse, et elle a les plus grandes chances de ne pas rentrer dans ses déboursés. De plus, elle encourt, en se constituant partie civile pour provoquer des poursuites, les plus lourdes responsabilités. En cas d'acquittement de l'inculpé, elle est passible de dommages-intérêts envers celui-ci. Elle peut même, par application de l'article 373 du Code pénal, être condamnée à un emprisonnement d'un mois à un an, et à une amende de 100 à 3000 francs, si elle fait une dénonciation calomnieuse. Voilà assurément des effets redoutables de la constitution de partie civile ; celui qui consent à affronter ces dangers mérite bien que la mise en mouvement de l'action publique ne puisse pas lui être refusée.

Enfin, on a opposé des difficultés d'organisation matérielle ; on redoute l'encombrement dans certains cabinets de juges d'instruction, et l'on a peur de la désorganisation des services. C'est là assurément une

question bien secondaire ; et M. Demogue (1) nous apprend comment elle a été réglée au Tribunal de la Seine. Toutes les plaintes avec constitution de partie civile adressées à des juges d'instruction sont centralisées entre les mains du doyen de ces juges. Celui-ci, après avoir fait appeler le plaignant, et lui avoir demandé des explications, lui fait consigner une somme minime de frais, conformément au décret de 1811, et rend une ordonnance de soit-communiqué au ministère public ; le ministère public retourne ensuite le dossier avec ses réquisitions à l'un des juges, désigné par ordre de roulement : le premier dossier va au plus ancien juge ; le second au juge venant après, et ainsi de suite. On évite ainsi l'encombrement dans le cabinet d'un juge d'instruction dont tous les plaignants feraient choix, par suite de considérations personnelles plus ou moins justifiées, et qu'il faut à tout prix écarter.

Ces plaintes au juge d'instruction sont assez rares en pratique. Cependant il est intéressant de constater qu'elles sont devenues un peu plus nombreuses depuis la nouvelle loi de 1897. Par un curieux effet de cette loi, il semble que le cabinet du juge d'instruction soit devenu, aux yeux des particuliers, un endroit moins imposant, où ils ont plus facilement accès ; et ils y viennent, plus nombreux qu'autrefois, pour se constituer parties civiles. Mais ils ne s'y présentent jamais, en règle générale, que lorsque le procureur de la République a refusé de suivre sur leur dénonciation.

Il n'est guère à craindre, du reste, que les particuliers

1. Demogue, *loc. cit.*, p. 439.

délaissent absolument le cabinet du procureur de la République, et prennent l'habitude de faire toutes leurs plaintes au juge d'instruction : la crainte de supporter les frais, dans ce dernier cas, les arrêtera bien souvent.

Nous croyons avoir ainsi démontré l'existence, pour la partie lésée, du droit de mettre en mouvement l'action publique : « Le législateur, comme le dit fort bien M. Guillaud, a fait en sorte qu'il ne puisse jamais arriver qu'un citoyen fasse à la justice un appel qui ne soit pas entendu ; que s'il invoque son appui pour porter la lumière au milieu des plus puissantes intrigues, il ne puisse, éconduit tour à tour par le procureur de la République et le juge d'instruction, entendre l'un lui opposer son bon plaisir, l'autre son impuissance » (1).

Pour compléter ces observations, il convient de rechercher quelle est la jurisprudence sur la question qui nous occupe. Elle est toute en notre faveur.

Pendant longtemps, par cela même que les parquets avaient l'habitude de transmettre aux juges d'instruction toutes les plaintes qui leur étaient soumises, la question ne se posait même pas. Cependant on peut signaler un arrêt de la Cour de Montpellier, du 24 mars 1851, reconnaissant qu'un citoyen, « sur le refus du procureur « de donner suite à sa dénonciation, pouvait, en se « constituant partie civile devant le juge d'instruction, « provoquer une information ».

Mais la question se posait surtout en 1880, à l'occasion des décrets du 29 mars concernant l'expulsion de certaines congrégations religieuses. Des particuliers pré-

Guillaud, *loc. cit.*, p. 88.

tendirent que des infractions avaient été commises à leur égard par des fonctionnaires de l'ordre administratif, et, craignant que leur plainte au parquet restât sans suite, allèrent déposer cette plainte entre les mains des magistrats instructeurs, qui étaient ici, à raison de la qualité des personnes contre qui l'on voulait provoquer l'action publique, les premiers présidents des Cours d'appel. Ces présidents rendirent des ordonnances par lesquelles ils se déclaraient compétents pour instruire, et saisis *ipso facto* du droit d'instruire.

« Attendu, dit le premier Président de la Cour de Poitiers, que le législateur a entendu créer au profit des plaignants qui s'obligent à supporter les conséquences civiles de la procédure, et prouvent, par cet engagement même, la gravité de l'intérêt qui les meut, la faculté de provoquer la mise en mouvement de l'action publique, sous la garantie de l'impartialité du magistrat instructeur; qu'ainsi sont conciliées, d'une part, l'indépendance du ministère public, dont la liberté de réquisition demeure entière, et qui conserve la faculté de ne pas ajouter à la plainte l'autorité de son appui; d'autre part, la nécessité de garantir les droits des citoyens contre les refus de poursuivre qui pourraient, dans certains cas, et notamment en présence des difficultés et des retards entravant l'exercice d'une action devant la juridiction civile, constituer un véritable déni de justice » (1).

La Cour de cassation, dans quatre arrêts identiques, en date du 12 mai 1881, confirma ces solutions, et se prononça dans le sens de la compétence des magistrats

1. S. 81. 3. 20.

instructeurs, et de leur saisine immédiate du droit d'instruire. Il y est dit que « dans l'hypothèse prévue par les articles 483 et 484 du Code d'instruction criminelle, combinés avec l'article 63, le premier président est compétent pour recevoir les plaintes des parties se prétendant lésées, et pour y donner la suite convenable, après les avoir communiquées au procureur général ».

A la même époque, la compétence du magistrat instructeur fut aussi consacrée dans l'affaire Baudry d'Asson (*Journal du ministère public*, février 1881 ; *Gazette des tribunaux* du 1^{er} février 1881, article de M. Boul-laïre, n° 247), et aussi dans l'affaire Chirac, où l'ordonnance du juge a été confirmée par un arrêt de la Chambre d'accusation (2 janvier 1883).

Il est donc exact de dire que la jurisprudence se prononce en faveur du système que nous avons adopté.

Nous aurons, dans notre conclusion, à rechercher si, au début de l'instance pénale, au point de vue de l'ouverture de l'action publique, les droits des parties lésées sont suffisamment sauvegardés. Disons cependant dès maintenant que, si l'on admet notre système, la partie lésée est loin d'être dépourvue de garanties, puisqu'en se constituant partie civile, elle est certaine que les poursuites auront lieu. On peut donc très bien soutenir que sur ce point, c'est-à-dire tout au début du procès pénal, les droits de la partie lésée sont suffisamment garantis.

Cependant, ainsi que nous allons le voir maintenant, certaines législations étrangères sont allées plus loin.

SECTION II

Législations étrangères.

Nous venons de voir qu'en France c'est au moyen de sa constitution de partie civile que la partie lésée met subsidiairement en mouvement l'action publique, en cas d'inaction du Parquet.

Selon les expressions de M. de la Grasserie (1), le droit de la victime reste imparfait, parce qu'il est *oblique* ; c'est une mise en mouvement *virtuelle* de l'action publique, l'action civile éveillant alors *automatiquement* l'action publique.

Tout autre est le droit *allemand*.

Dans cette législation, à la différence de ce qui se passe en France (Code d'instruction criminelle, art. 3), en Autriche (Code d'instruction criminelle, art. 47), et ainsi que cela se pratiquait précédemment en Saxe (Code d'instruction criminelle révisé, art. 434), dans le Grand-Duché de Bade (Code d'instruction criminelle, art. 329), et dans quelques autres Etats allemands, la constitution de partie civile n'existe pas ; la législation allemande sépare très nettement le droit de requérir la peine et le droit d'obtenir des dommages-intérêts ; le premier, étant exclusivement du domaine des tribunaux de répression ;

1. De la Grasserie, *Participation de la personne lésée à l'action publique*, loc. cit., p. 654.

le second, du domaine des tribunaux civils. La victime ne peut donc demander qu'à ces derniers des dommages-intérêts pour la réparation pécuniaire du préjudice causé ; jamais les tribunaux de répression ne peuvent être saisis de cette question (Code d'instruction criminelle de 1877, art. 3, p. 2).

Mais, d'autre part, la législation allemande donne, dans certains cas, aux parties lésées, le droit de requérir directement la peine elle-même.

On voit combien elle se sépare de notre système français.

Le délit, dit-on, frappe doublement l'individu. Il l'atteint dans ses biens, dans ses intérêts matériels : la réparation doit être pécuniaire ; c'est l'action civile. Il l'atteint, en second lieu, moralement, en ce sens qu'il lui cause à la fois un trouble actuel et une crainte pour l'avenir. La partie lésée a donc deux droits. Nous nous occupons, ici, du second, et nous le sanctionnons par une action, dite action privée, qui tend, comme l'action publique, à l'application d'une peine. Bien que cette action privée ne se confonde pas avec l'action publique proprement dite, ces deux actions tendent au même but et produisent les mêmes résultats ; dans certains cas, l'action privée a la préférence, tandis qu'elle s'efface, dans d'autres cas, devant l'action publique. Tel est le principe qu'il fallait tout d'abord mettre en lumière.

Du reste, dans le droit allemand comme dans le droit français, le juge ne se saisit pas d'office, le principe de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction étant consacré formellement dans les deux législations.

C'est ainsi que l'article 151 du Code d'instruction criminelle allemand dit que « l'ouverture d'une instruction judiciaire est subordonnée à l'introduction d'une accusation ». Cette idée, qui était une innovation législative pour plusieurs Etats allemands (Saxe, Wurtemberg, Hesse, etc.), s'exprime souvent par l'adage : « Wo kein Kläger, da kein Richter » : « Pas d'accusateur, pas de juge ».

Aux termes de l'article 152, « la mission d'intenter l'action publique est confiée au ministère public ; en dehors des cas où la loi en dispose autrement, le ministère public est *tenu* d'agir dans toutes les affaires qui peuvent donner lieu à des condamnations et à des poursuites judiciaires, toutes les fois qu'il existe des faits constituant des indices suffisants ».

C'est donc au ministère public qu'appartient, en général, le soin de la poursuite, et celui-ci, nous venons de le voir, est *tenu* d'agir dès qu'il existe, contre un individu déterminé, des indices suffisants de criminalité ; c'est le principe de la légalité des poursuites qui s'oppose, avons-nous dit, au principe d'opportunité.

Mais l'article 152 du Code d'instruction criminelle a soin d'ajouter qu'il en est ainsi « en dehors des cas où la loi en dispose autrement ».

Ces cas, en effet, sont ceux dans lesquels la loi a accordé à la partie lésée des droits qui lui donnent, au point de vue de l'obtention de la peine, la préférence sur le ministère public. Mais le simple dénonciateur n'a aucun droit d'agir ainsi ; il n'a pas le droit d'intenter, comme la partie lésée elle-même, ce que l'on appelle « l'action privée », qui tend à obtenir une peine.

Nous avons déjà vu que, pour un certain nombre de délits dits « antragsdelicte », le ministère public ne pouvait agir que sur la plainte de la partie lésée. Le projet de Code d'instruction criminelle (art. 282 du projet : Geyer, p. 611) proposait de donner dans tous ces cas à la partie lésée le droit d'agir elle-même, lorsque le ministère public, après avoir reçu la plainte, refusait d'agir faute d'indices suffisants. Le législateur allemand pensa que c'était donner ici trop de prépondérance à la partie lésée dans la poursuite des délits et vota l'article 414, aux termes duquel : « Les délits d'injures et de lésions corporelles pourront, dans les cas où les poursuites ne peuvent être intentées que sur la requête de la personne lésée, être poursuivis par cette personne elle-même, par voie d'accusation privée, sans qu'il soit nécessaire pour elle d'invoquer préalablement le concours du ministère public. La même faculté appartiendra aux personnes qui sont autorisées par les lois pénales à poursuivre la répression de leur chef. Si la partie lésée a un représentant légal, le droit d'intenter l'accusation privée appartiendra à ce dernier, et, si les personnes lésées sont des corporations, des sociétés ou des associations, ayant, en cette qualité, le droit d'agir en justice, en matière civile, l'accusation privée sera intentée par les personnes qui représenteront ces corporations ou associations dans les affaires civiles ».

Ainsi donc, pour ces délits d'injures et de lésions corporelles, le ministère public ne pourrait poursuivre sans une plainte de la partie lésée. Cette dernière ayant déposé sa plainte, ou bien le ministère public poursuit, ou bien il ne poursuit pas, parce qu'il pense qu'il n'existe

pas d'indices suffisants de criminalité ; dans ce dernier cas, la partie lésée ne pourra le forcer à poursuivre ; elle aura pourtant la ressource de s'adresser à son supérieur hiérarchique, qui pourra alors enjoindre à son subordonné d'exercer des poursuites ; la partie lésée ne pourra pas s'adresser au tribunal afin que celui-ci enjoigne au ministère public de poursuivre, comme cela se passe pour les autres « antragsdelicikte », ainsi que nous le verrons plus loin.

Mais la victime est alors investie d'un droit autrement important ; elle peut prendre en main la direction des poursuites, et demander seule qu'une condamnation soit prononcée ; c'est l'accusation privée, « Privat Klage ». Elle pourrait même commencer à agir ainsi, avant d'avoir déposé une plainte au parquet ; il n'est pas nécessaire pour elle de subir d'abord un refus du ministère public. C'est ce qu'exprime l'article 414 par ces mots : « sans qu'il soit nécessaire pour elle d'invoquer le concours du ministère public ».

En cas d'injures, la voie pénale est même la seule que puisse prendre la partie lésée.

La loi du 1^{er} février 1877, article 11, a, en effet, enlevé complètement aux tribunaux civils toute compétence en cette matière.

La victime qui exerce ainsi l'action privée est tenue de fournir caution pour le remboursement des frais, dans les mêmes cas où le demandeur y est obligé en matière civile (article 419).

Ainsi investie de l'action privée, la partie lésée a, durant l'instruction, les mêmes pouvoirs que le ministère public ; elle a même des pouvoirs plus étendus,

ainsi que nous le verrons dans la seconde partie de cette étude.

Mais, en dehors des deux cas d'accusation privée que nous venons de mentionner, à savoir les délits d'injures et de lésions corporelles, quels sont, en Allemagne, les droits de la partie lésée sur la mise en mouvement de l'action publique ?

Le projet de Code consacrait, en cette matière, le monopole exclusif du ministère public ; la partie lésée, en cas de refus d'agir émanant du représentant de la société, ne pouvait que s'adresser à l'autorité hiérarchiquement supérieure. Cette solution fut écartée, comme trop peu libérale. On proposa alors de donner à la partie lésée, d'une manière générale, l'action privée, telle que nous l'avons définie dans des hypothèses spéciales ; mais on craignit, à juste titre, les poursuites vexatoires ; n'était-ce pas étendre outre mesure les droits de la victime ? On s'arrêta alors au système suivant, consacré par l'article 170 : « Si le plaignant est en même temps la partie lésée, il pourra, pendant deux semaines à partir du moment où la décision lui aura été notifiée, se pourvoir devant le supérieur hiérarchique du représentant du ministère public qui l'aura rendue, et dans le cas où celui-ci rejetterait le pourvoi, provoquer, au moyen d'une requête, une décision du tribunal, dans le délai d'un mois à compter de la notification de ce rejet. La requête spécifiera les faits qui sont susceptibles de motiver l'accusation publique, et indiquera les moyens de preuve ; elle sera signée par un avocat-avoué. La requête sera présentée au tribunal compétent pour statuer au fond. La décision appartiendra au tribunal de l'Em-

pire dans les affaires qui ressortissent à ce tribunal ; dans tous les autres cas, au tribunal régional supérieur ».

Ainsi donc, et à moins que l'on ne soit dans un des cas examinés plus haut, injures ou lésions corporelles, où le ministère public reste seul juge du point de savoir s'il y a lieu à poursuites, et où la victime du délit trouve dans l'action privée une garantie extrêmement efficace de ses droits, la partie lésée peut demander acte au ministère public de son refus de poursuivre, et obliger celui-ci à lui en donner les raisons. Le ministère public a dû se livrer à une très courte instruction de l'affaire lors de la plainte pour savoir s'il y avait délit, et s'il existait, contre une personne déterminée, des indices de criminalité suffisants. La partie lésée a le droit de connaître le résultat de ces recherches.

Si le recours hiérarchique n'est pas suffisant la partie lésée a, aux termes de l'article 170, un délai d'un mois pour demander au tribunal de forcer le ministère public à agir. Le tribunal examinera alors le résultat de la courte instruction faite par le ministère public, entendra les parties, et pourra obliger le dit ministère public à intenter des poursuites, s'il estime que les indices de criminalité, contre la personne que soupçonne la partie lésée, sont suffisants.

A la suite de cette décision rendue par le tribunal, le ministère public est obligé d'intenter l'action publique, mais sans être forcé de soutenir l'accusation ; c'est-à-dire qu'il peut conclure au non-lieu. Aussi la législation allemande, craignant que le ministère public, ainsi contraint de poursuivre malgré son propre sentiment,

ne fût un peu négligent ou peut-être même malveillant durant toute l'instruction, et ne fit tous ses efforts pour empêcher l'affaire d'aboutir, a-t-elle donné à la partie lésée des droits très importants au cours de cette instruction.

Nous étudierons ces droits dans notre deuxième partie.

Tel est le système allemand sur cette importante question de la mise en mouvement de l'action publique ; tout en admettant un ministère public fortement constitué, ce système respecte et protège dans une large mesure les divers intérêts des parties lésées, et les fait concourir utilement à la répression des infractions.

Le Code d'instruction criminelle *autrichien* de 1873, mis en vigueur en 1874, contient, sur cette question des droits que possède la partie lésée au début du procès pénal, une solution analogue à celle que nous venons de trouver en Allemagne.

Comme le Code allemand, le Code autrichien pose le principe de la séparation des pouvoirs de poursuite et d'instruction et, dans son article 2, déclare que « la poursuite en justice d'un acte punissable n'a lieu que sur la réquisition d'un accusateur ».

Cet accusateur peut être le ministère public ou la partie lésée. Dans tous les cas, en effet, où le ministère public ne peut agir que sur la plainte de la victime, celle-ci peut, au lieu de porter plainte, intenter directement l'accusation privée, « *Privatklage* » (Code d'instruction criminelle, article 46). C'est une idée analogue à celle que nous avons déjà vue en Allemagne ; mais tandis que

dans la législation allemande le droit d'accusation privée est restreint aux délits d'injures et de lésions corporelles, en Autriche il s'applique à tous les cas de « délits privés », à tous les cas d'*Antragsdelicte*.

Dans le Code de 1850, la partie lésée devait, en formant une plainte, et avant d'intenter elle-même des poursuites, demander au ministère public de les exercer ; ce n'est qu'au refus de celui-ci qu'elle agissait.

D'après le Code de 1873, elle n'a même plus besoin pour agir de déposer une plainte préalable au Parquet. Quand elle se trouve dans un des cas d'accusation privée, la victime est investie des mêmes droits que le ministère public ; elle peut : ou demander une instruction, ou rédiger immédiatement un acte d'accusation et le porter devant les tribunaux, sans passer par une instruction préparatoire.

Les cas dans lesquels la victime peut intenter ainsi l'action privée sont donc plus nombreux en Autriche qu'en Allemagne.

Par contre, là s'arrêtent ses droits ; elle n'a pas, comme en Allemagne, la faculté de forcer le ministère public à poursuivre.

Mais, d'un autre côté, tandis qu'en Allemagne nous avons constaté la séparation complète de l'action civile et de l'action pénale, nous voyons en Autriche, comme d'ailleurs en France, la partie lésée avoir la faculté de se constituer partie civile (article 47). L'article 172, pour faciliter à la partie lésée la déclaration de constitution de partie civile, prescrit même au juge d'instruction de demander à cette partie lésée, au moment de sa déposition, si elle entend se joindre à la procédure ; et,

d'après l'article 365, si l'on suppose que la partie lésée ignore que le ministère public a intenté l'action publique, on doit l'en avertir.

Tels sont dans la législation autrichienne les droits de la partie lésée au début du procès pénal.

C'est surtout, ainsi que nous le verrons, au cours de l'instruction, que le Code de 1873 lui donne des droits très importants.

Dans d'autres législations étrangères comme celles de la Russie, de l'Espagne, du Portugal, des républiques de l'Amérique du Sud, etc., nous rencontrons toujours la même idée : donner à la partie lésée, à l'occasion de délits ayant un certain caractère privé, des garanties importantes, au point de vue de la mise en mouvement de l'action pénale.

En Russie, dans tous les cas où le ministère public ne peut agir que sur une plainte de la victime, celle-ci peut également intenter seule les poursuites.

En Espagne, d'après le Code de procédure pénale de 1882, les droits de la partie lésée sont encore mieux protégés que dans tous les systèmes examinés jusqu'ici. Cette législation adopte en effet le système d'accusation populaire, et reconnaît à tout particulier le droit de se porter accusateur, de mettre en mouvement l'action publique. Puis, à côté des particuliers, cette législation a créé un ministère public chargé, à leur défaut, de mettre en mouvement l'action publique, ou de les surveiller dans l'exercice de cette action, s'ils l'ont eux-mêmes mise en mouvement. Dans certains cas, le mi-

nistère public peut poursuivre d'office ; dans d'autres, au contraire, la partie lésée seule a le droit de demander des poursuites.

Ainsi, dans ce système, le droit des particuliers lésés est toujours sauvegardé ; mais, il est vrai, cette législation est franchement accusatoire, et, par conséquent, son étude sort des limites que nous nous sommes tracées.

Au Portugal, la victime peut aussi agir directement en cas de délit privé, à moins qu'il y ait eu emploi de la violence, auquel cas c'est le ministère public qui agit, l'ordre social ayant été troublé plus profondément.

Nous voyons donc, dans toutes ces législations étrangères, un véritable droit nouveau se former en faveur des parties lésées, droit dont nous trouvons seulement des traces dans notre législation.

La théorie est la suivante : un certain nombre de délits intéressent plus particulièrement l'individu victime que la société ; l'ordre social est très peu troublé ; l'individu, au contraire, est gravement atteint dans sa personne, dans ses biens ou dans son honneur. Si, pour ces délits, il est juste, ainsi que nous l'avons vu, d'empêcher le ministère public de poursuivre malgré la volonté de la partie lésée, il est juste également, dit-on, non-seulement d'empêcher le ministère public de refuser tout accès des tribunaux répressifs à la victime, mais encore de lier celle-ci à la poursuite d'une manière très intime, ou même de lui permettre de la diriger, d'en prendre l'initiative en requérant directement une condamnation pénale.

DEUXIÈME PARTIE

Des droits de la partie lésée au cours de l'Instruction préparatoire

Nous avons étudié jusqu'ici la situation de la partie lésée au début du procès pénal, et ses droits sur la mise en mouvement de l'action publique.

Nous avons constaté que toutes les législations, quoiqu'à des degrés divers, et avec plus ou moins de libéralisme, avaient reconnu à la partie lésée certains droits sur la mise en mouvement de l'action publique, estimant à juste titre qu'il y avait là une sorte de liberté publique, une garantie du droit des particuliers contre l'arbitraire de l'autorité.

Nous allons supposer maintenant l'action publique mise en mouvement, soit par le ministère public, soit directement ou indirectement par la partie lésée. Le juge d'instruction, régulièrement saisi, va commencer ses opérations. Dans l'instruction qui va alors se dérouler, trois personnes, à des points de vue différents, sont intéressées à ses résultats : l'inculpé, le ministère public, la partie civile.

Or, en France, ainsi que nous l'avons vu précédem-

ment, si la partie lésée ne s'est pas constituée partie civile, elle est considérée comme étant en dehors du procès pénal, en ce sens que le législateur estime qu'elle n'a à concourir en rien aux opérations de l'instruction ; à ses yeux, c'est comme si elle n'existait pas. En d'autres termes, la partie lésée qui ne s'est pas constituée partie civile n'a aucun rôle à jouer pendant toute l'instruction.

Il en est autrement quand elle s'est constituée partie civile. Le législateur a estimé alors que, puisqu'elle avait des intérêts pécuniaires à défendre, il était juste de lui donner certains droits vis-à-vis du ministère public ou du juge d'instruction, afin qu'elle pût contrôler les actes les plus importants de ce dernier, se tenir au courant de ses ordonnances, y faire opposition s'il y a lieu, en un mot participer dans la mesure de ses intérêts pécuniaires à l'instruction préparatoire.

Dans cet ordre d'idées, nous rencontrons, dans les législations étrangères, les mêmes divergences de vues que celles que nous avons observées précédemment. Certains Codes étrangers, en effet, étendent considérablement les droits accordés à la partie lésée pendant cette phase du procès pénal, lui font partager, même si elle ne s'est pas constituée partie civile, l'exercice de l'action publique avec le ministère public, en lui donnant un rôle très actif, en la plaçant à côté du représentant du pouvoir social et sur le même rang que lui, en admettant entre eux une collaboration utile et efficace pour arriver à la manifestation de la vérité, et par suite, s'il y a lieu, à la répression.

D'autres Codes, semblables en cela à notre droit

français, conçoivent ce rôle d'une toute autre manière, font, de la constitution de partie civile, une condition essentielle pour que les particuliers lésés aient, durant l'instruction préparatoire, des droits plus ou moins considérables ; et, considérant que la victime du délit ne peut avoir au procès pénal d'autres intérêts que des intérêts pécuniaires, ne lui permettent de s'opposer aux actes du juge d'instruction que s'ils sont de nature à faire échec à ses intérêts civils.

Ce système se trouve ainsi en opposition absolue avec celui qui admet un concours incessant de la partie lésée, une collaboration constante en vue de la répression pénale, cette répression étant alors, ainsi que nous l'avons dit, destinée à punir non seulement un trouble social, mais aussi le trouble moral subi par le particulier.

Nous allons donc étudier successivement ces deux systèmes, l'un restrictif, l'autre extensif du droit des parties lésées, au cours de l'instruction préparatoire, en prenant le Code d'instruction criminelle de 1808 comme type du premier, et les Codes allemand et autrichien comme types du second.

CHAPITRE PREMIER

SYSTÈME FRANÇAIS

Si nous nous plaçons à une époque postérieure à la loi du 17 juillet 1836 qui a supprimé, en matière d'instruction criminelle, la Chambre du Conseil en tant que constituant une juridiction d'instruction, nous constatons, en droit français, l'existence de deux juridictions d'instruction :

1^o Le juge d'instruction, qui termine ses opérations par des ordonnances, soit de non-lieu, soit de renvoi ;

2^o La Chambre des mises en accusation, qui est appelée à rendre un arrêt de renvoi ou de non-lieu, selon qu'elle estime que les charges sont ou ne sont pas suffisantes.

La Chambre des mises en accusation a également à jouer un autre rôle : elle est juge d'appel des ordonnances du juge d'instruction.

Quand le ministère public ou quand la partie civile ont fait « *opposition* » à une ordonnance du juge (article 133, C. I. Cr.), c'est la Chambre d'accusation qui est chargée de trancher le conflit. Celle-ci nous apparaît

donc avec un double caractère : comme juge d'appel, et comme juridiction d'instruction du second degré.

Toutefois cette distinction n'a guère qu'un intérêt théorique au point de vue des droits des parties civiles. En effet, que la Chambre d'accusation soit saisie comme juge d'appel d'une opposition, ou comme juridiction d'instruction du second degré, les droits de la partie lésée sont analogues, et se réduisent à fort peu de chose, ainsi que nous le verrons plus tard.

Nous allons donc suivre pas à pas le procès pénal jusqu'à l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, et étudier, au cours de cette procédure, les droits des particuliers lésés par l'infraction.

Nous étudierons ces droits dans trois sections différentes, suivant que la procédure se déroule devant le juge d'instruction, devant la Chambre des mises en accusation, ou enfin, suivant qu'il y a possibilité, pour la partie civile, de se pourvoir en cassation.

SECTION I

Droits de la partie civile quand l'affaire est devant le juge d'instruction.

En étudiant les droits de la partie lésée sur la mise en mouvement de l'action publique, nous avons vu que l'ancien Droit et le Droit intermédiaire, plus généreux que le Code d'instruction criminelle à l'égard des parti-

culiers victimes d'une infraction, leur avaient donné, au début du procès pénal, des droits très importants.

Au cours du procès pénal, durant l'instruction, les particuliers lésés avaient également plus de droits qu'aujourd'hui ; cette idée apparaît nettement à la lecture de l'ordonnance de 1670 et des lois de la période intermédiaire dont nous allons parler sommairement, avant d'étudier les dispositions du Code d'instruction criminelle.

Sans insister sur la procédure accusatoire des cours féodales, qui donnait à la partie lésée les droits les plus absolus sur l'action qu'elle intentait, puisqu'elle était seule maîtresse du procès pénal, nous dirons que, sous l'ordonnance de 1670, les droits de la victime étaient, au cours de la procédure pénale, plus ou moins étendus suivant qu'ils agissait d'un délit « public » ou « privé ».

En cas de délit privé, la victime du délit est seule à la tête de l'action publique ; cette action est pour ainsi dire sa propriété ; après avoir, à son gré, mis cette action en mouvement, la partie lésée peut lui laisser suivre son cours ou l'arrêter à sa guise ; dans tous les cas, le ministère public s'efface derrière elle ; elle est seule maîtresse du procès pénal. C'est ce qui ressort de l'article 19, titre XXV, de l'ordonnance de 1670 que nous avons cité plus haut, et où nous voyons que les transactions entre la partie civile et l'accusé, au cours du procès, arrêtent l'action pénale : « Seront les transactions exécutées, sans que nos procureurs ou ceux des seigneurs puissent en faire aucune poursuite. » Jousse mentionne, il est vrai, l'opinion de quelques auteurs, qui prétendent que ces sortes d'arrangements, passés entre

les coupables et les victimes, doivent seulement diminuer la peine due aux crimes (1). Toujours est-il que l'article de l'ordonnance est formel, et ne prévoit aucune restriction aux droits de la victime. Celle-ci avait donc, au cas de délits privés, les plus larges pouvoirs durant l'instruction : elle pouvait prendre des réquisitions auprès du magistrat instructeur, obtenir de lui communication de la procédure, citer des témoins à comparaître devant lui.

En cas de délits publics au contraire, si la victime de l'infraction pouvait bien mettre elle-même en mouvement l'action publique, malgré la volonté contraire du ministère public, c'était le procureur du roi qui avait l'exercice de l'action pénale ; la partie lésée ne poursuivait plus qu'une réparation civile, le paiement de dommages-intérêts, dont elle demandait l'allocation à son profit. Comme le dit Domat, « les parties ne pouvant demander que les désintéressements qui leur sont dus, et non la vengeance des crimes, c'est la fonction de ces officiers (les procureurs du roi) de tenir lieu de parties pour l'intérêt public » (2) ; et, plus loin, le même jurisconsulte ajoute : « Les officiers (du ministère public) étant obligés par le devoir de leurs charges de poursuivre la punition de tous les crimes dont la vengeance importe au public, ou ne permet à aucun particulier de se rendre accusateur d'un crime pour en poursuivre l'exécution » (3).

1. Jousse, *Traité de la Justice criminelle*, t. I, p. 609.

2. Domat, *Le Droit public*, Livre II, titre I, section II.

3. Domat, *loc. cit.*, livre III, p. 537.

Sous la période intermédiaire, le rôle accordé à la partie lésée, au cours de l'instruction, s'augmente dans une mesure beaucoup plus large. A cette époque, en effet, au moins sous l'empire de la loi des 16-29 septembre 1791, une certaine confusion entre l'action publique et l'action civile s'est établie. C'est ainsi que le droit d'intenter l'action publique est divisé entre un grand nombre de personnes : le juge de paix peut, dans certains cas, se saisir et instruire d'office ; la partie lésée ou le simple particulier peuvent aussi poursuivre la répression et soutenir le procès pénal, au moins pendant toute la période d'instruction ; ensuite l'accusateur public et le commissaire du roi apparaissent, mais seulement lors de la période du jugement, le premier pour soutenir l'accusation admise par le premier jury, le second pour veiller à l'observation des lois et à l'exécution des jugements.

Si donc la partie lésée a pris l'initiative des poursuites, c'est elle qui reste à la tête de l'action publique durant toute l'instruction, et qui a l'exercice de cette action. Le juge de paix et l'officier de gendarmerie sont obligés, sur sa plainte, d'instruire, d'entendre les témoins, d'interroger l'inculpé.... etc. (1). Et si la culpabilité apparaît clairement, ils sont tenus de délivrer un mandat d'arrêt contre le prévenu. Si au contraire ils concluent au non-lieu, la partie lésée n'est pas pour cela entièrement désarmée : elle peut, sur le refus du juge de paix de délivrer un mandat contre le prévenu, présenter directement son accusation au jury d'accusation

1. Titre V, article 7.

du lieu du délit (1) ; ce jury statue alors sur la mise en accusation.

Lorsque le juge de paix était d'avis de poursuivre l'inculpé, le directeur du jury rédigeait l'acte d'accusation. Mais la partie lésée avait le droit d'en prendre connaissance, et, en cas de désaccord entre elle et le directeur du jury, chaque partie rédigeait un acte d'accusation de son côté (2) ; si même le directeur du jury était d'avis de ne pas poursuivre, la partie lésée rédigeait seule un acte d'accusation (3) ; cet acte était soumis au jury d'accusation ; le commissaire du roi en prenait connaissance (4), et l'affaire était renvoyée au tribunal de département, qui constituait alors la juridiction de jugement.

En somme, la partie lésée a pu seule soutenir l'action publique, en avoir seule l'exercice pendant toute cette période d'instruction.

En est-il de même devant les juridictions de jugement ? Lors des travaux préparatoires de la loi de 1791, on proposa, lorsque la procédure aurait été conduite jusqu'au moment où les juridictions de jugement doivent statuer, de faire cesser complètement, à partir de ce moment, le rôle de la partie lésée, comme soutien de l'action publique, pour laisser agir seulement l'accusateur public. Le premier jury, en renvoyant les prévenus, aurait ainsi transformé les poursuites en une action publique et sociale, dont aurait été seul investi l'accusa-

1. 2^e partie, titre I, article 12.

2. 2^e partie, t. I, article 10.

3. 2^e partie, t. I, article 11.

4. 2^e partie, t. I, article 13.

teur public (1). Mais, sur la proposition de M. Sentetz, on autorisa encore la partie lésée à se faire entendre après l'accusateur public, et cet amendement passa dans la loi (2).

Tel est le rôle important donné aux parties lésées par la loi de 1791 durant l'instruction préparatoire, et même postérieurement.

Le Code du 3 Brumaire an IV semble avoir mieux saisi la distinction entre l'action civile et l'action publique, cette dernière appartenant au peuple, et étant exercée par les fonctionnaires établis à cet effet, tandis que la première appartient à ceux qui ont souffert du dommage causé, et n'a pour objet que la réparation de ce dommage (3). Mais on ne tira pas alors de cette distinction toutes les conséquences auxquelles elle conduisait. Le rôle des particuliers lésés ne s'efface pas complètement, mais il tend à diminuer. C'est ainsi que si le juge de paix ne veut pas décerner un mandat d'amener contre le prévenu, lorsque la partie lésée a porté plainte et a ainsi ouvert obligatoirement l'instruction, cette partie lésée ne peut plus, comme en 1791, rédiger seule son acte d'accusation et le porter au jury d'accusation. Elle peut seulement en appeler au directeur du jury, qui statuera sur le conflit, et lancera, s'il l'estime bon, le mandat d'amener que réclamerait la partie lésée. Le directeur du jury joue ici, en quelque sorte, un rôle analogue

1. *Moniteur* du 27 décembre 1790.

2. *Moniteur* du 29 juin 1791.

3. Code du 3 Brumaire an IV, art. 4 et 5, *Bulletin des Lois*, an IV, n° 204.

à celui de notre Chambre des mises en accusation moderne, qui est juge d'appel des conflits entre le ministère public et le juge d'instruction.

Sous l'empire de la loi du 7 pluviôse de l'an IX, le rôle des parties lésées s'efface d'une manière plus sensible. Nous nous trouvons, à cette époque, en présence d'un ministère public bien organisé, dans la personne du commissaire du gouvernement, agent du pouvoir exécutif, et l'instruction est désormais redevenue secrète. Le directeur du jury est alors seul juge d'instruction ; le commissaire du gouvernement, et non la partie lésée, exerce l'action publique durant toute l'instruction. Et la partie lésée, même si elle s'était constituée partie civile, ne pouvait plus concourir à la rédaction de l'acte d'accusation, cet acte devant être, aux termes de l'article 20, rédigé par le substitut du commissaire du gouvernement, parce que, disait le rapporteur, « cet acte est, par sa nature, dans les attributions de la partie qui poursuit ».

Nous arrivons ainsi au dernier terme de la décroissance progressive des droits de la partie lésée. En 1808, le ministère public est rétabli dans ses anciennes prérogatives ; la partie lésée va perdre les droits qu'elle avait durant toute l'instruction, et qu'elle avait conquis pendant la période intermédiaire. La réaction va même, à notre avis, dépasser le but, puisqu'on lui donnera moins de droits qu'elle n'en avait sous l'empire de l'ordonnance de 1670.

Le Code d'instruction criminelle pose en effet, dans son article 1^{er}, le principe que « l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi » ; l'exercice de l'action publique appartient donc uniquement au ministère public. Celui-ci a seul pour mission de conserver cette action, de la soutenir en vue d'arriver ultérieurement à la condamnation de l'inculpé. Devant toutes les juridictions soit d'instruction, soit de jugement, devant lesquelles pourra passer l'inculpé, il est le seul agent de la répression ; il est chargé de stimuler le juge d'instruction dans ses recherches pour arriver à faire la lumière sur la culpabilité. De là les droits importants que lui donne le Code d'instruction criminelle, et qu'il suffit de rappeler brièvement : droit de demander communication de la procédure à tout moment de l'instruction, à condition de rendre le dossier dans les trois jours ; droit de présenter au magistrat instructeur des réquisitions pour demander telle mesure d'instruction, telle expertise, telle interrogation de témoin ; droit de faire opposition à toutes les ordonnances du juge d'instruction.

En face de ces droits si considérables, qu'a le ministère public, ceux de la partie lésée disparaissent presque entièrement. Nous ne rencontrons plus ici l'ancienne distinction des délits publics et privés, qui, naguère, lui donnait, selon ces cas, des droits plus ou moins importants ; cette distinction n'existe plus.

Nous avons vu qu'il y avait pourtant certains cas (adultère, rapt par séduction, diffamation ou injures... etc.) où le ministère public ne pouvait mettre en mouvement l'action publique qu'après une plainte de

la partie lésée. Mais la ressemblance de ces cas avec les délits privés de l'ancien Droit n'est qu'apparente ; car, une fois l'action publique en mouvement, la victime n'en a plus l'exercice.

En cas d'adultère, cependant, l'article 337 paragraphe 2 du Code pénal décide qu'une fois la condamnation prononcée contre la femme, le mari peut en supprimer les effets en consentant à reprendre sa femme. Si l'on interprète le texte à la lettre, cette disposition suppose que l'action publique est éteinte ; le procès pénal est terminé, et il s'agit simplement d'un droit de grâce accordé au mari. Toutefois la jurisprudence décide que l'époux trompé peut toujours, au cours du procès pénal, arrêter l'action publique. Dans ce cas, il partagerait l'exercice de l'action publique avec le ministère public et aurait même la situation prépondérante, puisqu'il serait, d'une manière continue, le maître de cette action. Mais ce n'est là qu'une solution de la jurisprudence.

Aux termes du dernier alinéa de l'article 60 de la loi du 29 juillet 1881, la poursuite des délits de presse qui, exceptionnellement, sont de la compétence du tribunal de police correctionnelle ou de simple police, peut être arrêtée par le désistement de la partie lésée.

Mais ce ne sont là que des solutions très rares.

Quelle est donc, dans un procès pénal ordinaire, la vraie situation de la partie lésée ?

Aujourd'hui, la victime de l'infraction, n'a de droits dans l'instruction préparatoire qu'en ce qui concerne ses intérêts civils. C'est parce qu'aux termes de l'article 3 du Code d'instruction criminelle, la partie lésée peut

choisir la voie criminelle pour réclamer des dommages-intérêts, en joignant son action civile à l'action publique, c'est parce qu'elle peut « se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats », que le législateur lui a donné certains droits dans l'instruction. Mais ces droits ne lui sont donnés que si elle s'est constituée partie civile, et seulement pour ses intérêts pécuniaires. En France, la partie lésée n'a plus aucun droit dans l'instruction de l'infraction dont elle a été victime, au point de vue exclusivement pénal : le législateur ne la connaît pas.

Telle est l'idée générale qui se dégage des articles ayant trait aux droits qu'a la partie civile durant l'instruction préparatoire. Cette idée nous guidera pour résoudre plusieurs questions que nous aurons bientôt à examiner.

Tout en reconnaissant que le ministère public était le maître de l'action publique, nous avons admis à cette règle cette restriction importante, que le ministère public ne peut pas arrêter des poursuites commencées par le juge d'instruction. Lorsque celui-ci a été saisi du droit d'instruire, par une constitution de partie civile, l'affaire doit aller jusqu'au bout, et se terminer par une décision régulière. Le ministère public peut évidemment prendre des réquisitions, à fin de non-lieu, auprès du juge d'instruction. Mais celui-ci ne se dessaisira pas pour cela ; il devra statuer sur les résultats de son instruction (1). La partie civile est donc sûre que sa demande

1. Même solution si le juge est saisi par les réquisitions directes du Procureur de la République.

en dommages-intérêts, liée à l'action publique, ne dépendra pas de la seule volonté du magistrat de poursuite. Et même si le juge d'instruction rendait une ordonnance de non-lieu, la partie civile pourrait, comme nous le dirons plus loin, faire opposition à cette ordonnance au nom de ses intérêts civils. En cas de rejet de son opposition, la voie des tribunaux civils lui resterait toujours ouverte.

Voilà donc une première garantie pour la partie civile : elle consiste dans l'impossibilité, pour le ministère public, d'arrêter des poursuites commencées.

Cette règle a d'ailleurs été édictée bien moins dans l'intérêt de la partie civile, qu'en raison de la crainte qu'a eue le législateur que le ministère public n'obéît à des considérations étrangères à l'affaire, survenues au cours de l'instruction. Mais, par une heureuse coïncidence, la partie civile bénéficie de cette disposition dans une large mesure.

La disposition de l'article 539 du Code d'instruction criminelle n'a pas été davantage établie dans l'intérêt exclusif de la partie civile ; mais elle lui donne cependant un droit assez important, en ce qui concerne la compétence du juge d'instruction. Les règles de compétence, en matière criminelle, sont évidemment fondées sur un intérêt général ; elles sont d'ordre public ; par suite, l'exception d'incompétence peut être soulevée en tout état de cause, aussi bien par la partie civile que par le ministère public ou l'inculpé, soit parce que l'affaire ne rentre pas, en raison de sa nature, dans les attributions du juge d'instruction, soit parce qu'en raison de sa qualité, l'inculpé est justiciable d'une autre

juridiction, soit parce que le magistrat instructeur n'est ni le juge du lieu de l'infraction, ni celui de la résidence de l'inculpé, ni celui du lieu de l'arrestation. En pareil cas, c'est-à-dire si elle estime qu'il est de son intérêt de ne pas laisser l'instruction aux mains d'un juge incompetent, la partie civile pourra soulever l'exception d'incompétence ; le juge d'instruction devra statuer par une ordonnance qui sera, ainsi que nous allons le voir, communiquée à la partie civile, par les soins du procureur de la République. Et celle-ci, lorsque l'ordonnance maintiendra la compétence, pourra y faire opposition devant la chambre des mises en accusation, et même, le cas échéant, se pourvoir en cassation contre la décision de la Cour d'appel, Chambre des mises en accusation.

De plus, si la partie civile pouvait invoquer un motif de suspicion légitime contre le juge d'instruction saisi, elle pourrait, en qualité de partie intéressée au procès pénal, demander le renvoi de l'affaire à un autre juge d'instruction (art. 542, C. I. Cr.). En pratique ces dernières hypothèses se présenteront rarement.

Supposons qu'une instruction, normalement et valablement commencée, soit en cours ; quel rôle va y jouer la partie civile ?

Nous avons déjà formulé cette idée générale que la partie civile n'a ici qu'un droit de surveillance très restreint sur les divers actes du juge d'instruction, et l'unique but qu'elle peut poursuivre est d'empêcher que celui-ci ne porte atteinte à ses intérêts civils ; mais elle

ne partage point, avec le ministère public, l'action publique.

La partie civile peut d'abord, pour éclairer la religion du juge d'instruction, indiquer à celui-ci les témoins qu'elle estime être capables de faire la lumière sur la culpabilité de l'inculpé (1). Mais le juge n'est pas forcé de déférer à sa demande, de tenir compte de ses indications ; et la partie civile n'a aucun recours contre le refus du juge d'entendre les témoins ainsi désignés.

Les témoins sont en effet cités à la requête du procureur de la République et non de la partie civile, à la différence de ce qui se passait sous la période intermédiaire ; ce droit de citation rentre dans les modes d'exercice de l'action publique auquel la partie civile ne contribue pas.

Mais celle-ci peut-elle être entendue comme témoin ?

Il est tout d'abord certain qu'elle peut être entendue à titre de simple renseignement par le juge d'instruction. Mais peut-elle être régulièrement citée par le procureur de la République, et déposer après avoir prêté serment ? Le Code d'instruction criminelle est muet sur cette question ; il faut donc la résoudre à l'aide des principes.

On pourrait estimer ici que cette règle que nul n'est témoin dans sa propre cause, empêcherait la partie civile de venir déposer, en tant que témoin et comme toute autre personne, chez le juge d'instruction. Mais la partie civile n'est pas, au point de vue pénal, l'adversaire de l'inculpé, puisqu'elle n'exerce pas l'action pu-

1. Article 71 du Code d'instruction criminelle.

blique. Ici le véritable adversaire de l'inculpé est le procureur de la République. La partie civile pourrait donc, selon nous, être citée, et venir déposer en qualité de témoin chez le juge d'instruction. Et l'on peut ajouter que cette solution est d'un intérêt pratique considérable ; car, souvent, il n'y aura pas eu de témoins de l'infraction autres que la victime du délit elle-même.

En tout cas, ni la partie civile, ni le procureur de la République d'après l'opinion la plus générale, n'assistent aux dépositions des témoins ou à l'interrogatoire de l'inculpé, l'instruction devant, aujourd'hui encore, rester secrète à ce point de vue.

Mais le procureur de la République peut se tenir au courant des opérations de l'instruction en demandant au juge, à tout moment de l'instruction, communication du dossier, tandis que la partie civile ne le peut pas ; il y a là, dit-on, pour le Parquet, une faculté qui découle de l'exercice de l'action publique.

Comme corollaire de ce droit de prendre à tout moment communication de la procédure, le Procureur de la République peut présenter des réquisitions au juge, afin de demander telle mesure d'instruction, telle expertise, telle descente sur les lieux...

En ce qui concerne la partie civile, on lui accorde généralement le droit de présenter un mémoire au juge d'instruction pour l'inviter à diriger ses recherches de tel ou tel côté. On déduit ce droit de la faculté accordée à la partie civile par l'article 217, paragraphe 2, du Code d'instruction criminelle, de présenter un mémoire à la Chambre d'accusation.

On peut faire remarquer cependant que les deux situations ne sont pas absolument identiques. La Chambre d'accusation a pu être saisie, en effet, par suite d'une opposition faite par la partie civile à une ordonnance du juge d'instruction, par exemple à une ordonnance de non-lieu.

Or, à la Chambre d'accusation, l'audience est secrète ; la partie civile ne peut y être entendue oralement, plaider sa cause. Il faut donc, de toute nécessité, lui donner le moyen d'exposer les raisons qui ont motivé son opposition.

Ici, au cours de l'instruction préparatoire, la situation n'est pas absolument la même. D'ailleurs, puisque la partie civile est tenue à l'écart des opérations de l'instruction, de par la volonté du législateur, comment pourrait-elle demander au juge de faire un acte d'instruction qu'il a peut être déjà fait sans qu'elle en ait eu connaissance ? Très différente est la situation du ministère public qui a demandé la communication du dossier ; et c'est pourquoi la loi lui donne le droit de prendre des réquisitions auprès du juge chargé de l'instruction, notamment pour lui signaler les lacunes que présenterait celle-ci.

Mais si, en fait, le juge d'instruction avait communiqué sa procédure, ou une partie de sa procédure, à la partie civile, ce ne serait pas là un cas de nullité : « Si, dit Faustin-Hélie (1), l'on ne trouve dans les textes aucun droit formel d'exiger la communication des pièces dans le cours de l'information, on n'y voit non

1. Voir sur ce point : Cass., 6 janvier 1893. *Gaz. Pal.*, 93. 460.

plus aucune prohibition de faire une telle communication ».

Signalons cependant une exception à la règle que nous venons de poser, à savoir que les opérations de l'instruction doivent rester secrètes pour la partie civile.

Cette exception est relative à la mise en liberté provisoire de l'inculpé.

On sait que l'inculpé détenu peut être relaxé au cours de l'instruction, soit par la main-levée d'un mandat de dépôt ou d'arrêt, précédemment décerné contre lui par le juge d'instruction, soit par une mise en liberté provisoire.

Tout d'abord le juge d'instruction peut, « sur les conclusions conformes du procureur de la République, et quelle que soit la nature de l'infraction, donner main-levée de tout mandat de dépôt ou d'arrêt, à la charge par l'inculpé de se représenter à tous les actes de la procédure, et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis. » (nouv. art. 94, C. I. Cr.). Et l'article ajoute : « L'ordonnance ne pourra être attaquée par voie d'opposition ». Ce dernier point vise la partie civile. Il ne peut être question, en effet, d'opposition de la part du ministère public, puisque ce fait que ses conclusions doivent être conformes est une condition indispensable de la main-levée du mandat. Mais la partie civile reste complètement en dehors de cette opération de l'instruction ; le juge qui veut donner main-levée de son mandat doit prendre l'avis du procureur de la République, sans avoir, en aucune façon,

à consulter la partie civile ; et celle-ci n'a aucun droit pour s'opposer à la main-levée du mandat, une fois qu'elle est accordée par le juge.

Il n'en est pas de même quand c'est la mise en liberté provisoire qui résulte d'une ordonnance du juge d'instruction. On sait que, lorsqu'il s'agit seulement d'un délit correctionnel, cette mise en liberté provisoire est de droit pour l'inculpé si le maximum de la peine prononcée par la loi, pour réprimer le délit dont il s'agit, est inférieur à deux années d'emprisonnement, et si le prévenu est, d'une part, domicilié, et, d'autre part, n'a pas subi antérieurement une condamnation pour crime ou pour délit correctionnel ayant entraîné une peine de plus d'un an d'emprisonnement (article 113, paragraphe 2, C. I. Cr.).

Dans ce cas, il est bien évident que ni le ministère public, ni, à fortiori, la partie civile, ne peuvent empêcher cette mise en liberté : elle est de droit pour l'inculpé.

Quand il s'agit d'un crime, ou si, s'agissant d'un délit, on ne se trouve pas dans les conditions ci-dessus, il en est tout autrement, et la mise en liberté provisoire, demandée par l'inculpé, se présente alors comme une sorte de procès incident, auquel la partie civile et le ministère public sont appelés à intervenir.

L'article 118 du Code d'instruction criminelle prescrit en effet que la demande de mise en liberté provisoire de l'inculpé sera notifiée, non seulement au ministère public, mais encore à la partie civile à son domicile, ou à celui qu'elle aura élu : « La partie civile pourra, dans le délai de vingt quatre heures, à partir du jour

de la notification, présenter des observations écrites. »

La mise en liberté provisoire est un acte d'instruction particulièrement grave, et que le législateur s'est toujours efforcé de réglementer avec le plus grand soin. La partie civile a peut-être lieu de craindre que l'inculpé, une fois mis en liberté, ne prenne la fuite, auquel cas elle verrait diminuer son espoir d'obtenir le paiement des dommages-intérêts qui pourraient lui être accordés ; elle doit donc être consultée.

Rappelons que ce n'est pas dans l'intérêt de l'action publique qu'elle jouera ici un rôle, que c'est seulement dans l'intérêt de son action civile.

Le juge, après avoir reçu les observations du ministère public et de la partie civile, pourra rendre une ordonnance de mise en liberté provisoire, s'il le juge convenable. Et la partie civile ou le procureur de la République pourront y faire « opposition », dans les termes de l'article 135 du Code d'instruction criminelle ; nous examinerons ultérieurement cette voie de recours.

Mais à quelles conditions le juge pourra-t-il, en matière de crimes, accorder la liberté provisoire ?

L'inculpé doit d'abord prendre l'engagement de se représenter à toute réquisition ; il doit ensuite, par acte au greffe, élire domicile dans l'arrondissement où siège le tribunal dont fait partie le juge d'instruction, afin qu'on sache où le trouver pour lui enjoindre de se présenter à nouveau. Enfin il doit, si le juge l'exige, fournir un cautionnement.

Le législateur s'est d'ailleurs montré, depuis 1808, de moins en moins exigeant relativement au montant de ce cautionnement.

Sous le Code d'instruction criminelle, c'était la Chambre du conseil qui fixait ce cautionnement ; mais il ne pouvait être inférieur à cinq cents francs ; en 1848, la nécessité de ne pas descendre au-dessous du minimum de cinq cents francs disparut ; et enfin la loi du 14 juillet 1865 permit au juge de dispenser l'inculpé de tout cautionnement, ou de se contenter de l'engagement d'une personne solvable.

Ce cautionnement nous apparaît surtout comme une clause pénale, accessoire à l'espèce d'accord formé entre l'inculpé et le juge d'instruction, accord par lequel le premier s'engage à se présenter à toute réquisition qui lui serait faite. La loi substitue ainsi une sûreté à une autre, le cautionnement à la détention préventive, et change le gage de la justice.

Le but de ce cautionnement est double. Une partie est acquise à l'Etat, si l'inculpé ne se représente pas à tous les actes de la procédure. Une autre partie garantit les frais avancés par la partie publique, et le paiement des amendes auxquelles, par la suite, l'inculpé pourrait être condamné.

Cela posé, on peut se demander si les dommages-intérêts qui pourraient être ultérieurement accordés à la partie civile ne seraient pas garantis, eux aussi, par ce cautionnement.

Sous le Code d'instruction criminelle, il en était ainsi. La Chambre du conseil, compétente pour accorder la liberté provisoire, et chargée de fixer le cautionnement, devait l'évaluer au double de l'amende qui pouvait éventuellement être prononcée contre l'inculpé, s'il était reconnu coupable, et au triple des dommages-intérêts.

Quant à ces derniers, la Chambre du conseil faisait une évaluation approximative des dommages-intérêts qui pouvaient être dus à la partie civile et portait au triple la somme ainsi fixée.

En 1865, lors de la discussion de la loi du 14 juillet, on décida de supprimer cette affectation du cautionnement aux dommages-intérêts qui pouvaient être dus.

On fit remarquer d'abord que le résultat du système qui vient d'être exposé était de faire monter considérablement le chiffre de ce cautionnement ; et comme on voulait faire une loi libérale rendant plus facile l'obtention de la liberté provisoire, il fallait ne plus calculer le cautionnement en prenant en considération le chiffre des dommages-intérêts possibles. De plus, on estima que le juge d'instruction était mal placé pour faire, aux lieu et place de la Chambre du conseil supprimée depuis 1856, une évaluation même provisoire et approximative des dommages-intérêts dus à la partie civile ; qu'il s'écarterait en cela de sa mission, qui était uniquement d'instruire sur le délit, et que la loi ne devait pas compliquer cette mission en le chargeant de se préoccuper des intérêts civils de la victime. Cette évaluation rentrerait dans la mission des juridictions de jugement en vertu de l'article 3 du Code d'instruction criminelle ; le magistrat instructeur n'avait, en somme, qu'à enregistrer la constitution de partie civile. Enfin, on fit observer que, au cours de l'instruction, la partie civile n'avait encore aucun droit acquis et certain à des dommages-intérêts. Le fait de préjuger cette question, d'en faire peut-être un obstacle à la mise en liberté de l'inculpé, puisque le résultat aurait été de faire monter le chiffre de ce

cautionnement au point que l'inculpé aurait été incapable de le payer, était une injustice grave à l'égard de ce dernier quand il était pauvre ; et cette injustice devait être évitée.

En législation pure, ces raisons nous semblent très discutables. Tous les jours, les tribunaux font des évaluations provisoires, qui font ensuite, s'il y a lieu, l'objet d'une rectification. De plus, si la créance de la victime n'existe pas encore avec une netteté parfaite, la cause de cette créance existe à ce moment. Et enfin, la situation de la victime est déjà assez défavorable pour qu'on ne cherche pas à la rendre encore plus mauvaise en lui enlevant toute garantie.

Dans un contrat, en effet, le créancier choisit son débiteur. Ici, la victime créancière n'a pas choisi son débiteur ; elle l'a subi ; et il faut avouer que, bien souvent, son droit à des dommages-intérêts restera dans le domaine de la théorie pure, par suite de l'insolvabilité de l'auteur de l'infraction. On avait ici un moyen de protéger très efficacement les intérêts civils de la victime ; il est peut-être regrettable que notre législateur de 1863 l'ait laissé de côté.

Les tribunaux se sont prononcés dans le sens qu'on avait indiqué en 1863, et, au point de vue du droit positif, ils ont assurément bien jugé (1).

Mais il est certain que, s'il restait un excédent sur le cautionnement, une fois payés les frais et les amendes, le reliquat pourrait être attribué à la partie civile, et tenir lieu d'un premier acompte sur ses dommages-

1. Amiens, 19 août 1876, S. 1877. 2. 97.

intérêts ; elle aurait, en conséquence, le droit d'opérer une saisie-arrêt sur ce reliquat.

Nous arrivons maintenant à l'étude du droit le plus important que notre Code ait donné à la partie civile : le droit de recevoir notification des ordonnances rendues par le juge d'instruction, et d'y faire opposition.

Nous l'avons dit, la partie civile n'est pas tenue au courant des diverses opérations du juge d'instruction.

Mais ces opérations ne doivent pas être confondues avec les actes beaucoup plus importants que fait le magistrat instructeur, lorsqu'il statue en tant que juridiction d'instruction depuis la loi du 17 juillet 1856, c'est-à-dire lorsqu'il termine, par des ordonnances de non-lieu ou de renvoi, les diverses opérations de son instruction.

Ces ordonnances peuvent porter une grave atteinte aux intérêts pécuniaires de la partie civile, par exemple si le juge rend une ordonnance de non-lieu. Il est donc de toute nécessité de communiquer à la partie civile ces ordonnances, et de lui permettre d'y contredire.

Mais afin de pouvoir faire une étude d'ensemble de « l'opposition » de la partie civile, voie de recours dont la connaissance appartient à la Chambre des mises en accusation, nous reportons nos explications sur ce point à la section qui suit, où nous allons étudier le rôle de la partie lésée devant la Chambre des mises en accusation.

SECTION II

Droits de la partie civile devant la Chambre des mises en accusation.

La Chambre des mises en accusation, section de la Cour d'appel, est appelée à jouer deux rôles bien différents.

D'abord, elle est juge des oppositions formées contre les ordonnances du juge d'instruction, et émanant soit du ministère public, soit de la partie civile.

Elle est, en second lieu, juridiction d'instruction du deuxième degré. Si le magistrat instructeur du premier degré estime que l'infraction qui lui est soumise est de nature à être punie de peines criminelles, son ordonnance de renvoi est impuissante à saisir la Cour d'assises. Le dossier doit passer préalablement par la Chambre des mises en accusation qui, si elle estime, elle aussi, qu'il y a crime, rendra un arrêt de renvoi portant l'affaire devant la juridiction de jugement, la Cour d'assises. S'il n'y a pas crime, d'après la Chambre des mises en accusation, c'est-à-dire si cette chambre estime que le juge d'instruction s'est trompé, elle renverra devant les juridictions répressives inférieures, ou même, au cas de charges insuffisantes, admis par elle, rendra un arrêt de non-lieu.

Le rôle de la partie civile est absolument le même dans les deux cas dans lesquels la Chambre d'accusation est appelée à statuer.

Supposons donc que la partie civile veuille faire opposition à une ordonnance du juge d'instruction, et étudions la manière dont va s'exercer son droit d'opposition, ainsi que la situation qui lui est faite par notre législation devant la Chambre d'accusation.

Ce que nous dirons pour cette hypothèse s'appliquera également au cas où la Chambre d'accusation statue comme juridiction d'instruction du second degré.

Depuis 1856, la situation et le rôle du juge d'instruction ont été considérablement modifiés. Il est d'abord magistrat instructeur, juge chargé, après avoir reconnu qu'il est compétent pour instruire, de faire des recherches en vue de prouver l'infraction, et de démontrer la culpabilité d'un inculpé ; à ce titre, il lance des mandats, fait des descentes sur les lieux, ordonne des expertises, interroge l'accusé et les témoins. De plus, une fois ces opérations terminées, et lorsqu'il se croit suffisamment éclairé, il rend une ordonnance de clôture de l'instruction, ordonnance de non-lieu s'il pense qu'il n'y a pas lieu à suivre, de renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police, s'il estime qu'il y a délit correctionnel ou simple contravention, ou enfin ordonnance de transmission à la Chambre des mises en accusation, s'il estime qu'il y a crime.

Le juge d'instruction statue alors comme juridiction d'instruction du premier degré.

Ce rôle très important lui a été dévolu par la loi du 17 juillet 1856 ; le Code de 1808 avait en effet confié cette attribution à la Chambre du conseil, le juge d'instruction n'ayant alors que le rôle de magistrat instructeur.

Le législateur a, avec raison, consacré le droit d'attaquer la décision, quelle qu'elle soit, que prend le juge d'instruction.

L'article 135 règle la matière en ces termes : « Le Procureur impérial pourra former opposition, dans tous les cas, aux ordonnances du juge d'instruction. La partie civile pourra former opposition aux ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 114, 128, 129, 131 et 539 du présent Code, et à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils.

« Le prévenu ne pourra former opposition qu'aux ordonnances rendues en vertu de l'article 114 et dans les cas prévus par l'article 539... ».

Ce texte proclame donc le droit général d'attaquer les ordonnances du juge d'instruction par une voie de recours qu'il appelle « opposition ». Cette expression n'est pas à l'abri de toute critique ; car, dans la langue juridique, l'opposition est la voie de recours qui frappe les jugements par défaut, et ici il n'y a point défaut ; l'expression d'« appel » eût donc été meilleure. Cette remarque une fois faite, nous emploierons cette expression : « opposition », consacrée par les textes et aussi par l'usage.

On peut faire observer tout d'abord que l'opposition est la seule voie de recours possible ici, et que le recours en cassation ne pourrait être tenté, parce qu'il ne s'agit pas d'attaquer une décision en dernier ressort.

Telle que nous venons de la présenter, la rédaction de l'article 135 a été l'œuvre de la loi du 17 juillet 1856. Le texte du Code de 1808 était le suivant : « Lorsque la

mise en liberté des prévenus sera ordonnée, conformément aux articles 128, 129 et 131, le Procureur impérial ou la partie civile pourra s'opposer à leur élargissement ».

Le nouvel article 133 donne le droit d'opposition à quatre personnes : le procureur de la République, le Procureur général, la partie civile et le prévenu, mais dans une mesure plus ou moins large.

« Nous avons, disait l'exposé des motifs de la loi du 17 juillet 1836, proclamé le droit absolu d'opposition de la partie publique ; nous avons contenu dans de justes limites celui de la partie civile ; nous avons restreint, aux deux seuls cas où il soit possible de l'admettre, celui des prévenus ».

En ce qui concerne l'inculpé, l'opposition n'est possible qu'en matière de liberté provisoire ou d'incompétence. Quand l'inculpé a présenté au juge une requête à fin de mise en liberté provisoire, le juge doit répondre par une ordonnance. Et s'il refuse de faire droit à cette requête, l'article 119 du Code d'instruction criminelle permet à l'accusé de faire opposition à l'ordonnance du magistrat instructeur. De même si l'accusé prétend que le juge est incompetent, et demande que celui-ci abandonne l'instruction, ce juge, s'il estime qu'il est régulièrement saisi, doit aussi rendre une ordonnance à laquelle l'inculpé peut faire opposition. Hors ces deux cas, l'inculpé ne peut faire opposition aux ordonnances du juge d'instruction.

Quant au Procureur de la République, au Procureur général et à la partie civile, il en va tout autrement.

Lorsque le juge d'instruction va rendre son ordon-

nance, il doit communiquer la procédure au procureur de la République, qui est tenu de lui adresser ses réquisitions dans les trois jours au plus tard (art. 127), mais qui n'a qu'un délai de vingt-quatre heures, à compter du jour de l'ordonnance, pour faire opposition contre celle-ci devant la Chambre des mises en accusation. Il peut faire opposition à toutes les ordonnances du juge, sauf bien entendu à celles qui sont, au cas de crime, transmises obligatoirement à la Chambre d'accusation.

Comme l'observe très justement M. Faustin-Hélie, le législateur a voulu que toutes les ordonnances du juge d'instruction pussent être soumises à la Chambre des mises en accusation, soit sur une opposition, soit de plein droit.

Quant au Procureur général, il a un délai de dix jours à compter de l'ordonnance pour faire opposition (article 135, *in fine*). Ce droit s'exercera dans le cas où le procureur de la République n'aura pas fait opposition, et où cependant le Procureur général estime que ce recours était nécessaire.

Quels sont maintenant les droits de la partie lésée ?

Tout d'abord, nous le savons, si elle ne s'est pas constituée partie civile, elle n'a aucun droit (1).

Nous avons déjà vu, en effet, que notre législation ne donne au simple plaignant aucun droit dans l'instruction.

Au contraire, si la victime s'est constituée partie civile, l'article 135 reçoit son application ; elle a le droit de

1. Douai, 17 août 1874, S., 76. 2. 83. Cass., 17 août 1878, D. P. 80. 1. 478.

recevoir notification de l'ordonnance, et d'y faire opposition dans les vingt quatre heures de la signification de celle-ci. Mais encore faut-il, pour qu'il en soit ainsi, que cette constitution de partie civile soit intervenue antérieurement à l'ordonnance du juge. La partie lésée ne pourrait donc pas, dans les vingt quatre heures de l'ordonnance, se constituer partie civile et faire opposition immédiatement après. La jurisprudence, avant 1836, s'était déjà prononcée en ce sens (1).

L'article 167 du Code d'instruction criminelle permet bien, il est vrai, de se constituer partie civile en tout état de cause. Mais si une ordonnance de non-lieu est rendue, le juge d'instruction se trouve aussitôt, on le sait, dessaisi. Il n'y a donc plus « état de cause » et la victime ne peut plus se constituer partie civile.

Supposons donc que le plaignant se soit constitué partie civile antérieurement à l'ordonnance du magistrat instructeur, et examinons ses droits.

Le procureur de la République est d'abord tenu de lui notifier la décision du juge d'instruction ; pour que la partie civile puisse attaquer cette décision, en soutenant qu'elle fait grief à ses intérêts civils, il faut évidemment qu'elle en ait eu connaissance d'une manière légale. Aussi, une notification doit-elle avoir lieu dans le délai de vingt quatre heures, à partir de l'ordonnance ; cette notification fait courir un nouveau délai de vingt quatre heures pendant lequel l'opposition de la partie civile est recevable.

1. Metz, 24 janvier 1832, J. P. t. XXIV, p. 845.

Si le procureur de la République ne faisait pas sa signification dans le délai exigé par l'article 133, il ne devrait en résulter aucun préjudice pour la partie civile. Celle-ci aurait toujours vingt quatre heures pour faire son opposition, à quelque moment que se placerait la notification. C'est la solution qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation, aux termes duquel « le délai d'opposition à l'ordonnance de la Chambre du conseil court, à l'égard de la partie civile qui réside ou qui a élu domicile dans le ressort du tribunal saisi, à dater de la notification de cette ordonnance, et non à partir du jour où elle a été rendue » (1).

D'ailleurs, et en nous plaçant au point de vue des intérêts très respectables de l'inculpé, il y a pour le ministère public une véritable obligation morale de faire, dans le délai de vingt-quatre heures, à la partie civile, la signification de l'ordonnance ; car tout retard dans cette signification pourrait avoir pour résultat de prolonger illégalement la détention préventive de l'inculpé.

La signification doit être faite au domicile réel de la partie civile, s'il est situé dans l'arrondissement où siège le tribunal auquel appartient le juge d'instruction. Sinon, elle est faite au domicile qu'a dû, dans cet arrondissement, élire la partie lésée au moment de sa constitution de partie civile.

Au cas où la partie civile n'a qu'une simple résidence dans l'arrondissement, on peut se demander si elle est obligée, dans sa constitution de partie civile, d'élire un

1. Cass., 16 mars 1849, D. P., 49. 1. 137. Cass., 8 février 1853, D. P., 53. 1. 90.

domicile fictif, ou si sa résidence suffit pour que la signification de l'ordonnance du juge puisse lui être valablement faite à cet endroit.

La Cour de cassation a décidé (1) que la simple résidence, comme l'existence d'un domicile réel, dispense de la nécessité d'élire domicile dans l'arrondissement, pour avoir droit à la notification. Cela paraît résulter des termes mêmes de l'article 68 du Code d'instruction criminelle, qui porte que « toute partie qui ne *demeurera* pas dans l'arrondissement... sera tenue d'y élire domicile ».

A compter de cette notification, la partie civile a, avons-nous dit, un délai de vingt quatre heures pour faire opposition à l'ordonnance (art. 135, § 3). Ce délai ne commence à courir qu'à l'expiration du jour où l'ordonnance a été signifiée. L'opposition peut donc être faite pendant toute la journée du lendemain.

Ce délai doit être observé d'une manière très stricte : une opposition formée après ce délai serait nulle. Car, par l'effet de cette opposition, la mise en liberté du prévenu va se trouver suspendue (2), au cas où l'opposition est formée contre l'ordonnance de non-lieu, ce qui est le cas général. Ce résultat est grave ; il justifie la règle qu'ici les délais doivent être observés à peine de nullité.

Si le lendemain de la signification de l'ordonnance était un jour férié, le délai de vingt quatre heures serait-il suspendu et prolongé d'un jour ? La Cour de Poitiers

1. Cass., 16 mars 1849, D. P., 49. 4. 137.

2. Cass., 22 mai 1852, *Bull.*, n° 166.

l'a décidé ainsi (1), en se fondant sur ce que la jurisprudence avait toujours décidé qu'en cas de délais très brefs (protêts, dénonciations de surenchères, etc.), les jours fériés ne comptaient pas. Nous dirions plus volontiers avec M. Faustin-Hélie que, puisque la partie civile est toujours sûre de trouver au parquet quelqu'un à qui elle puisse remettre son opposition, puisque la loi de thermidor an VI décide que les employés vaquent les jours de fête, sauf le cas de nécessité et pour l'expédition des affaires criminelles, le délai de vingt-quatre heures ne doit pas être suspendu. Au cas de non-lieu, la mise en liberté pourrait, avec l'autre solution, se trouver retardée.

Lorsque la partie civile n'a, dans l'arrondissement, ni domicile réel, ni domicile élu, aucune signification ne doit évidemment lui être faite. Mais alors faut-il lui refuser tout droit de faire opposition ?

Nous ne le croyons pas. L'article 135, § 1, donne à la partie lésée un droit général d'opposition. Puis, dans le § 3, il le forclot lorsqu'un délai de vingt quatre heures s'est écoulé après la signification de l'ordonnance. Mais cela n'enlève pas à la partie civile la faculté d'user de son droit d'opposition, même avant la signification de l'ordonnance, si elle en a eu connaissance autrement que par cette signification ; elle tient ce droit du § 1 de l'article 135. Par suite, dans notre hypothèse, l'opposition de la partie civile serait possible.

Seulement comme, aux termes de l'article 68, « à

1. Poitiers, 29 décembre 1854, D. P. 53. 2. 287.

défaut d'élection de domicile, elle (la partie civile) ne peut pas opposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi », le délai de forclusion courra à dater de l'ordonnance même, et non du dernier moment où la signification aurait pu avoir lieu.

C'est la solution de la jurisprudence : « Faute pour la partie civile, dit la Cour de cassation, d'avoir formulé cette élection de domicile, non seulement ladite partie civile n'a point droit à cette signification, mais la décision par laquelle la Chambre du Conseil a statué sur la prévention, conformément aux articles 128, 129, 130 et 131, acquiert, de plein droit, à son égard, comme envers le ministère public, l'autorité de la chose jugée, s'il n'y est formé opposition dans les vingt quatre heures à compter du jour où elle a été rendue (1) ».

De même, si la partie lésée, ayant un domicile réel dans l'arrondissement au moment de sa constitution de partie civile, en changeait au cours de l'instruction, le ministère public ferait valablement sa signification à l'ancien domicile, et la partie civile ne pourrait se plaindre de ne pas avoir été touchée par la signification. Le délai de forclusion de vingt-quatre heures courrait à partir de cette signification, en fait inefficace (2).

Telles sont les conditions, notamment au point de vue des délais, dans lesquelles doit s'exercer ce droit d'opposition de la partie civile pour produire son effet, qui est de saisir la Chambre des mises en accusation du recours contre l'ordonnance statuant sur la prévention.

1. Cass., 16 mars 1849, *Bull.*, n° 58.

2. Cass., 6 juin 1833, *J. P.*, t. XXV, p. 542.

Examinons maintenant dans quelles formes la partie civile doit faire opposition.

Le législateur ne s'est pas expliqué sur cette question, aussi bien en ce qui concerne le ministère public que la partie civile.

Comme il s'agit là, au fond, d'un véritable appel, il y a lieu d'induire de ce silence qu'il a voulu s'en référer aux règles ordinaires de l'appel en matière pénale. La partie civile formera donc son opposition par une déclaration au greffe du tribunal auquel appartient le juge d'instruction ayant rendu l'ordonnance. Cette déclaration, reçue par le greffier, est un acte authentique au moyen duquel le prévenu peut s'assurer aisément que l'opposition a été faite dans le délai rigoureux de vingt-quatre heures que nous avons précisé plus haut (1). D'ailleurs, une simple signification au greffier ne remplacerait pas cette déclaration, car le greffier ne représente, vis-à-vis de la partie civile, ni le ministère public, ni le prévenu (2).

Il est, en tous cas, inutile que cette opposition soit notifiée au procureur de la République et au prévenu ; cette notification n'est pas exigée en matière d'appel, et il faut ici, avons-nous dit, appliquer toutes les règles de l'appel (3).

La déclaration d'opposition doit, à peine de nullité, contenir la date à laquelle elle est faite ; la date est en effet, ici, un élément indispensable, puisqu'à peine de nullité l'opposition doit avoir lieu dans un délai déter-

1. Cass., 18 juillet 1833, S., 1833. 1. 595.

2. Lyon, 30 avril 1830, S., 30 2. 213.

3. Cass., 8 février 1855, D. P. 55 1. 90.

miné. C'est par application de ces idées que l'on a pu soutenir, et exactement suivant nous, qu'une double signification au prévenu et au ministère public pourrait remplacer, dans la formation de l'opposition, la déclaration au greffe, l'exploit d'huissier étant un acte authentique qui fait preuve de sa date jusqu'à inscription de faux.

Une opposition faite par une simple notification au parquet du procureur de la République, serait-elle valable ? La Cour de cassation l'a ainsi décidé (1), parce que l'article 135 n'a pas fixé les formes de l'opposition, qu'il n'y a pas lieu de créer des déchéances, et que le prévenu peut venir aussi bien au parquet qu'au greffe prendre connaissance de l'opposition de la partie civile. Nous croyons plus volontiers que ce mode d'opposition ne doit pas être admis, le greffe étant le seul dépôt légal des actes judiciaires, et l'article 203 ne parlant que du greffe, lorsqu'il indique les formes de l'appel.

Nous connaissons maintenant la forme que doit revêtir l'opposition de la partie civile ; quel en est l'effet ?

L'effet de l'opposition est de saisir la Chambre des mises en accusation du droit d'examiner : ou bien si une ordonnance statuant sur la compétence a été valablement rendue (2), ou bien si la décision contenue dans l'ordonnance finale du juge d'instruction est vraiment la conséquence juste et légitime des investigations

1. Cass., 17 août 1839, S., 1839 1. 978.

2. Voir l'arrêt de la Chambre des mises en accusation dans l'affaire Picquart contre Du Paty de Clam et Esterhazy (*Gaz. Pal.*, 98. 2. 301).

de ce magistrat, lesquelles sont consignées au dossier de l'inculpé.

La Chambre d'accusation peut alors confirmer ou infirmer l'ordonnance du juge, rendre un arrêt de non-lieu, ou un arrêt de renvoi devant le tribunal de simple police, ou de police correctionnelle, ou devant la Cour d'assises, l'arrêt de renvoi, dans ce dernier cas, étant alors accompagné forcément d'une ordonnance de prise de corps.

Il y a lieu de s'étonner de voir l'opposition de la partie civile produire des effets aussi importants. Dans le droit d'opposition qu'a la partie civile, en vertu de l'article 135, il y a une anomalie, une contradiction avec cette idée que nous avons fait précédemment ressortir, à savoir que la partie civile n'a aucun droit d'exercice de l'action publique, et ne peut venir au procès pénal que pour sauvegarder ses intérêts civils.

Supposons, en effet, une ordonnance de clôture, par exemple une ordonnance de non-lieu que le ministère public accepte et ne frappe pas d'opposition. L'action publique semble alors éteinte, et le prévenu devrait être mis en liberté immédiatement. Et cependant voici que, sur la demande de la partie civile, qui ne peut argumenter que de ses intérêts pécuniaires, l'examen des faits délictueux et la question de la culpabilité du prévenu vont se trouver soumis à une juridiction nouvelle ; et tant que celle-ci n'aura pas statué, l'inculpé restera en état de détention préventive, s'il s'y trouvait déjà précédemment. Le ministère public abandonne la poursuite, nous le supposons ; il souscrit entièrement à la décision du juge d'instruction qui estime que l'inculpé

est innocent et qu'il n'y a pas lieu, en conséquence, de continuer des poursuites ; et voilà que la partie civile relève, en fait, l'action publique (1) abandonnée, et remet tout en question !

Assurément, c'est au nom de ses intérêts civils qu'agit la partie lésée ; ce sont ses intérêts pécuniaires qu'elle invoque, mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a dans ce droit d'opposition un véritable acte d'exercice de l'action publique, puisque la juridiction de jugement compétente va peut-être être saisie, et avoir à statuer sur la culpabilité, si la Chambre d'accusation ne rend pas, à son tour, un arrêt de non-lieu.

Dans son article 135, le législateur s'est donc mis ici en contradiction formelle avec les principes généraux qui dominent le droit pénal français, et avec l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle, où il avait décidé que l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi. Les auteurs et la jurisprudence ont dû le reconnaître ; et, en 1878, la Cour de cassation disait : « L'opposition formée par la partie civile à l'ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction, conserve l'action publique, et la juridiction saisie à la suite de l'annulation de l'ordonnance doit statuer aussi bien sur l'application de la peine que sur les dommages-intérêts » (2).

Il semble qu'ici le législateur se soit quelque peu repenti d'avoir enlevé à la partie civile toute participation à l'action publique ; pendant tout le cours de

1. Cass., 2 septembre 1898, *Gaz. Pal.*, 98 2, 295

2. Cass. 29 mars 1878, S., 79. 1. 93.

l'instruction, en effet, le rôle de la partie civile s'est presque entièrement effacé derrière celui du ministère public ; au contraire, à la fin de l'instruction et en face d'une ordonnance de clôture, la loi a placé la partie civile et le ministère public sur le même rang, puisqu'il leur donne, à l'un comme à l'autre, les mêmes pouvoirs d'opposition.

Il n'est pas d'ailleurs difficile de justifier la faveur faite ainsi, à la fin de l'instruction préparatoire, à la partie civile. La partie civile a de graves intérêts pécuniaires à défendre ; elle peut choisir la voie criminelle pour réclamer la réparation du préjudice qui lui est causé. Il eût été trop rigoureux de lui fermer irrémédiablement cette voie par une décision insusceptible d'appel.

Nous estimons aussi que le législateur a établi le droit d'opposition de la partie civile, non seulement dans le propre intérêt de celle-ci, mais encore dans l'intérêt de la société elle-même.

Il semble qu'il ait eu l'intuition du système de procédure que l'Allemagne et l'Autriche devaient adopter beaucoup plus tard, et qu'il ait entrevu l'idée sur laquelle reposent ces systèmes, à savoir que la partie civile, en défendant ses intérêts privés, en agissant dans un but personnel et tout utilitaire, défend, en même temps, les intérêts de la société, et qu'on peut très efficacement se servir d'elle comme agent de répression en lui faisant, dans certaines limites, partager l'exercice de l'action publique avec le ministère public. C'est d'ailleurs ce qu'a très bien aperçu la Cour suprême en 1827 : « A la différence des articles 202 et 412, dit-elle,

qui limitent les effets des recours exercés par la partie civile à la conservation des intérêts privés, l'article 135 est absolu et n'exprime aucune restriction ; et en se reportant aux motifs du Livre I du Code, exposés par l'orateur du Gouvernement, on voit clairement que le droit d'opposition dont parle l'article 135 a été accordé à la partie civile *comme une garantie, en faveur de la société, contre les erreurs des premiers juges et l'impunité des crimes* » (1).

Il a y plus : si la partie civile, après avoir fait opposition, après avoir saisi ainsi la Chambre d'accusation, se désiste et renonce à son opposition, nous pensons que ce désistement n'aurait aucun effet, et que la Chambre d'accusation ne serait pas dessaisie. Elle devrait l'être assurément si, en formant son opposition, la partie civile était un simple particulier défendant uniquement ses intérêts privés. Mais nous concevons ici son rôle d'une manière plus large : elle devient, par le fait de son opposition, le représentant de la Société ; elle tient en main les intérêts publics ; elle exerce l'action publique. Or, quand le ministère public a saisi le juge d'instruction de l'action publique, peut-il le dessaisir à son gré par un désistement ? En aucune façon, du moins dans notre législation. Il y a, nous l'avons dit, pour la partie civile qui fait opposition, sinon identité, du moins grande ressemblance de situation, et nous estimons qu'en conséquence le désistement de la partie civile, postérieur à son opposition, ne peut arrêter la procédure portée,

1. Cass., 10 mars 1827, J. P., t. XXI, p. 238. Cass., 2 septembre 1898, *loc. cit.*

par cette opposition même, à la Chambre des mises en accusation (1).

Examinons maintenant quelle part prend la partie civile dans la procédure qui va se dérouler devant la Chambre d'accusation.

Nous allons constater ici que le législateur, qui s'était pour un instant écarté de la voie suivie jusqu'ici par lui ; qui, subitement, avait donné à la partie civile, sur l'action publique, un droit tout à fait anormal dans notre législation, revient aussitôt aux principes contraires, confie exclusivement au Procureur général le soin de la poursuite, et enlève désormais à la partie civile presque tout concours à la procédure qui tend à préparer la répression.

Nous allons voir, en effet, que s'il lui permet une certaine intervention, il lui refuse tous les moyens de faire produire à cette intervention des résultats efficaces.

Aux termes de l'article 217 du Code d'instruction criminelle, l'affaire est d'abord mise en état par le Procureur général dans les cinq jours de la réception des pièces qui lui sont, conformément à l'article 133, transmises par le procureur de la République. Et dans les cinq jours qui suivent cette mise en état, c'est-à-dire dans les dix jours de la réception des pièces, le Procureur général doit présenter son rapport. Or, dans ce délai de dix jours, aux termes de l'article 217, § 2, la partie civile (ou le prévenu) peuvent présenter un mémoire à la Chambre d'accusation. C'est le seul

1. *Contrà* : Faustin-Hélie, t. V, nos 2106 et suiv.

droit qui leur soit accordé par le législateur, et encore leur est-il donné dans des conditions d'exercice particulièrement défavorables.

En effet le délai de dix jours, accordé au procureur général pour présenter son rapport, n'est qu'un maximum à lui imposé à raison de ce fait que l'opposition maintient le prévenu en état de détention préventive s'il y était auparavant, et qu'il importe de ne pas trop prolonger cette détention.

Le procureur général peut donc présenter son rapport avant l'expiration du délai de dix jours (1); et le dépôt de ce rapport forclot la partie civile du droit de déposer son mémoire. Il faut avouer que c'est là une déchéance grave et qui, en théorie, ne se justifie guère.

De plus, il serait logique de penser que, pour faciliter la rédaction de ce mémoire, le dossier devrait être obligatoirement communiqué à la partie civile. Il n'en est rien.

Le juge d'instruction a, par exemple, rendu une ordonnance de non-lieu à laquelle la partie civile fait opposition. Elle va donc, dans son mémoire, critiquer et discuter des dépositions de témoins, des interrogatoires, des rapports d'experts, tous éléments dont elle n'aura pas, du moins en principe, connaissance textuelle.

Ce système, pour étrange qu'il puisse paraître, est cependant celui qui résulte très certainement des textes. Bien que cette question de la communication des pièces ait fait l'objet de longs débats, les auteurs et la juris-

1. Locré, t. XXV, p. 563 ; Cass. , 13 mars 1841, D. P. 1841. 1. 409 ; Cass., 12 mai 1853, *Bull.*, n° 164.

prudence ont fini par s'accorder pour refuser à la partie civile tout droit absolu d'obtenir communication du dossier.

Il résulte en effet de l'article 302 du Code d'instruction criminelle que, au cas d'inculpation de crime, la procédure doit rester secrète jusqu'après l'interrogatoire du prévenu fait par le président de la Cour d'assises. Si aujourd'hui l'article 10 de la loi du 8 décembre 1897 permet une importante dérogation à ce principe en faveur de l'inculpé, il ne faut pas oublier que nous sommes ici en face d'une disposition toute exceptionnelle, et où, par conséquent, l'interprétation restrictive est de rigueur.

En ce qui concerne la partie civile, le principe du secret de l'instruction subsiste tout entier ; on peut donc lui refuser le droit de prendre connaissance de la procédure.

Cependant, remarquons-le, on décide en général que la communication de la procédure à la partie civile peut être accordée, sans qu'il en résulte un cas de cassation ; car les articles 302 et 303 du Code d'instruction criminelle ne sont pas prescrits à peine de nullité (1).

Mais, en pratique, cette communication est loin d'être toujours faite ; en sorte que la partie civile rédige un mémoire sans connaître les opérations d'instruction qui ont éclairé le magistrat instructeur, et ont motivé son ordonnance.

Il faut donc avouer que les intérêts de la partie civile

1. Cass., 21 novembre 1892, D. P. 92. 4. 33.

devant la Chambre des mises en accusation sont bien mal protégés.

Et cependant, les conséquences de l'opposition de la partie civile peuvent être très graves pour celle-ci.

On sait que la Chambre d'accusation peut d'abord, si elle estime que la procédure est incomplète, rendre un arrêt de plus ample informé, auquel cas elle renverra le dossier à un juge d'instruction qui ouvrira sur l'affaire une deuxième instruction plus complète ; il la transmettra ensuite au procureur général qui fera son rapport au plus tard dans les dix jours de la transmission des pièces ; on rentre alors dans le droit commun.

Si la procédure est estimée suffisamment complète, la Chambre d'accusation rendra soit un arrêt de non-lieu, soit un arrêt de renvoi devant le tribunal de simple police, ou de police correctionnelle, soit un arrêt de mise en accusation devant la Cour d'assises, avec ordonnance de prise de corps.

Mais de plus, en ce qui concerne la partie civile opposante, la Chambre d'accusation est investie d'un droit très important et qui n'est pas à l'abri de toute critique ; elle peut condamner à des dommages-intérêts envers le prévenu la partie civile qui aurait fait une opposition qu'elle estime injuste. Insistons sur ce point, car il est caractéristique du système de procédure qu'a adopté le législateur pour cette période de l'instruction.

Aux termes de l'article 136 du Code d'instruction criminelle, « la partie civile qui succombera dans son opposition sera condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu ».

La partie civile, en effet, par son opposition, peut, nous le savons, faire revivre en quelque sorte l'action publique, arrêter l'effet d'une ordonnance de non-lieu du juge d'instruction en faisant maintenir l'inculpé en état de détention préventive, mais cela sous sa responsabilité à l'égard de celui-ci.

Elle pourra donc être condamnée à des dommages-intérêts, si son opposition est rejetée par la Chambre des mises en accusation, et cela, indépendamment de la responsabilité civile qu'elle pourra encourir à raison de la témérité ou de la fausseté de sa dénonciation ou de sa plainte.

C'est la Chambre des mises en accusation qui est compétente pour prononcer ces dommages-intérêts, parce que c'est à elle qu'il appartient de statuer sur l'opposition elle-même (1). Ce ne sont donc jamais les tribunaux civils qui seront compétents pour statuer sur cette question spéciale de responsabilité civile. En effet cette condamnation particulière implique une appréciation d'un acte d'une juridiction criminelle, appréciation que ne peuvent faire les tribunaux civils.

Mais une objection se présente alors tout naturellement à l'esprit. La partie civile n'est pas entendue, ni représentée devant la Chambre d'accusation. Est-il juste qu'elle puisse ainsi être condamnée dans des conditions aussi défavorables? Il est grave en effet, et très critiquable, de permettre de prononcer une condamnation contre une partie qui ne peut se défendre. Mais cette solution est conforme à l'esprit de la loi qui a voulu que la

1. Cass., 25 août 1857, *Bull.*, n° 252.

procédure devant la Chambre d'accusation restât secrète.

Autre difficulté : cette dernière juridiction pourra-t-elle statuer d'office sur les dommages-intérêts, ou devra-t-elle attendre, pour prononcer ceux-ci, les réquisitions du prévenu ?

La question a été très discutée et la jurisprudence, adoptant la solution la plus rigoureuse pour la partie civile, a fini par se fixer en ce sens que la Chambre d'accusation pouvait statuer d'office sur les dommages-intérêts.

Un arrêt de la Cour de Bourges (1) avait, il est vrai, décidé que la Chambre d'accusation ne pouvait statuer d'office ; en statuant ainsi il y aurait décision rendue *ultra petita*, et il est de principe qu'un tribunal ne peut statuer sur des demandes qui ne lui sont pas faites. D'autre part, ajoute-t-on, le ministère public, représenté au débat par le Procureur général ou son substitut, ne pourrait prendre en main les intérêts du prévenu. Il n'est pas à même en effet d'apprécier le dommage causé au prévenu par l'opposition de la partie civile. Cet arrêt de la Cour de Bourges décidait, en conséquence, que la Chambre d'accusation ne devait pas se prononcer sur la question de dommages-intérêts, à moins d'une demande spéciale formée par le prévenu, et introduite sous forme de requête ou de conclusions signifiées préalablement à la partie civile.

Nous croyons plutôt que l'article 136 déroge aux principes généraux et que la Chambre d'accusation peut, et

1. Bourges, 9 juin 1870, D. P. 71. 2. 59. Dans le même sens, voyez Legraverend, t. III, ch. 10, p. 401, et Bourguignon, t. 4, p. 310.

même doit, dans notre législation actuelle, statuer d'office sur les dommages-intérêts, au cas de rejet de l'opposition de la partie civile (1).

Le texte même de l'article 136 est très explicite à cet égard : « La partie civile qui succombera dans son opposition, dit-il, *sera condamnée* à des dommages-intérêts envers le prévenu ».

C'est donc une obligation pour la Chambre d'accusation de statuer toujours et d'office sur la question des dommages-intérêts.

D'ailleurs l'article 436 qui veut que la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi de la partie civile, condamne celle-ci, si elle succombe dans son recours, à une indemnité de cent cinquante francs, au profit de la partie acquittée, permet également à cette juridiction de statuer d'office.

Il n'y a donc rien de très anormal ici dans la solution de l'article 136, bien que cette solution constitue, avec celle de l'article 436, une dérogation aux principes généraux.

SECTION III

Droits de la Partie civile devant la Cour de Cassation.

Nous venons de voir quel est le rôle, d'ailleurs très effacé, que joue la partie civile devant la Chambre des mises en accusation. Demandons-nous maintenant si, à

1. Limoges, 2 mai 1842. S. 1842. 2. 517 ; Carnot, *Instruction criminelle*, t. I, p. 542 ; Mangin, *instruction écrite*, t. II, p. 107 ; Faustin-Hélie, t. V, n° 2121.

l'égard de la partie civile, l'arrêt de la Chambre d'accusation est définitif, c'est-à-dire si la partie civile n'aurait pas, contre cet arrêt, le droit de former un pourvoi en cassation.

D'abord, et à la différence des ordonnances du juge d'instruction, les arrêts de la Chambre d'accusation sont susceptibles d'être attaqués par la voie de la cassation parce qu'ils sont, eux, en dernier ressort ; encore faut-il qu'il s'agisse d'arrêts rendus sur le fond ; un arrêt préparatoire, rendu par exemple pour ordonner, soit l'apport de certaines pièces, soit un supplément d'instruction, ne serait évidemment pas attaquable par la voie de la cassation.

D'après les principes généraux, pour se pourvoir en cassation, il faut y avoir intérêt et avoir été partie dans l'instance à la suite de laquelle a été rendue la décision en dernier ressort qui fait l'objet du pourvoi. Le ministère public et l'inculpé réalisent parfaitement ces deux conditions ; pour l'inculpé, c'est évident, puisque c'est de lui qu'il s'agit ; pour le ministère public, c'est indéniable : en sa qualité de personne investie de l'action publique et de représentant de la société, il est partie à l'instance et a, par suite, intérêt à se pourvoir.

Que faut-il décider en ce qui concerne la partie civile ? En principe, elle ne remplit pas ces deux conditions et, sauf quelques exceptions, elle ne peut se pourvoir en cassation contre les arrêts de la Chambre des mises en accusation.

La Chambre d'accusation a pu rendre, soit un arrêt de non-lieu, soit un arrêt de renvoi.

Quand elle a rendu un arrêt de non-lieu, l'action publique est éteinte, sauf survenance de charges nouvelles. Le but du pourvoi en cassation est de la ressusciter, de la faire renaître. La partie civile n'ayant pas l'exercice de l'action publique, il faut décider que le pourvoi appartient ici exclusivement au ministère public.

Nous avons vu, il est vrai, que, bien que l'action publique fût éteinte également par l'ordonnance de non-lieu du juge d'instruction, la partie civile avait cependant le droit de la faire renaître au moyen de son opposition ; mais nous avons dit que c'est là un droit tout exceptionnel, s'accordant mal avec les principes actuellement admis ; on ne peut donc étendre ce droit au cas qui nous occupe en ce moment. C'est d'ailleurs la jurisprudence constante de la Cour de cassation : « Attendu, dit-elle, qu'il est de principe que l'action publique n'appartient qu'aux fonctionnaires à qui elle est confiée par la loi ; — attendu que l'article 135 du Code d'instruction criminelle qui accorde d'une manière expresse à la partie civile la faculté de former opposition à l'ordonnance de non-lieu, attaché virtuellement à cette opposition l'effet de saisir la Chambre d'accusation de l'action publique, et autorise cette chambre, malgré le silence du ministère public, à renvoyer, si elle le juge convenable, l'inculpé devant la Cour d'assises. — Mais attendu que si la Cour confirme l'ordonnance de non-lieu, aucune autre disposition de loi ne permet à la partie civile de se substituer, de ce chef, au ministère public, et de demander une cassation qui fasse revivre l'action publique ; qu'il résulte, au contraire, des articles 246, 296, 298 et 412 du Code d'instruction criminelle que le recours en cas-

sation contre les arrêts de la Chambre d'accusation n'est ouvert qu'au Procureur général et à l'inculpé » (1).

N'y a-t-il cependant aucun cas où la partie civile puisse recourir, par la voie de la cassation, contre certains arrêts de la Chambre d'accusation ? N'aura-t-elle jamais aucun rôle à jouer à ce moment de la procédure ?

Le rôle de la partie civile est ici défini par les articles 373 et 412 du Code d'instruction criminelle.

L'article 373 porte que « la partie civile ne pourra se « pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses in-
« térêts civils » ; et l'article 412 lui interdit « de poursui-
« vre l'annulation d'une ordonnance d'acquittement ou
« d'un arrêt d'absolution, à moins que l'arrêt n'ait pro-
« noncé contre elle des condamnations civiles supérieu-
« res aux demandes de la partie acquittée ou absoute ;
« cette disposition de l'arrêt pourra être annulée sur la
« demande de la partie civile ».

Nous voyons donc encore ici une application de l'idée générale qui s'affirme à chaque moment de la procédure, et à laquelle on ne déroge que d'une façon toute exceptionnelle, à savoir que la partie civile ne joue de rôle au procès pénal que pour ses intérêts civils. Or, nous avons vu plus haut que la Chambre des mises en accusation était compétente pour prononcer des dommages-intérêts, contre la partie civile opposante, au profit de

1. Cass., 8 septembre 1859, D. P. 59. 5. 225. Cass., 17 août 1878, D. P. 80. 1. 478. Cass., 27 mars 1884, D. P. 85. 1. 224. Cass., 3 novembre 1887, D. P. 88. 1. 236. Cass., 28 avril 1892, D. P. 92. 1. 631. Cass., 29 avril et 1^{er} décembre 1893, D. P. 95. 1. 326. Cass., 14 mars 1895, D. P. 99, 5, 84.

l'inculpé qui bénéficie d'un arrêt de non-lieu. C'est seulement contre cette disposition de l'arrêt que le recours en cassation sera admis, mais ce pourvoi n'aura aucun effet relativement à la solution donnée sur la culpabilité ou la non-culpabilité de l'inculpé.

La jurisprudence a admis à maintes reprises le pourvoi de la partie civile, quand ce pourvoi concernait ses intérêts civils (1).

Mais une simple condamnation aux dépens prononcée contre la partie civile, au cas où il y aurait non-lieu après une opposition émanée d'elle, sans attribution de dommages-intérêts au profit de l'inculpé relaxé, serait insuffisante pour baser un pourvoi en cassation, cette condamnation aux dépens n'étant que la conséquence de la règle qui met les dépens à la charge de la partie qui succombe (2).

Nous croyons, en outre, que la partie civile serait recevable à se pourvoir contre un arrêt de la Chambre d'accusation qui trancherait une question relative à sa propre compétence. Cette solution résulte des textes eux-mêmes. L'article 531 autorise en effet la partie civile à fournir ses moyens de défense sur le règlement de juges ; l'article 533 reconnaît le droit d'opposition de la partie civile à l'arrêt de règlement ; et l'article 539 déclare enfin qu'au cas où elle aura excipé de l'incompétence, et que son exception aura été rejetée par la Cham-

1. Cass., 8 janvier et 4 mars 1870, D. P. 71. 1. 356.

2. Cass., 17 août 1849, D. P. 49. 1. 224. Cass., 8 janvier 1870, D. P. 71. 1. 356.

bre d'accusation, elle peut se pourvoir contre l'arrêt de cette Chambre (1).

Quant au délai imparti à la partie civile pour présenter son pourvoi, par une déclaration au greffe de la Cour d'appel dont fait partie la Chambre des mises en accusation, il faut décider que ce délai est de trois jours francs, conformément au principe général qui régit les délais des pourvois en matière criminelle.

Le délai exceptionnel des articles 296 et 298 du Code d'instruction criminelle, modifiés par la loi du 10 juin 1853, ne s'applique qu'au pourvoi du ministère public ou de l'inculpé et ne concerne que les quatre cas qui y sont énumérés.

Le délai de trois jours francs courra à partir de la notification de l'arrêt de la Chambre d'accusation (2).

Remarquons, en terminant, qu'au cas où l'opposition émanerait du Ministère public, les pouvoirs d'intervention de la partie civile seraient absolument les mêmes. Ils se borneraient au dépôt d'un mémoire dans les conditions que nous avons étudiées.

Enfin, il importe de rappeler que la Chambre des mises en accusation est non seulement juge d'appel des

1. Cass., 8 janvier 1870, *supra*. — « Sur la recevabilité du pourvoi, dit M. le conseiller Bard, dans son rapport qui a précédé l'arrêt de la cour suprême du 2 septembre 1898 (*Gaz. Pal.*, 98. 2. 301), aucune discussion ne nous paraît devoir s'élever. La partie civile est, en effet, toujours recevable à se pourvoir contre un arrêt de la Chambre d'accusation qui statue sur la compétence. Voyez, entre autres arrêts, ceux des 29 septembre 1843, 22 juillet 1859 et 1^{er} mai 1896 ».

2. Cass., 20 décembre 1847, D. P. 48. 1. 20.

oppositions du ministère public ou de la partie civile, mais aussi une juridiction d'instruction du second degré. Quand le magistrat instructeur a estimé que la culpabilité du prévenu était possible, et devait être examinée par la juridiction de jugement, et lorsque les faits dont il s'agit constituent à son avis un crime, il rend une ordonnance de transmission à la Chambre d'accusation. Celle-ci est alors saisie, et a des pouvoirs analogues à ceux qui ont été étudiés au cas d'opposition : Le Procureur général donne ses conclusions à l'audience dans les dix jours de la réception des pièces, et le rôle de la partie civile se borne à intervenir par la présentation d'un mémoire, sans que, bien entendu, la procédure doive lui être communiquée.

En résumé, la partie civile n'intervient dans la procédure d'instruction que pour la protection de ses intérêts civils. Et encore, sa connaissance des éléments de l'instruction est-elle bien insuffisante.

Nous allons rencontrer maintenant, dans les législations allemande et autrichienne, un tout autre système. Nous allons voir qu'à la différence de ce qui se passe en France, la partie civile a, conjointement avec le ministère public, une certaine part de l'exercice de l'action publique au cours de l'instruction, et concourt ainsi activement à la répression.

CHAPITRE II

SYSTÈMES ÉTRANGERS

En face des solutions du système français relatives au rôle à donner à la partie lésée au cours de l'instruction du procès pénal, il faut mettre en regard et en parallèle les solutions des législations de l'Allemagne et de l'Autriche.

Elles sont animées toutes deux, quoique avec des divergences profondes, d'un même esprit ; elles tendent au même but : utiliser le concours de la partie lésée à la répression, appeler celle-ci au procès pénal et lui donner, soit le droit de se substituer complètement au ministère public (Autriche), soit de le remplacer s'il refuse de poursuivre dans les cas exceptionnels où il peut s'abstenir (Allemagne et Autriche), soit de se placer à côté de lui durant toute l'instruction pour partager l'exercice de l'action publique (Allemagne).

Le même esprit libéral que nous avons trouvé dans ces législations quand nous avons étudié les droits de la partie lésée sur la mise en mouvement de l'action publique, nous le retrouvons encore quand le procès pénal est engagé, et quand le juge d'instruction a commencé son œuvre.

En Allemagne, le législateur n'a pas cru devoir autoriser, comme l'ont fait le Code français (art. 2 et 3) et le Code autrichien (article 47), la constitution de partie civile, permettant à la victime du délit de poursuivre l'action civile devant les juges chargés de statuer sur l'action publique. La partie lésée ne peut qu'intenter une action ordinaire devant les tribunaux civils pour obtenir des dommages-intérêts, la restitution de l'objet volé ou, d'une manière plus générale, la réparation pécuniaire du dommage qu'elle a éprouvé. C'est donc bien en tant que victime du délit que, dans la procédure pénale allemande, les droits que nous allons étudier appartiennent à la partie lésée, nom général sous lequel nous désignerons ici cette victime du délit.

Or la partie lésée peut intervenir au procès pénal de deux manières bien différentes, qui font l'objet du livre V du Code de Procédure pénale allemand du 1^{er} février 1877, intitulé : « De la participation de la personne lésée à la procédure ».

En cas de délits, d'injures ou de lésions corporelles, et aux termes de l'article 416, le ministère public ne doit intenter de poursuites que si l'intérêt public se trouve engagé. Si donc il n'agit pas, la partie lésée peut, d'après l'article 414, prendre l'initiative de la poursuite ; c'est l'accusation privée, « die Privat Klage ». L'accusateur privé, « Privat Kläger », représente donc la Société, agit au nom de l'intérêt social, absolument comme le ferait le ministère public. Il a même des pouvoirs encore plus étendus que ce dernier, car il peut, par un désistement intervenant au cours du procès pénal, arrêter l'action publique, et empêcher toute continuation

des poursuites, ce que ne peut faire le ministère public.

M. Daguin, le traducteur et le commentateur du Code de Procédure pénale allemand, a donc pu dire à juste titre que la partie lésée était alors vraiment « propriétaire » de l'action publique.

L'accusation privée, pour être recevable, doit avoir été précédée d'une tentative de conciliation demeurée infructueuse (art. 420). Ensuite l'accusation est introduite au moyen d'une déclaration faite devant le greffier, ce qui donnera ouverture à une instruction, ou au moyen de la production d'un acte d'accusation devant la juridiction de jugement ; de telle sorte qu'il n'y aura pas alors d'instruction préparatoire proprement dite (art. 421). Dans ce dernier cas, on communiquera à l'inculpé et au ministère public l'acte d'accusation pour qu'ils présentent leurs observations (art. 422) ; une fois ces observations présentées, le juge de bailliage décide, conformément aux dispositions qui régissent l'accusation intentée directement par le ministère public, s'il y a lieu d'ouvrir les débats ou de rejeter la demande (art. 423).

Si l'accusateur privé estime qu'il est plus conforme à ses intérêts de provoquer l'ouverture d'une instruction, il peut aussi employer ce moyen ; dans ce cas, il aura durant toute cette procédure exactement les mêmes droits que ceux possédés par le ministère public ; il est, par conséquent, investi du droit de recevoir communication de la procédure ; il peut requérir le juge de prendre telle ou telle mesure d'instruction, de procéder à telle expertise qu'il croit de nature à faire la lumière ; en somme il possède une situation prépondérante pendant

toute cette période de la procédure. Nous avons même déjà vu qu'il a encore plus de droits que le ministère public, puisque celui-ci ne peut arrêter l'action publique une fois mise en mouvement, en retirant sa plainte, tandis que l'accusateur privé arrête immédiatement les opérations du magistrat instructeur, en lui signifiant son intention de voir cesser les poursuites (art. 431) ; mais lorsqu'une fois l'accusation privée a été ainsi arrêtée, elle ne peut plus être intentée à nouveau (art. 432).

De plus, aux termes de l'article 433, le décès de l'accusateur privé entraîne l'arrêt de la procédure ; par conséquent le droit d'intenter l'accusation privée est un droit inhérent à la personne même de l'accusateur privé et ce droit ne passe pas aux héritiers de la partie lésée. Toutefois, si l'accusation est basée sur cette circonstance que l'inculpé avait affirmé ou répandu sur le compte de la partie adverse, et bien qu'il connût la fausseté de ses affirmations, un fait faux de nature à la rendre méprisable ou à la déprécier dans l'estime publique, l'action pourra être continuée, même après la mort de l'accusateur, par ses père et mère, ses enfants ou son conjoint. Et la continuation des poursuites sera, sous peine de déchéance, déclarée au tribunal par l'ayant-droit, dans les deux mois qui suivront le décès de l'accusateur privé (art. 433, alinéa 2).

En ce qui concerne les voies de recours qui appartiennent ordinairement au ministère public, intentant l'action publique, la partie lésée, quand elle joue le rôle d'accusateur, en est également investie (art. 430) ; c'est là une solution, nous l'avons vu, devant laquelle

la législation française a reculé ; le droit allemand n'a pas hésité à l'admettre.

On voit combien est profonde, en Allemagne, l'assimilation entre l'accusateur privé et le ministère public ; on pouvait donc dire avec beaucoup de raison que, dans le Droit de ce pays, l'accusateur privé était vraiment le propriétaire de son action.

Signalons toutefois ici une restriction importante à l'exercice de ce droit de propriété. Dans la poursuite d'un délit même privé, il peut arriver que la société soit intéressée, dans une mesure plus ou moins grande, à la répression ; aussi la législation allemande a-t-elle donné au ministère public, dans cette hypothèse, le droit d'intervention. Celui-ci peut dans ce cas, au cours de l'instruction, venir se placer à côté de l'accusateur privé, et partager avec ce dernier tous les droits de poursuite que nous venons de lui reconnaître.

Tel est le système : quand la partie lésée agit tout d'abord par accusation privée, le ministère public peut intervenir, si la société y est intéressée.

Inversement, si le ministère public a valablement engagé, au nom de la société, l'action publique, la partie lésée peut à son tour intervenir ; à ce dernier point de vue étudions les droits de la partie lésée.

L'accusation par intervention, die Neben Klage (accusation à côté), est la seconde manière dont la partie lésée peut intervenir dans l'instruction préparatoire.

Il y a trois cas d'accusation par intervention. En premier lieu, s'il y a eu délit d'injures ou de lésions corporelles, ce n'est pas toujours forcément la victime

qui poursuivra en intentant l'accusation privée. Si la Société est intéressée à la répression, le ministère public agira immédiatement, mais la partie lésée, étant donné qu'elle a un intérêt considérable à ce que la poursuite aboutisse, pourra intervenir à l'instruction, se placer à côté du ministère public.

Le second cas fait l'objet du § 2 de l'article 435. Lorsque l'acte punissable était dirigé contre la vie, la santé, l'état civil ou les biens du particulier lésé, celui-ci, en cas de refus de poursuivre du ministère public peut, on le sait, s'adresser au tribunal pour forcer le ministère public à agir. Or le législateur allemand a craint que ce dernier montrât peu de zèle dans l'exercice d'une poursuite qu'il aurait ainsi intentée contre son gré ; il a consacré, dans cette hypothèse, le droit d'intervention du particulier lésé pour surveiller le ministère public, pour partager avec lui l'exercice des poursuites.

Le troisième cas d'accusation par intervention prévu par la législation allemande présente un incontestable caractère d'originalité : la partie lésée peut se joindre au ministère public pour réclamer une compensation pécuniaire appelée « die Busse » (art. 443). Il s'agit là d'une sorte d'amende prononcée par les tribunaux criminels au profit de la partie lésée.

Dans ces trois cas d'intervention, il convient de rechercher comment la victime est associée à la poursuite durant toute l'instruction, et de voir la part qu'elle prend aux opérations du magistrat instructeur.

La section II du livre IV, intitulée : *de l'accusation par intervention*, nous montre que la direction de la procédure d'instruction se trouve ici confiée à deux personnes

(ministère public et partie lésée), placées côte à côte, (neben, à côté), sur le même rang, ayant toutes deux les mêmes pouvoirs, et pouvant exercer tous leurs droits séparément l'une de l'autre. Il n'y a même jamais de conflit entre elles puisque leur indépendance est complète. S'agit-il d'exercer un recours, par exemple, l'article 441 nous apprend que l'accusateur par intervention pourra user de tous ses droits de recours, sans être obligé d'agir conjointement avec l'accusateur principal. Bien plus, l'article ajoute que si la décision est infirmée sur un recours formé uniquement par la partie lésée qui ferait ici fonction d'accusateur par intervention, le ministère public sera de nouveau tenu de poursuivre l'affaire.

Telle est la conception très originale du rôle de la partie lésée, durant l'instruction préparatoire, que contient le Code d'instruction criminelle allemand du 1^{er} février 1877.

L'Autriche nous offre également dans son Code d'instruction criminelle de 1873 (1) un système voisin de celui que nous venons d'étudier, et qu'il est intéressant de comparer avec ce dernier.

En Autriche, comme en Allemagne, il y a un certain nombre de délits que le ministère public ne peut poursuivre sans une plainte préalable de la partie lésée. Mais tandis qu'en Allemagne, au cas de refus de poursuivre

1. *Code d'instruction criminelle autrichien*, traduction Bertrand et Lyon-Caen. — *Code autrichien de procédure criminelle de 1873* (*Revue de droit international*, 1874, p. 361).

du ministère public, la partie lésée ne peut intenter l'accusation privée que pour un certain nombre de ces délits (délits d'injures et de lésions corporelles), en Autriche la partie lésée peut intenter l'accusation privée pour tous les délits. Il y a donc là une extension du rôle de la partie lésée. L'accusateur privé est investi comme en Allemagne de tous les droits qui appartiennent au ministère public ; mais ces droits sont quelque peu différents. L'accusateur privé peut, à son choix, demander une instruction ou bien présenter directement un acte d'accusation au tribunal (art. 91 et 207). En effet en Autriche il n'y pas, comme en France, une ordonnance de transmission et un arrêt de renvoi pour mettre l'inculpé en accusation ; on a pensé qu'une décision judiciaire préalable, renvoyant l'accusé devant la juridiction de jugement, constituait un préjugé défavorable à son égard. La mise en accusation résulte d'un acte d'accusation dressé par la partie poursuivante, le ministère public ou la partie lésée, soit à la fin de l'instruction, soit au milieu, ou même avant toute instruction si la partie poursuivante ne tient pas à provoquer une instruction préalable. Mais cet acte d'accusation peut être attaqué par l'inculpé par voie d'appel, et l'affaire est alors portée devant une cour de deuxième instance.

Si l'accusateur privé a demandé une instruction préalable, il a le droit de procéder pour les besoins de son accusation de la même façon que le ministère public (art. 42 § 2) ; c'est ainsi qu'il peut fournir au magistrat instructeur tous renseignements, prendre connaissance de tous les actes de la procédure, proposer la citation de témoins ou d'experts, demander des suppléments

d'instruction, poser des conclusions sur la culpabilité et sur l'application de la peine. C'est, on le voit, l'exercice plein et entier de l'action publique. L'accusateur privé reste d'ailleurs le maître absolu de l'action publique ; il peut, en conséquence, y renoncer, auquel cas le prévenu doit être acquitté.

Signalons de plus, en Autriche, une particularité curieuse : l'accusateur privé peut se faire représenter par un mandataire quelconque, et même par le ministère public, ce qui n'enlève pas à l'accusation son caractère d'accusation privée (art. 42 § 2, et 50). Dans le cas où une condamnation n'est pas prononcée l'accusateur privé est condamné aux frais.

Tel est le premier cas dans lequel la partie lésée peut être investie de l'exercice de l'action publique.

Le second cas est celui où elle apparaît comme accusateur subsidiaire (Subsidiar Ankläger). En droit pénal français, quand le ministère public ou la partie lésée ont mis en mouvement l'action publique, le désistement de la partie qui a donné l'impulsion à cette action ne peut avoir aucun effet sur l'abandon des poursuites. Quand bien même le ministère public, au cours de l'instruction, conclurait au non-lieu, le juge d'instruction ne serait pas dessaisi, l'affaire suivrait son cours, et si, estimant qu'il y a crime, le juge d'instruction rendait une ordonnance de transmission, l'inculpé pourrait, après un arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation, passer en Cour d'assises.

En Autriche, il en va tout autrement ; il résulte des articles 109, 127 et 259 du Code d'instruction criminelle

autrichien que l'accusateur, quel qu'il soit, est maître de la poursuite, et peut, par application du principe : pas d'accusateur pas de juge, « Wo kein Kläger, da kein Richter » renoncer à son accusation à tout moment de la procédure, abandonner l'action publique, et dessaisir ainsi le juge d'instruction et le tribunal. Tout en proclamant ce droit, le législateur autrichien a créé, en faveur de la partie lésée, une garantie : elle peut relever la poursuite abandonnée par le ministère public, et reprendre en son nom l'action publique (article 48). C'est le droit d'accusation subsidiaire, « subsidiar Anklage ». Et ce droit existe quelle que soit la nature de l'infraction dont il s'agit (1).

Toutefois, le législateur a craint à juste titre que l'accusation subsidiaire ne donnât prise à des chantages ; aussi l'a-t-il soumise à certaines restrictions ; la partie lésée qui veut se substituer au ministère public doit y être autorisée d'abord par la Chambre du conseil, dont la décision n'est pas susceptible de recours art. 92). De plus, le « subsidiar Ankläger » ne peut saisir le tribunal par le dépôt d'un acte d'accusation sans passer par une instruction préalable (art. 49). Quant au ministère public qui s'est désisté, dans le cas où la partie lésée viendrait à abandonner la poursuite comme il l'a fait lui-même, il pourrait relever cette poursuite en quelque état qu'elle fût (art. 49).

Notons qu'en pratique le droit subsidiaire de la victime du délit s'exerce très rarement, et est plutôt un stimulant très efficace de l'activité du ministère public.

1. *Code autrichien, Introduction*, p. 44.

Le dernier cas d'intervention de la partie lésée au procès pénal se rapproche de ce qui existe en France, mais avec des modifications très sérieuses. A la différence de ce que nous avons vu en Allemagne, la partie lésée peut, en Autriche, se constituer partie civile, « Privatbetheiligter » ; cette constitution résulte d'une simple déclaration, et même lorsque la partie lésée est entendue comme témoin, le juge doit lui demander si elle entend se joindre à la procédure pour ses intérêts civils (art. 172). Quand il y a incertitude sur le point de savoir si la partie lésée a connaissance des poursuites, avis doit lui en être donné (art. 365). Ici le législateur autrichien s'est montré beaucoup plus libéral que le législateur français, quant aux droits donnés dans l'instruction à la partie civile. En France, son rôle est à peu près nul. Il ne consiste guère qu'en un droit d'opposition à l'ordonnance du magistrat instructeur. En Autriche, la partie civile prend connaissance des pièces, prend la parole aux débats, soutient ses conclusions (art. 47). Enfin, la partie civile jouit du droit très important d'accusation subsidiaire, au cas où le ministère public abandonnerait les poursuites.

Telles sont les deux législations étrangères que nous voulions opposer au système français, en ce qui touche les droits de la partie lésée au procès pénal. On voit que ces législations s'inspirent d'idées toutes différentes, beaucoup plus larges ; elles sont situées, comme l'a dit M. de la Grasserie, aux antipodes juridiques du système français actuel.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous avons, en examinant notamment les législations française, allemande et autrichienne, vu que deux tendances s'accusent nettement, à l'époque actuelle, dans les codes en vigueur. Pour les uns, la partie lésée, constituée ou non partie civile, doit avoir sur l'exercice de l'action publique, au début et au cours de l'instruction préparatoire, une influence considérable qui lui permet de partager, pour ainsi dire, avec le ministère public, l'exercice de cette action publique. Pour les autres, au contraire, la partie civile, n'ayant que des intérêts privés, reste, pendant toute l'instruction préparatoire comme au début de celle-ci, reléguée au second plan, avec des droits fort restreints sur la mise en mouvement et sur l'exercice de l'action publique, qui est, à peu près, le monopole exclusif du ministère public représentant de la société.

En Allemagne et en Autriche, même après la promulgation des codes de 1877 et de 1873, les droits que devraient avoir les parties lésées sur l'action publique ont fait l'objet d'ardentes controverses ; beaucoup de publi-

cistes voudraient, en effet, étendre bien davantage ces droits, au point de permettre à la partie lésée, passée au premier plan, de dominer presque le ministère public au cours de l'instruction préparatoire.

En France, il semble que cette question du rôle de la partie lésée au cours des poursuites pénales n'ait pas été examinée avec autant de passion. Cependant, de même que dans les principaux pays de l'Europe, la réforme du droit pénal y est entrée dans le domaine de l'actualité, et il importe d'examiner quelle participation à l'action publique les divers projets de refonte générale de nos lois pénales accordent à la partie lésée.

On le sait, les projets de refonte générale de nos lois pénales sont, actuellement, au nombre de trois :

1° Celui présenté en 1879 par M. Le Royer, alors Garde des sceaux, et dont l'initiative revient à M. Dufaure. Il est souvent appelé le projet du Gouvernement. Ce projet est très libéral ; il fait de nombreuses concessions aux idées modernes, et, notamment, cherche à donner, au cours du procès pénal, le plus de garanties possible, tant à l'inculpé qu'à la partie civile.

2° Celui présenté en 1882 au Sénat par M. Dauphin ; il forme une antithèse presque absolue avec le premier projet ; le ministère public conserve son omnipotence ; les concessions faites à la partie lésée et à l'inculpé sont rares et peu importantes.

3° Le projet présenté en 1895 à la Chambre des Députés, par la Commission dont M. Bovier-Lapierre était rapporteur. C'est un retour aux idées libérales qui avaient inspiré le projet Le Royer.

A cause de leur extrême importance et de la diver-

sité des problèmes qu'ils soulevaient en législation pénale, ces projets, toujours plus ou moins à l'étude, n'ont encore donné lieu à aucune sanction législative, et il est permis de le regretter. Notons cependant que, en faveur des inculpés, mais seulement de ceux-ci, la loi du 8 décembre 1897 est venue donner à ces inculpés, au cours de l'instruction préparatoire, des garanties considérables. Nous dirons plus loin qu'il serait désirable que la partie civile bénéficiât également de semblables garanties. Quelques considérations doivent tout d'abord être, ici, exposées.

Il nous semble certain, en premier lieu, qu'au cours du procès pénal, la partie lésée doit avoir un droit ; elle ne peut assister, en spectateur désintéressé, à la lutte qui va s'engager entre le ministère public et l'inculpé, à propos du délit qui l'a directement atteinte.

Certes, nous n'attaquons pas l'institution du ministère public ; nous pensons qu'une société moderne ne saurait guère s'accommoder du système romain des accusations permises à tous ; nous croyons que des fonctionnaires doivent être chargés de la répression au nom de l'intérêt social. Mais actuellement le ministère public a peut-être un rôle trop autoritaire. Peut-être serait-il bon que l'intervention de la partie lésée pût servir de contre-poids, de contrôle, à l'omnipotence du ministère public, avec plus d'efficacité qu'aujourd'hui, si, au cours du procès pénal, cette partie lésée estime que des abus sont commis qui viennent léser ses droits. De même, les actes divers du juge d'instruction, surveillés à peu près exclusivement par le ministère public, pourraient-ils être,

mieux qu'aujourd'hui, contrôlés par la partie civile. Certaines accusations dirigées quelquefois contre des instructions ne sont guère fondées, nous le reconnaissons très volontiers ; mais on les empêcherait de naître en donnant, au cours de cette instruction même, un rôle plus actif à la partie civile. Au fond, nous pensons que tout le mal vient de ce que nous sommes, en France, à tous points de vue, soumis à un régime trop autoritaire et trop centralisateur. Il a fallu s'y habituer à la longue, et les particuliers, abdiquant toute initiative privée, finissent par abandonner à peu près entièrement au ministère public le soin de la répression pénale.

Il en était déjà ainsi sous l'ancien régime, et ce système engendra, on le sait, de nombreux abus.

La Révolution réagit trop brusquement ; en confiant aux particuliers le soin de la poursuite, elle créa, sans transition, un système trop nettement différent pour qu'il pût produire, aussitôt, des résultats pratiques satisfaisants.

Réagissant à son tour, et d'une manière exagérée, contre le régime créé par la Révolution, le Code autoritaire de Napoléon donna au ministère public un rôle par trop prépondérant sur l'exercice de l'action publique ; celle-ci fut, pour ainsi dire, confisquée au profit du pouvoir exécutif, dont le ministère public n'est qu'une émanation. Ce système est encore en vigueur, et nous désirerions qu'il fût un peu atténué par des concessions faites par la loi au profit de la partie lésée. Aujourd'hui encore, en effet, l'opinion française est trop portée à ne voir, dans un délit, que l'atteinte portée à la société ; ce n'est que très accessoirement que l'on s'occupe du pré-

judice subi par la victime de ce délit. Or il se peut que, en présence d'un délit, l'intérêt de la victime soit tout différent de celui du ministère public. Il se peut que la partie lésée ait le plus grand intérêt à empêcher des poursuites que le ministère public, au nom du corps social, veut cependant intenter. Il se peut, au contraire, que le ministère public, représentant de la société, ne veuille pas agir, alors que la partie lésée désire, au contraire, que des poursuites aient lieu.

Nous savons que, dans certains cas, la partie lésée a des droits, sous l'empire du Code français actuel. Nous avons examiné ces droits. Nous les estimons insuffisants. Comment remplacer ou modifier les dispositions qui, aujourd'hui en France, donnent à la partie lésée des droits qui, à notre avis, sont trop restreints?

Une première solution consisterait à suivre la voie tracée par les législations allemande et autrichienne, et à donner à la partie lésée une action que nous avons appelée « l'action privée », et qui pourrait, le cas échéant, remplacer l'action publique, puisqu'elle tendrait au même résultat : l'obtention d'une peine.

Disons immédiatement que cette solution n'est pas la nôtre ; nous devons d'ailleurs faire remarquer que la législation de l'Allemagne et celle de l'Autriche n'admettent le système de l'« action privée » qu'avec de considérables limitations. Rappelons en quoi consiste ce système. Toute infraction lèse : 1^o la société ; 2^o la victime, non seulement à cause du préjudice matériel qu'elle subit (préjudice qui donne naissance à l'action

civile), mais par suite de l'atteinte morale qu'elle subit quant à présent, et de la crainte qu'elle peut ressentir pour l'avenir. A ce dernier point de vue la partie lésée est investie d'une action dite « action privée », qu'il ne faut confondre ni avec l'action civile tendant à la réparation pécuniaire du préjudice subi, ni avec l'action publique qu'intente la société par l'intermédiaire du ministère public. Le ministère public dispose donc de l'action publique, et la partie lésée dispose de l'action privée ; ces deux actions tendent au même but : l'obtention d'une peine. Puisqu'il en est ainsi, l'exercice de l'une forclot l'exercice de l'autre ; si la partie lésée intente l'action privée, la société est satisfaite, puisque l'action privée tend à une condamnation pénale ; si le ministère public agit, la partie lésée sera également satisfaite, puis que l'action publique tend à l'obtention d'une semblable condamnation.

Ces idées générales une fois rappelées, demandons-nous s'il convient de donner à la partie lésée, *dans tous les cas*, l'action privée telle que nous venons de la définir, de façon que cette action privée se trouve sur le même plan que l'action publique qui, elle, resterait aux mains du ministère public, celle de ces deux actions qui serait intentée la première ayant pour effet de forclorre l'autre. A vrai dire, même dans les pays dont les législations admettent assez généralement l'action privée, on peut poser, en principe presque absolu, que personne n'a tenté d'en soutenir l'extension à tous les cas. Il est en effet impossible qu'en face d'un délit très grave la

société n'intervienne pas, ne prenne pas la direction des poursuites, laisse celles-ci exclusivement aux mains de la partie lésée; l'ordre social est trop gravement atteint pour que l'Etat ne s'affirme pas ici, au premier plan, comme puissance publique. Inversement, il est possible que la société ait intérêt à ne pas agir, vu le peu d'importance de l'infraction, ou pour des raisons d'ordre supérieur, ou parce qu'elle estime qu'il n'y a pas délit; d'autre part, si aucun préjudice pécuniaire n'existe, il ne resterait que l'action privée, en vue d'une répression pénale, que la partie lésée pourrait quelquefois être tentée d'exercer inconsidérément; peut-être y aurait-il intérêt ici à ne pas armer la partie lésée de prérogatives trop considérables.

Ces considérations ont amené les législations de l'Allemagne et de l'Autriche à faire une classification entre les délits, à donner l'action privée concurremment à l'action publique ou même par préférence à celle-ci en ce qui concerne certains délits, alors que l'action privée disparaît pour les autres infractions, l'action publique pouvant seule en assurer la répression. C'est ainsi que, d'après la législation allemande, l'action privée n'existe que dans les cas d'injures et de lésions corporelles; d'après la législation autrichienne elle existe dans tous les cas d'antragsdelicte.

Ces législations semblent en avoir décidé ainsi en partant de cette idée que, dans ces délits, l'intérêt privé était supérieur à l'intérêt social. Outre qu'en fait, dans ces délits, il n'en est pas toujours ainsi, il n'est pas impossible de trouver d'autres infractions où l'intérêt

privé prime l'intérêt public et où les législations dont nous nous occupons n'accordent pas l'action privée. Le point de départ de cette théorie paraît donc assez incertain ; le criterium de la distinction manque, en d'autres termes, de netteté.

Il faut aussi tenir compte, au cours de l'instance que nous avons appelée « action privée », de l'animosité excitant certainement le particulier lésé qui intente l'action pénale ; l'esprit de vengeance domine, quoi qu'on fasse, la poursuite ; et le demandeur qui ne remplit pas évidemment les conditions d'impartialité que l'on est en droit, en somme, d'attendre du ministère public, sera porté à amplifier la gravité des faits qui motivent la poursuite qu'il dirige, ou même à les dénaturer. Pour éviter ces résultats, il faut accorder au ministère public un certain droit de contrôle, une certaine surveillance sur le procès pénal dirigé par la partie lésée ; c'est ce que fait la législation allemande en permettant au ministère public d'intervenir au procès qui se déroule sur l'action privée. N'arriverait-on pas, dès lors, à un résultat analogue si l'on confiait au ministère public le droit principal d'agir, en permettant au particulier lésé de surveiller, de contrôler ? Le fait que l'action serait intentée par le ministère public serait dans la poursuite une cause de modération, et assurerait que la répression serait bien proportionnée.

Ajoutons une considération qui nous semble militer d'une façon sérieuse contre l'introduction, en France, du système des actions privées. Dans ce système, le procès pénal apparaît comme une affaire personnelle entre le demandeur, partie lésée, et l'auteur de l'infraction qui

joue le rôle de défendeur. Une peine, supposons-le, va ainsi être prononcée par les tribunaux à la requête du demandeur, substitué pour ainsi dire au ministère public quant au droit de poursuivre la peine. Lorsque le défendeur condamné sera, par exemple, sorti de prison, une fois sa peine terminée, l'on conçoit aisément les rancunes qui désormais existeront entre ces deux hommes, peut-être appelés à se retrouver souvent en présence. Il y a là une cause de troubles futurs par suite de haines que peuvent également partager les familles respectives des principaux intéressés. Rien de tout cela ne se produira si c'est le ministère public qui poursuit : on sait qu'il n'est pas personnellement intéressé à la répression, que son intervention doit être impartiale, que son rôle est impersonnel.

Enfin, si les procès sont intentés par la partie soit-disant lésée, non seulement inconsidérément, mais encore par malveillance, dans un but de chantage, par exemple, il faut organiser une répression pénale spéciale pour prévenir le retour de pareils faits. Si le ministère public dirige les poursuites, il sera inutile d'organiser de semblables mesures de rétorsion.

Pour toutes les raisons qui précèdent, nous ne croyons pas qu'il serait bon de transformer en France la notion de l'action publique.

La division de l'action pénale en action publique et en action privée, toutes les deux tendant à une condamnation, nous semblerait devoir entraîner plus d'inconvénients que d'avantages. L'action publique, d'un côté, l'action civile de l'autre, nous semblent répondre à tous

les besoins, mais, hâtons-nous de le dire, à la condition que les droits accordés à la partie lésée, au cours du procès pénal, soient moins restreints que sous l'empire de notre droit actuel.

En d'autres termes, nous ne désirons pas l'anéantissement complet du système créé par nos codes, et son remplacement par une organisation toute nouvelle. Nous croyons qu'il suffirait d'amender les principes du code dans un sens plus libéral, décentralisateur. Il suffirait de renforcer les droits de la partie lésée tout en laissant à celle-ci, dans la poursuite, un rôle secondaire et subordonné à celui du ministère public.

Et d'abord, au début du procès pénal, il faudrait, semble-t-il, augmenter le nombre des délits pour lesquels la ministère public ne peut poursuivre sans une plainte de la partie lésée. Il suffirait, dans une énumération limitative, que le législateur indiquât ces diverses hypothèses, où l'intérêt privé l'emporte certainement sur l'intérêt social. Il y aurait là un souvenir des *Antragsdelicte* des législations allemande et autrichienne.

En ce qui concerne, inversement, la faculté, pour la partie lésée, de provoquer la mise en mouvement de l'action publique, nous estimons que la législation française actuelle offre à cette partie lésée des garanties suffisantes. Sans parler des recours divers qui peuvent être adressés par la partie lésée aux supérieurs hiérarchiques d'un procureur de la République qui refuserait de poursuivre, recours évidemment peu pratique, nous

voyons que, quelle que soit l'infraction, la partie lésée n'est pas désarmée.

Si, en effet, nous nous trouvons en présence d'un délit correctionnel ou d'une contravention de simple police, le droit de citation directe, mettant en mouvement l'action *civile*, suffit, on le sait, pour que l'action publique se trouve, par voie indirecte, intentée.

Si nous nous trouvons en présence d'un crime, la partie lésée n'a qu'à se constituer partie civile dans sa plainte au juge d'instruction pour provoquer, obligatoirement, nous l'avons admis, l'ouverture de l'action publique (1).

Sur ce point, par suite, nous pensons qu'aucune modification n'est nécessaire.

A cet égard, les grands projets de réforme contiennent des solutions intéressantes qu'il nous faut signaler, bien que, selon nous, les projets les plus libéraux, comme ceux de 1879 et 1895, ne soient pas allés assez loin dans cette voie (2).

Tout d'abord, sur le premier point, c'est-à-dire sur l'impossibilité pour le ministère public de provoquer des poursuites, s'il n'y est pas invité par la partie lésée,

1. La consignation des frais, la condamnation éventuelle de la partie civile à payer les frais de la procédure, garantissent que ce n'est pas à la légère que la partie lésée entend provoquer la naissance de l'action publique.

2. *Projet du gouvernement, de 1879.* Documents Parlementaires du Sénat, 1879, session extraordinaire, Annexe n° 7.

Projet du Sénat de 1882. Rapport de M. Dauphin. Documents parlementaires du Sénat 1882, n° 63.

Projet de la Chambre des Députés de 1895. Rapport de M. Bovier-Lapierre, 1895, session extraordinaire, n° 1646.

les projets de réforme laissent subsister les décisions du Code d'instruction criminelle. Ces projets nous paraissent insuffisants, et nous voudrions une énumération limitative, mais plus étendue, des cas où la question de l'opportunité des poursuites est laissée à la discrétion de la victime de l'infraction.

Sur le second point, c'est-à-dire sur la question de savoir si le particulier lésé peut, en se constituant partie civile, provoquer l'ouverture d'une instruction, malgré la volonté contraire du ministère public, les trois projets de réforme accusent des divergences bien caractéristiques.

D'après le projet de 1882 (1), « le juge d'instruction n'est saisi que par les réquisitions du procureur de la République. »

On refuse donc ici aux particuliers lésés tout droit de mettre en mouvement l'action publique, en se constituant partie civile. Le Sénat estimait que : « bien qu'il y ait un certain péril à laisser le parquet seul maître de la poursuite dans les matières criminelles » (2), « le principe même de l'institution du ministère public, dont la France a eu l'honneur, et qui doit rester intact » (3), s'opposait à ce que le représentant de la Société ne fût pas le seul à pouvoir mettre en mouvement l'action publique.

D'ailleurs, ajoutait-on, en décidant que les particuliers peuvent mettre en mouvement l'action publique,

1. Projet de 1882, Article 39 § 1.

2. Projet de 1882, *Exposé des motifs*, p. 45.

3. Projet de 1882, *Exposé des motifs*, p. 45.

on risque d'encourager « des scandales inutiles, de honteux chantages et de basses vengeances » (1).

Enfin, disait M. le sénateur Dauphin devant le Sénat, au mois de mai 1882, « l'Etat ne doit pas aux particuliers ses juges d'instruction. Il n'y a pas d'obligation pour lui de fournir à tous les plaignants des moyens d'accusation que le législateur a créés pour la défense de la société, et dont son représentant, le ministère public, a seul le droit de disposer ».

Ces solutions sont restées spéciales au projet du Sénat de 1882. Et les projets de 1879 et 1895 sont animés d'un tout autre esprit.

En 1879, déjà le projet du gouvernement s'exprimait ainsi : « Le juge d'instruction est saisi, soit par les réquisitions du Ministère public, soit par la plainte de la partie civile. Cette plainte n'aura d'effet qu'autant que le ministère public en aura reçu préalablement communication » (2). Et la Commission de la Chambre a toujours admis cette solution (3).

Du reste, les idées émises au Sénat en 1882 furent l'objet des plus vives attaques.

On s'éleva surtout contre la prétention de faire du ministère public le seul maître des poursuites, et l'on repoussa un système qui, disait-on, n'était qu'une « confiscation de l'action publique ».

On fit remarquer d'abord que l'honneur du Ministère public n'était nullement atteint parce que c'était

1. Projet de 1882, *Exposé des motifs*, p. 16.

2. Projet de 1879, Article 35.

3. Projet de 1895. Article 42.

un particulier lésé, et non le représentant de la société, qui avait mis en mouvement l'action publique. Et en effet, en matière correctionnelle, la citation directe du prévenu par la victime mettait bien en mouvement l'action publique, et jamais l'on n'avait songé à dire que la dignité du Parquet s'en trouvait compromise.

D'ailleurs, disait M. le Garde des sceaux Martin-Feuil-
lée à la tribune de la Chambre, le 5 mai 1884, « cette grande institution du Ministère public n'a pas été créée pour empêcher les intérêts privés de se protéger eux-mêmes ; elle a été organisée pour suppléer au manque de surveillance et d'énergie des intérêts privés ».

On pensa donc que le droit, pour la victime d'une infraction, de saisir le juge d'instruction de l'action publique, devait être considéré « comme une sorte de droit naturel, presque une de nos libertés publiques ».

Or, il serait extrêmement périlleux de laisser une plainte sans suite ; et plus l'objet de cette plainte est grave, plus l'inaction du Ministère public serait fâcheuse.

Quant à la crainte de voir le juge d'instruction se faire complice de toutes les rancunes et de toutes les basses vengeances ; quant à la crainte de voir dégénérer tous les procès criminels intentés sur la demande de la partie civile seule, en de honteux chantages, on jugea que l'obligation de supporter les frais en cas d'acquittement du prévenu, le danger de s'exposer à des dommages-intérêts, suffisaient à garantir la société contre de pareilles manœuvres.

Restait l'objection de M. le sénateur Dauphin :

« L'Etat ne doit pas aux particuliers ses juges d'instruction. ».

Assurément la situation de la victime d'une infraction demandant à un tribunal civil de statuer sur une demande de dommages-intérêts, et la situation de cette même victime demandant à un juge d'instruction de commencer ses opérations, ne sont pas les mêmes, puisque, dans le premier cas, le demandeur a seul la charge de la preuve, tandis que, dans le second cas, il charge le juge d'instruction du soin de faire cette preuve.

Mais nous croyons, avec les rédacteurs du projet de 1893, que, sous peine de commettre une véritable injustice, l'Etat se trouve dans l'obligation de prêter ses juges d'instruction aux particuliers victimes d'un crime.

Obliger ceux-ci à faire seuls la preuve de ce crime devant les tribunaux civils pour obtenir des dommages-intérêts, c'est demander une chose impossible dans bien des cas.

La preuve d'une infraction, en effet, nécessite des moyens d'investigation que le juge d'instruction peut seul mettre en œuvre. Refuser aux particuliers victimes le droit de mettre l'action publique en mouvement, c'est leur retirer souvent toute espérance d'obtenir une réparation pécuniaire.

Nous croyons donc que la solution actuelle du Code d'instruction criminelle doit être conservée, et qu'une législation soucieuse de la protection des libertés privées doit tenir à honneur de maintenir cette solution dans son Code. Le droit pour la partie lésée de saisir le juge d'instruction est d'ailleurs consacré par la plupart des

législations qui nous environnent ; c'est un droit qui a été reconnu en France à toutes les époques ; on ne s'explique vraiment pas à quelles considérations a obéi le Sénat en 1882 en proposant de le supprimer.

C'est surtout au cours de l'instruction préparatoire que les droits de la partie lésée sont actuellement sacrifiés ; on sait qu'aujourd'hui cette partie lésée, même quand elle s'est constituée partie civile, n'a sur la marche de l'instruction préparatoire, et sur les diverses opérations de celle-ci, aucune surveillance, aucun contrôle sérieux. Ce n'est qu'à la fin de ces opérations, et seulement lorsque le juge a statué, que l'on rencontre, accordé à la partie civile, le droit d'opposition.

Il nous semble que, en ce qui concerne les droits de la partie civile, la législation devrait être mise en harmonie avec les dispositions déjà votées en 1897, en ce qui concerne les droits de l'inculpé. Si l'on admettait la partie lésée, constituée partie civile, à intervenir efficacement, assistée de son conseil, au cours de l'instruction préparatoire, à pénétrer dans le cabinet du juge d'instruction, à demander les mesures d'instruction qui lui sembleraient propres à la démonstration de la vérité, ne fût-ce que pour assurer la conservation de ses intérêts privés, il nous semble que tous les éléments de l'instruction se trouveraient soumis, sur le pied de l'égalité parfaite, à l'appréciation du juge : le Ministère public qui a accès, quand il l'estime bon, dans le cabinet du juge, soutiendrait l'action publique ; la partie civile assistée de son conseil provoquerait les mesures d'instruction

qu'elle croirait nécessaires au succès de son action civile, et assisterait également aux opérations de cette instruction ; enfin l'inculpé, assisté de son conseil en vertu de la loi du 8 décembre 1897, produirait en réponse les divers éléments de preuve tendant à établir son innocence ou à ramener l'accusation à ses justes limites. Le système ainsi serait complet, sauvegarderait tous les intérêts.

Nous voudrions donc que la partie civile pût intervenir, au cours de l'instruction préparatoire, avec les mêmes pouvoirs que le procureur de la République ; nous voudrions qu'elle eût le droit d'être mise au courant de la procédure, qu'elle pût requérir le juge d'instruction de prendre telle ou telle mesure utile à la protection de ses intérêts ; qu'en cas de refus du juge d'instruction d'obtempérer à sa demande, une libre discussion pût s'établir entre elle et celui-ci, devant une juridiction ayant mission de les départager ; nous voudrions que la partie civile eût la faculté d'assister à l'audition des témoins, à l'interrogatoire de l'inculpé ; en un mot, qu'à propos de chacune des opérations de l'instruction, la partie civile eût un pouvoir d'intervention et de libre discussion qui sauvegardât pleinement ses intérêts civils.

Nous estimons que ce système, loin d'entraver la répression et de gêner le magistrat instructeur dans l'accomplissement de sa mission, aurait pour effet de stimuler son activité et de seconder ses efforts.

Et si, dans certains cas, le secret absolu de l'instruction apparaissait au juge comme une condition nécessaire de ses opérations, celui-ci devrait avoir, au moyen

de l'interdiction de communiquer, la possibilité d'enlever au débat son caractère contradictoire à l'égard de la partie civile.

Les projets de réforme sont déjà entrés dans cette voie, bien que, sur plusieurs de ces points, ils n'aient peut-être pas été, à notre avis, assez loin. En tous cas, leurs solutions méritent d'être examinées ici.

Dans les trois projets, la question de savoir si la partie civile peut, au cours de l'instruction, prendre communication du dossier, et requérir le juge d'ordonner telle ou telle mesure d'instruction, n'est pas résolue avec suffisamment d'équité.

La partie civile, y est-il dit, peut requérir le magistrat instructeur de prendre telles mesures qu'elle croit utiles à la découverte de la vérité, et, sur son refus, porter le différend devant la Chambre du conseil (1).

Or, il semblerait que cette faculté dût être, pour la partie civile, la conséquence du droit de prendre communication du dossier à tout moment de l'instruction. Cependant il n'en est rien.

Le procureur de la République peut, d'après le Code d'instruction criminelle (art. 61), demander au juge d'instruction communication du dossier à tout moment de la procédure. Aux termes de l'article 10 de la loi du 8 décembre 1897, l'inculpé peut, dans la personne de son conseil, et la veille de chaque interrogatoire, prendre également connaissance de la procédure. Actuellement, la partie civile est privée de tout droit semblable;

1. Projet de 1879, article 37; Projet de 1882, article 45; Projet de 1895, article 50.

et les projets ne contiennent presque aucune disposition nouvelle à cet égard.

Les projets de 1879 et de 1895 sont entièrement muets sur ce point ; seul, le projet de 1882 se montre un peu plus libéral, ce qui est de nature à surprendre quelque peu ; il ordonne la communication des réquisitions du procureur de la République à la partie civile, afin qu'elle puisse aussi, après examen du dossier, réclamer d'autres investigations (1).

En ce qui concerne le transport du juge d'instruction sur les lieux, les perquisitions, les saisies, les expertises, les projets sont loin de donner tous à la partie civile les droits de surveillance et de libre discussion dont nous parlions plus haut.

Relativement au transport sur les lieux, seul le projet de 1895 décide que le juge d'instruction, avant de se rendre sur les lieux pour constater le corps du délit, doit, préalablement, en donner « avis au procureur de la « République, à l'inculpé, à la partie civile, et à leurs « conseils » (2). Les deux autres projets écartent implicitement la partie civile de cette opération de l'instruction (3).

En ce qui touche les expertises, le projet de 1879, estimant que l'expertise forme souvent, dans les crimes les plus graves, la base même de l'accusation, et que, par conséquent, nulle mesure ne doit être entourée de plus de précautions, permet à l'inculpé, au ministère public et à la partie civile, de désigner chacun un autre

1. Projet de 1882, article 154, § 2.

2. Projet de 1895, article 51.

3. Projet de 1879, article 47 ; Projet de 1882, article 55.

expert, afin de contrôler la mission de celui indiqué par le juge d'instruction (1).

Au contraire, les deux autres projets estiment que le choix d'un expert par le juge d'instruction donne suffisamment de garanties à la partie civile, et refusent à celle-ci le droit de désigner un autre expert (2).

Quant aux perquisitions et aux saisies, les trois projets estiment avec raison que l'intégrité de l'officier de police judiciaire qui en est chargé est une garantie suffisante, ces actes n'étant qu'une constatation matérielle dans laquelle l'appréciation personnelle n'entre guère en ligne de compte.

Mais c'est relativement au droit pour la partie civile d'assister aux dépositions des témoins, que l'on constate les plus grandes divergences dans les projets.

On sait que, d'après le projet du Gouvernement, de 1879, le juge d'instruction apprécie librement si le témoin doit être interrogé en secret, ou, au contraire, si l'inculpé peut assister à sa déposition. Or, dans ce dernier cas, la partie civile sera investie des mêmes droits que l'inculpé, et pourra assister à la déposition du témoin (3). Si, au contraire, le juge estime que le secret de la déposition est nécessaire à la découverte de la vérité, la partie civile et l'inculpé seront exclus ; l'inculpé aura ultérieurement, « après coup », connaissance de la déposition, d'après un système que nous

1. Projet de 1879, article 49.

2. Projet de 1895, Rapport Bovier-Lapierre, p. 28 ; Projet de 1882, Rapport Dauphin, p. 20.

3. Projet de 1879, article 64.

n'avons pas à examiner ici, puisqu'il ne concerne que l'inculpé. Quant à la partie civile, elle n'aura aucune connaissance de ces dépositions ; et c'est là une solution éminemment critiquable.

Dans le projet de 1882, les dépositions des témoins sont toujours secrètes ; on veut que ceux-ci parlent en face du juge seul, assisté de son greffier. Ni la partie civile, ni l'inculpé n'assistent à ces dépositions. L'inculpé en a connaissance au moyen du système appelé « système de contrôle après coup », lequel ne s'applique pas à la partie civile ; celle-ci n'aura jamais connaissance des dépositions des témoins ; on se montre pour elle encore plus dur qu'en 1879.

Le projet de 1893 nous semble, au contraire, consacrer une solution qui concilie fort bien tous les intérêts en présence. D'après ce système, le droit commun est la publicité des dépositions des témoins, pour l'inculpé, le ministère public et la partie civile. Mais comme, dans certains cas, le secret de l'instruction peut paraître, au juge, nécessaire à la découverte de la vérité, on reviendra au système du secret absolu par l'interdiction de communiquer ; et la partie civile, comme l'inculpé et le ministère public, ne pourront alors assister aux dépositions des témoins.

En ce qui concerne l'interrogatoire de l'inculpé, le projet de 1882 préconise le système du secret absolu : le ministère public, la partie civile et son conseil, ne peuvent assister à cet interrogatoire (1).

1. Projet de 1882, article 129.

Au contraire les projets de 1879 et de 1895, plus libéraux, admettent la présence du ministère public et de la partie civile à cet interrogatoire, mais avec la possibilité, pour le juge d'instruction, de revenir au secret de l'interrogatoire, s'il le juge utile, au moyen de l'interdiction de communiquer (1).

On voit donc que, d'une manière générale, dans ces projets, le rôle de la partie civile au cours de l'instruction préparatoire grandit dans des proportions assez sérieuses ; il nous semble alors qu'il suffirait de quelques modifications partielles dans un sens un peu plus libéral pour arriver au système que nous développons plus haut, et qui peut être résumé de la manière suivante : contrôle et libre contradiction de la part de l'inculpé, du ministère public et de la partie civile, à propos de toutes les opérations de l'instruction.

Mais, par cela même que tous ces projets donnent à la partie civile des droits importants à l'encontre de ceux du juge d'instruction, il faut prévoir le cas de conflit entre cette partie civile et le magistrat instructeur. De là, la nécessité de juridictions destinées à trancher ces différends et à départager les parties.

D'abord les ordonnances de clôture du juge d'instruction restent susceptibles d'opposition, de la part de la partie civile, devant la Chambre des mises en accusation, comme dans l'article 135 du Code d'instruction criminelle.

Mais il nous semble qu'au lieu de la procédure secrète

1. Projet de 1879, article 119 ; Projet de 1895, article 138.

de cette juridiction, que nous avons décrite précédemment, il faudrait admettre, non pas la publicité complète de l'audience, mais un libre débat entre l'inculpé, le ministère public, et la partie civile.

Les trois projets de réforme se prononcent d'ailleurs nettement en ce sens (1). Et c'est peut-être sur ce point qu'une réforme serait le plus désirable.

Certains esprits voudraient même aller plus loin, et préconisent la publicité complète de ces débats ; ils voient là un moyen, pour un innocent, de se réhabiliter dans l'opinion publique ; car, disent-ils, une instruction plus ou moins secrète, même après un non-lieu, laisse toujours planer quelque soupçon sur la moralité de l'individu qui en a été l'objet.

Mais nous croyons que la décision de la Chambre d'accusation, survenue après un semblable débat, pourrait influencer plus tard, devant la Cour d'assises, d'une manière trop considérable, sur l'esprit du jury, et ferait même double emploi avec la décision de la juridiction de jugement.

Quant au pourvoi en cassation, nous avons vu qu'il n'était actuellement permis à la partie civile que dans des cas très exceptionnels.

Tout en maintenant la règle que la partie lésée n'a que des intérêts privés à sauvegarder, peut-être pourrait-on étendre davantage, à son profit, la faculté de se pour-

1. Projet de 1879, article 191 ; projet de 1882, article 190 ; Projet de 1895, article 201. Le Projet de M. Cruppi (1899) se prononce également dans ce sens.

voir en cassation contre les décisions de la Chambre des mises en accusation, bien que les projets soient absolument muets à cet égard.

A côté de la Chambre des mises en accusation, nous trouvons également, dans les projets, une autre juridiction ; c'est la « Chambre du conseil », réorganisée sur des bases toutes nouvelles et différant profondément de la juridiction abolie par la loi du 17 juillet 1856.

Par cela même, en effet, qu'on donne à la partie civile certains droits de contradiction dans l'information, il faut créer une juridiction chargée de trancher les conflits entre ces droits et ceux des autres parties intervenantes.

La Chambre des mises en accusation ne pouvait guère ici remplir cet office, sous peine de faire durer trop longtemps le jugement de ces conflits.

On ne peut donc qu'approuver la création de la Chambre du conseil, juridiction rapide, dont les audiences ne sont pas publiques, mais où l'inculpé, le ministère public et la partie civile sont représentés dans un véritable débat sur l'incident.

La compétence est notamment une compétence permettant un recours contentieux, étendu à toutes les ordonnances du juge portant refus de procéder à un acte d'instruction requis par le ministère public, l'inculpé, ou la partie civile (1).

1. Projet de 1879, article 137 ; Projet de 1882, article 147 ; Projet de 1895, article 50.

En résumé, le système que nous préconisons protège très suffisamment les intérêts privés de la victime de l'infraction.

Il a le double avantage de conserver au corps social la direction exclusive des poursuites pénales, et de ne pas bouleverser notre législation actuelle, qu'il se contente seulement de modifier dans un sens libéral et décentralisateur.

Quoi qu'il en soit, les défauts des règles aujourd'hui en vigueur sur le rôle que peut jouer, au cours de l'exercice de l'action publique, la partie lésée, sont telles qu'il nous faut souhaiter, en terminant, que l'intervention du législateur ne se fasse pas trop attendre sur ce point.

VU :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu : le Doyen,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Des droits de la partie lésée sur la mise en mouvement de l'action publique avant l'instruction prépara- toire	11
--	----

CHAPITRE PREMIER

Du droit accordé à la partie lésée d'empêcher la mise en mouvement de l'action publique	15
<i>Section I.</i> — Législation française.	15
<i>Section II.</i> — Législations étrangères.	23

CHAPITRE II

Du droit accordé à la partie lésée de provoquer la mise en mouvement de l'action publique	28
<i>Section I.</i> — Législation française.	29
<i>Section II.</i> — Législations étrangères	54

DEUXIÈME PARTIE

Des droits de la partie lésée au cours de l'instruction préparatoire	65
---	----

CHAPITRE PREMIER

Système français.	68
<i>Section I.</i> — Droits de la partie civile, quand l'affaire est devant le juge d'instruction	69
<i>Section II.</i> — Droits de la partie civile devant la Chambre des mises en accusation	94
<i>Section III.</i> — Droits de la partie civile devant la Cour de cassation	113

CHAPITRE II

Systèmes étrangers	120
------------------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION	
Examen critique. Projets de réforme	131

